

# VILLE D'ANTONY

## Conseil Municipal du 20 novembre 2025

La séance est ouverte à 20h15 sous la présidence de Monsieur le Maire Jean-Yves Sénant.

**M. le Maire** : Nous allons commencer et je propose à M. Foyer de faire l'appel.

(Il est procédé à l'appel des conseillers par M. Bruno Foyer)

### **Conseillers excusés ayant donné pouvoir :**

Mme LEON à M. REYNIER

Mme LEMMET à M. FOYER

Mme AUBERT à M. PASSERON

M. MONGARDIEN à M. BESSENAY

Mme GODEFROY à Mme GALLI

M. HOBEIKA à M. CHARRIEAU

**Conseillers absents** : M. PARISIS, Mme SALL.

**M. le Maire** : Merci Bruno. Nous allons commencer cette séance par un hommage à André Aubry. Je vais m'exprimer le premier et ensuite je

donnerai la parole à Madame Huard et à Pascal Colin. Est-ce qu'il y a d'autres élus qui souhaitent parler ? Non. Donc je commence.

## **Hommage à André Aubry**

### **Ancien maire d'Antony**

---

André Aubry nous a quittés vendredi dernier. Il avait 94 ans.

Depuis plusieurs années, il s'était effacé du paysage antonien. Il ne participait plus aux commémorations patriotiques qu'il ne manquait jamais auparavant et on ne le voyait plus dans son quartier autour de la rue Armand Carrel.

André Aubry, nous l'avons combattu durement. La bataille des élections municipales de 1983 fut acharnée. Elle a laissé dans la mémoire des combattants des deux bords des souvenirs qui ne s'effacent pas. Elle opposait, en effet, deux visions antinomiques de l'avenir de notre ville. Si André Aubry l'avait emporté, Antony ne serait pas la ville que nous connaissons aujourd'hui.

Le temps a fait son œuvre. Les années 80, c'était une autre époque, une époque qu'a marquée assurément André Aubry à Antony.

André Aubry est né à Valognes, en Normandie, le 1<sup>er</sup> août 1931. Ses parents, qui étaient cheminots, s'établirent à Antony en 1939, près du

passage à niveau de Fontaine Michalon, puis rue Alexandre Dumas. Depuis 1939, André Aubry n'a plus quitté la ville.

Dès l'âge de 16 ans, il travaille comme ajusteur dans plusieurs entreprises du département, comme Citroën et Renault, et prend très tôt des responsabilités syndicales. Il adhère au Parti communiste en 1948, à 17 ans.

En 1955, à 24 ans, il est élu dans l'opposition au Conseil Municipal et il y reste jusqu'en 1965, la loi électorale ayant à cette époque limité l'accès au Conseil Municipal à la seule liste majoritaire.

En 1968, il est élu au Sénat. À 37 ans, il est l'un des plus jeunes sénateurs. Son élection au Sénat en fit, tout naturellement le principal concurrent du maire d'Antony, Georges Suant, qui était en place depuis 1955. Sa position fut encore renforcée en 1976 par son élection au Conseil Général dans le canton sud.

Aux élections Municipales de mars 1977, mettant à profit une vague nationale porteuse et la division de la majorité sortante, il l'emporta sur Georges Suant et devint maire d'Antony.

Ses six années de mandat furent très actives : il confia à Jean Nouvel la construction du collège Anne Frank et celle du CML Paul Roze, ainsi que d'un nouveau bâtiment au centre de vacances de Kerjouanno. Il acheta le centre de vacances de Samoëns. Il construisit une première dalle sur le RER, ainsi qu'un premier parking sous la Place du marché et ouvrit l'ancien

cinéma le Select. Il fit construire aussi plusieurs résidences sociales : les Morins, Barthélémy, Jeanne d'Arc, Mounié, le Moulin.

Après sa défaite d'octobre 1983, il resta Conseiller Général du Canton Sud jusqu'en 1988, et Conseiller Municipal d'opposition pendant 25 ans jusqu'en 2008. Un opposant résolu, déterminé, sans concession, mais aussi humain, cordial et sympathique.

On ne peut aujourd'hui que reconnaître la belle réussite que fut la vie de ce fils de cheminots modestes qui devint, à la force du poignet, sénateur, puis maire d'Antony, même si ce ne fut que pour un mandat, et qui, s'il échoua à orienter définitivement l'avenir de sa ville, en marqua durablement le territoire par ses réalisations.

À sa mémoire nous allons observer une minute de silence mais d'abord je donne la parole à Madame Huard.

**Mme HUARD** : Merci Monsieur le Maire. Vous avez effectivement déjà retracé une bonne partie de la contribution d'André Aubry à Antony : Ouvrier ajusteur de métier puis adhérent et responsable de la CGT, communiste en 1948 à 17 ans, après son entrée dans la vie active ; et puis conseiller municipal d'Antony à 24 ans, sénateur à 38, puis conseiller général des Hauts-de-Seine.

A la tête d'une large majorité de gauche et de personnalités locales il remporta les élections municipales en 1977 ; avec son équipe il a

effectivement marqué la Ville de nombreuses réalisations, il s'attacha notamment à développer le logement social en veillant à son insertion harmonieuse dans les quartiers, c'est le cas de la résidence des Morins avec ses pavillons associés à un immeuble avec jardinet, et La Banane et sa forêt urbaine avant l'heure devant. C'est une conception exemplaire qui était due à Paul Chemetov. Et aussi celle de l'Herbier, et, vous l'avez dit, la résidence du Moulin, la résidence Barthélémy.

Il rénova le théâtre, il dota la ville d'un vrai cinéma : Le Sélect.

Attentif aux besoins de la jeunesse, il créa le centre de vacances de Samoëns qui est apprécié de tous aujourd'hui, et fit construire, vous l'avez dit, le centre de loisirs Paul Roze par Jean Nouvel, un autre architecte. Il créa des maisons de quartier, des conseils de quartier, il était proche du personnel municipal et se souciait de la qualité de ce qu'on appelle aujourd'hui « le management ».

Les hommages qui lui sont rendus témoignent de sa personnalité marquante, un homme aux convictions fortes mais d'une grande ouverture d'esprit, luttant sans relâche sur les fronts pour la justice sociale, la démocratie et la paix, tout en gardant le souci d'une profonde humanité. Il fut un maire populaire et regretté. Les habitants d'Antony peuvent lui être reconnaissants pour son action et nous demandons donc que la Ville honore son souvenir en inscrivant son nom sur un de nos lieux et un équipement emblématique de la Ville.

**M. COLIN** : Je souhaitais un peu intervenir puisque Monsieur le Maire m'a chargé dans cette Ville de la mémoire et de l'histoire, or nous avons dans la personne d'André Aubry la question de l'histoire, la question de la politique et de l'humain. Jean-Yves Sénant a rappelé son humanité que j'ai pu constater. Alors je dirais que dans une ville nous avons des chaînons d'Auguste Mounié, au Maire de La Libération, à André Aubry, à Patrick Devedjian, à Raymond Sibille à Jean-Yves Sénant, nous avons une liste de maires qui ont fait la Ville qui est la nôtre aujourd'hui ; et chacune de ces personnalités a apporté ou apporte des choses. Je tenais à le dire.

André Aubry a été de 1955 à 1965 un élu municipal, un conseiller municipal, après il est devenu un sénateur de 1968 à 1977 ; il se trouve qu'en 1973 j'étais jeune lycéen à Descartes et membre du conseil d'administration, j'ai rencontré André Aubry la première fois dans le conseil d'administration du lycée d'Antony.... ce sont des histoires si vous voulez, derrière les noms, derrière les personnes, il y a des histoires. Ce sont des personnalités qui nous marquent. Nous savons que l'histoire est complexe, je parlais de la personne humaine, moi-même j'ai commencé ma vie politique à Antony -et je n'ai pas honte de le dire- en tant que militant socialiste et Rocardien et il se trouve que ma première écharpe de maire adjoint m'a été remise par André Aubry, je ne peux pas ne pas le citer et ne pas lui rendre hommage. Ce qui ne veut pas dire que j'étais toujours

d'accord avec sa sensibilité mais quand on ne sait pas d'où l'on vient, on ne sait pas où l'on est et on ne sait pas où l'on va et je pense que dans cette vie politique qui est la nôtre, oublier l'histoire c'est toujours renoncer à son avenir. Voilà. On a là un homme et je pense aujourd'hui particulièrement à une personne qui a accompagné son cheminement qui était Lucie Ducher. Qui se souvient de Lucie Ducher aujourd'hui ? ...Je vois des personnes qui lèvent le doigt dans l'assistance, elle était une institutrice qui a formé des générations d'Antoniennes et d'Antoniens, et il se trouve qu'elle fut aussi ma prédécesseuse à la vice-présidence du CCAS que Monsieur le Maire m'a confiée.

Nous avons dans cette ville des personnalités qui ont marqué, alors on n'est pas toujours d'accord sur les combats politiques, on n'est pas toujours d'accord sur ce qui s'est passé mais je crois que c'est la richesse d'une Ville de ne jamais oublier tout ce que les uns et les autres ont pu apporter. Et je crois que c'est le sens de la participation active et je pense que c'est le sens de l'hommage que Jean-Yves Sénant a bien voulu rendre et que nos collègues de l'opposition municipale ont voulu faire, que Mme Huard a voulu faire ; je crois qu'ensemble, nous pouvons effectivement rendre hommage à l'engagement militant, j'allais dire, chers amis, chers camarades, pardonnez-moi, je ne le dirai pas tous les jours ... vous savez, quand j'étais gamin, il y avait des prix de camaraderie à l'école primaire, je crois que la fraternité républicaine ce sont les hommes et les femmes qui

nous font marcher ensemble et nous devons nous dire que voilà, on a vécu des choses ; il faut penser que nous avons une chaîne, il y a tout un chemin et puis voilà, on peut dire un hommage à André Aubry en toute liberté, et en toute liberté de conscience.

**M. le Maire** : Si personne ne souhaite plus s'exprimer maintenant, nous allons lui rendre hommage par une minute de silence.

(Une minute de silence est respectée en hommage à Monsieur André Aubry).

**M. le Maire** : Je vous remercie.

En dehors d'André Aubry deux élus, cette fois de la majorité, nous ont aussi quittés récemment, Christian Hézode et Rémy Poutiers.

## **Hommage à Christian Hézode**

---

Né le 13 avril 1930, Christian Hézode a été DRH au CEA. Passionné par la gestion locale et par la musique, il entra au Conseil Municipal en 1989 et fut élu Maire Adjoint en charge des Affaires Sociales, puis des problèmes de société et de prévention. Il eut à suivre, tout particulièrement, les travaux du Conseil de la Prévention et de la Délinquance, les questions posées par le handicap et par le maintien à domicile des personnes âgées.

De 1995 à 2008, il poursuivit en tant que Conseiller délégué à la musique et à l'activité artistique. Il présida au développement du conservatoire Darius Milhaud qui venait d'accéder à ses nouveaux locaux du 140, avenue de la division Leclerc.



## Hommage à Rémy Poutiers

---

Rémy Poutiers, né le 13 septembre 1946, était professeur de dessin. Très impliqué dans les questions sociales, il a participé, dans le cadre du Secours Catholique, à l'ouverture de la Maison « la Pause », rue Mirabeau, pour l'accueil de personnes sans domicile fixe et à la création de l'association des Amis de l'Avenir en 1995, qui devint par la suite l'antenne antonienne d'Habitat et d'Humanisme.

Il a appartenu au Conseil Municipal de 1995 à 2001 et s'est investi dans les actions du CCAS.

Donc je propose en leur mémoire de faire aussi une minute de silence.

(Une minute de silence est respectée en mémoire de M. Christian Hézode et de M. Rémy Poutiers.)

**- Approbation du compte rendu de la réunion du 25 septembre 2025.**

**M. le Maire :** Vous avez reçu le compte rendu de la réunion du 25 septembre 2025, avez-vous des remarques sur ce document ? Il n'y en a pas, donc **il est adopté.**

- **Liste des décisions prises pendant l'intersession.**

**M. le Maire :** Vous avez reçu la liste des décisions prises pendant l'intersession, y a-t-il des questions ? M. Doyen.

**M. DOYEN :** Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir mes chers collègues. La première question est sur la 14 qui concerne la patinoire. Ce n'est que la deuxième année que je suis au conseil municipal mais je vous repose la même question : est-ce que vous pouvez nous redonner le bilan financier, donc en coûts mais aussi en recettes, de la patinoire ?

**Mme BERTHIER :** Je n'ai pas les chiffres là mais il va y avoir une commission prochainement et je vais tout vous donner.

**M. le Maire :** Nos recettes sont d'environ 60.000 €.

**Mme BERTHIER :** Oui, les recettes n'ont pas changé.

**M. le Maire :** Et je pense que ce sont 160.000 € de dépenses, donc il y a un déficit de 100.000 €.

**M. DOYEN :** Très bien. Comme l'an dernier, je vous appelle donc encore à de la sobriété. Vous nous avez indiqué en commission que cette patinoire serait installée à un endroit différent cette année, donc qu'elle sera itinérante cette année, effectivement, elle devient itinérante, néanmoins elle va rester dans le nord de la Ville, et donc nous vous encourageons à installer aussi des équipements, pas forcément celui-là

même si vous semblez être super fans, vers le sud où il peut y avoir beaucoup plus de besoins.

**Mme BERTHIER :** Je vous exposerai tout cela lors de la prochaine commission mais sachez qu'installer une patinoire impose des contraintes techniques, elle a d'abord été sur la place Patrick Devedjian, ensuite au Parc Marc Sangnier, aujourd'hui dans le quartier Jean Zay, pourquoi pas un jour ailleurs mais on essaye de répondre aussi à une demande de nos habitants, et là, avec ce nouveau quartier Jean Zay, les habitants attendent une animation et nous sommes ravis de découvrir cette année la patinoire que l'on dit itinérante dans ce quartier. Mais je vous exposerai tout et je répondrai à toutes vos questions lors de la prochaine commission.

**M. DOYEN :** Eh bien écoutez on en reparlera à la prochaine commission.

**M. le Maire :** Bien sûr. Monsieur Mauger ?

**M. MAUGER :** Bonsoir à toutes et tous. Des mises à disposition d'abord : ce sont les DIS 39 et 40 : il s'agit de l'espace plongée. En commission, vous nous avez indiqué un montant de recettes depuis la réouverture au mois de mai de l'ordre de 250 ou 270 000 € je crois....

**M. le Maire :** Oui, à peu près oui.

**M. MAUGER :** Et on se posait la question des dépenses. Sur la même période, est-ce que vous avez en gros l'estimation ?

**M. le Maire :** Des dépenses ?

**M. MAUGER** : Oui, des dépenses.

**M. le Maire** : Les dépenses : il y a cinq salaires, l'eau, le chauffage de l'eau, ce n'est pas énorme, c'est autour de 50.000 € à peu près. Ce sont les 5 salaires surtout qui coûtent, cela fait 250.000 à peu près. Et je crois que c'est à peu près équilibré.

**M. MAUGER** : Parce qu'on se souvient de l'investissement qui était de l'ordre de 6 M€...

**M. le Maire** : Non, l'investissement ne sera pas remboursé.

**M. MAUGER** : Par ailleurs, il y a la DIS 06 : C'est aussi une mise à disposition mais d'une nature très différente, c'est au bénéfice de l'association « Les 3 Sources ». On sait qu'elle intervient auprès des enfants de l'école des Rabats. On nous a indiqué qu'en septembre il y avait plus de bénévoles que d'enfants pour ce dispositif. L'an dernier, les bénévoles étaient plein de bons sentiments mais assez inefficaces voire contre-productifs avec certains enfants, et d'ailleurs à la fin de l'année, il n'y avait quasiment plus d'enfants dans le dispositif. Certains nous ont dit qu'il y avait une grande désorganisation et peu de maîtrise de la situation. En septembre, en commission, on nous a indiqué que les enfants les plus en difficultés ne seraient plus dirigés vers les activités proposées par Les 3 Sources. Donc qu'est-ce qui est proposé en direction de ces enfants-là ? Et actuellement combien y a-t-il d'enfants accompagnés ? Et est-ce que

des intervenants professionnels viennent s'ajouter à ces activités ?

**M. le Maire** : Vous l'avez posée en commission, cette question ?

**M. MAUGER** : On a posé la question d'abord au mois de septembre et là on voit que le dispositif est reproduit, donc on aimerait avoir un complément.

**M. le Maire** : Madame Fauret qui a une réponse, peut-être ?

**Mme FAURET** : Bonsoir à tous. Vous êtes un petit peu dur dans le sens où l'on vous a présenté le bilan à la commission de septembre, quand vous parlez d'inefficacité, vous êtes peut-être un petit peu dur avec le bilan de l'association. C'est l'association Les 3 Sources qui a choisi d'intervenir auprès d'enfants de l'école des Rabats, le choix des enfants se fait en lien avec l'école, avec la directrice, avec l'équipe enseignante ; ils proposent aussi un accompagnement des devoirs. Ils ont proposé des sorties aussi le mercredi. Et le bilan, vous l'avez eu, ce sont les chiffres que l'on vous a présentés au mois de septembre.

**M. MAUGER** : Disons que le bilan est un peu différent entre ce que l'on a entendu en commission et ce que l'on a appris par la suite de la part de personnes qui utilisent ce dispositif.

**Mme FAURET** : Qu'est-ce que vous avez appris par la suite, et par qui ?

**M. MAUGER** : Par des personnes qui connaissent le dispositif et qui nous remontent le fait qu'il y a eu une désaffection en termes de nombre

d'enfants en fin d'année scolaire, et c'est à nouveau le cas ici, en cette rentrée.

**Mme FAURET** : Nous n'avons pas cette information, alors je ne sais pas où sont vos sources...

**M. MAUGER** : On poursuivra en commission sur le sujet.

**Mme FAURET** : De toute façon on suit tout ça, on a prévu de rencontrer aussi les responsables de l'association prochainement.

**M. MAUGER** : Très bien.

**M. le Maire** : D'autres questions ? Mme Huard.

**Mme HUARD** : Ma question concerne les DIS 25 à 32 sur la Maison des Familles. Cette Maison des Familles qui est située à Jean Zay a été le lieu d'accueil parents/enfants qui est géré par « Des familles et des liens ». Ce lieu d'accueil parents/enfants est ouvert 6 jours sur 7 pratiquement, plus le mercredi soir, et par contre les lieux d'accueil parents/enfants municipaux qui sont situés à Pajeaud et au Noyer Doré dans les locaux des relais Petite Enfance ne sont ouverts chacun qu'un matin par semaine, hors vacances scolaires. Alors pourquoi est-ce que la Ville ne pourrait pas étoffer la fréquence d'ouverture de ces deux lieux d'accueil parents/enfants dans des quartiers où il y a également beaucoup de besoins, enfin sans doute plus de besoins avec des familles monoparentales en plus grand nombre et peut-être des enfants qui ont des besoins sociaux et psychosociaux élevés aussi ?

**M. le Maire** : Pauline Galli va vous répondre.

**Mme GALLI** : En fait pas complètement parce que cette question concerne les élèves et c'est plutôt alors le CCOSY, dans ce cas-là, c'est plutôt la politique des quartiers de la Ville.

**M. BEN ABDALLAH** : Alors écoutez je suis désolé, on ne va pas se renvoyer la balle mais je n'ai pas forcément les éléments ... Je précise les choses : Il y a une ambition sur les questions de parentalité et d'enfants au niveau du CCOSY dans ce quartier en particulier, il y a même un engagement très précis que la Ville a pris dans le Contrat d'Engagement Quartier 2030. Maintenant très objectivement sur le détail des jours ouvrés ou autre, je ne les ai pas. On a une petite transition en ce moment au CCOSY et donc ce que je vous propose, c'est que je rassemble tous ces éléments auprès des services et je vous les transmettrai de manière précise ; mais que les choses soient bien claires : il y a sur les questions de la parentalité, je dirais, une ambition forte de la Ville pour ce quartier. Je ne crois pas qu'il soit moins bien pourvu que les autres quartiers, mais on va vérifier vos chiffres et vos données, vraiment. On creusera ce point.

**Mme HUARD** : Avec plaisir. Les données étaient sur le site mais enfin ... J'espère qu'elles étaient d'actualité effectivement.

**M. BEN ABDALLAH** : Je ne sais pas si cela reflète l'ensemble de ce qui est fait. Encore une fois je parle sous le contrôle des services de la

politique de la Ville, on va faire un point exhaustif sur ce sujet et vous le transmettre.

**Mme HUARD** : Une autre question concernant la DIS 09 : la mise à disposition d'un terrain de foot synthétique au Parc Heller au profit de l'Association Skyward Soccer.

On nous a expliqué en commission que c'est une convention qui vise à encadrer la pratique libre de loisirs et donc on conventionne avec un club de jeunes. D'après ce que vous nous avez dit, ce club est majoritairement masculin, ce qui nous amène à faire l'observation que les filles ont peu d'accès à ces espaces libres de loisirs où elles ne se sentent pas toujours acceptées ; donc en commission nous vous avons suggéré de mettre en place des actions pour permettre aux filles de prendre aussi leur place sur ces terrains libres. Et il y a des associations qui organisent ce type de médiation sportive par exemple puisque nous avons retrouvé le nom de l'association Sine Qua Non qui mène des actions à Paris, en Seine-Saint-Denis, et qui est d'ailleurs aussi référencée par le Centre Hubertine Auclert. Donc voilà, on vous engage à les solliciter pour ce genre d'opération.

**M. le Maire** : Patrick Reynier ?

**M. REYNIER** : Effectivement on a parlé en commission de cette association. Elle regroupe actuellement 68 adhérents et cette association n'empêche absolument pas les filles de s'inscrire si elles le désirent.



**Mme HUARD** : Non, je n'ai pas dit qu'elle empêchait les filles de s'inscrire, j'ai dit qu'il y a des freins qui font que...

**M. REYNIER** : Non mais vous avez l'air de dire que ce n'est que masculin, mais c'est dans tous les clubs pareil, par exemple Antony Foot Evolution accueille une centaine de filles, là si des jeunes filles voulaient s'inscrire à cette association, il n'y aurait pas de problème. Donc quand vous dites « c'est que masculin » ... non, désolé.

**Mme HUARD** : Ça, c'est vous qui le dites...

**M. REYNIER** : Eh bien oui !

**Mme HUARD** : C'est ce que nous avons observé, et ce n'est pas que pour ce terrain-là, effectivement à l'occasion de cette convention on peut parler de ce terrain-là et de cette association mais si l'on regarde par exemple le terrain de fitness devant la piscine à Pajeaud, eh bien il est quasiment occupé que par des hommes, tout le temps. A chaque fois qu'on y passe, ce n'est que des hommes. Et il y a une question qui serait que les femmes hésitent à venir sur des terrains libres parce qu'elles ne se sentent pas forcément autorisées à le faire en présence d'un public masculin.

**M. REYNIER** : Madame Huard, comment savez-vous que des filles ne veulent pas venir, ou qu'on les empêche de venir ?

**Mme HUARD** : C'est les deux à la fois, c'est les deux !

**M. REYNIER** : Non !

**Mme HUARD** : Ça peut être les deux à la fois.

**M. REYNIER** : Vous ne pouvez pas dire ça !

**Mme HUARD** : Si. Ça peut être les deux à la fois.

**M. REYNIER** : Nous, on n'a jamais eu au sein de la Ville et du service des Sports des remontées comme quoi des jeunes filles ou des femmes qui voulaient faire du football n'ont pas pu accéder aux terrains.

**Mme HUARD** : Eh bien écoutez, on en reparlera. Mais en attendant, ce sont des études qui existent, ce sont des constats que l'on fait partout ! Donc ils se font aussi à Antony : on peut le constater, on ne voit pas de femmes forcément sur ces terrains, et donc on vous invite à faire ce genre d'opération. Mais après, si vous choisissez de ne pas le faire, c'est votre choix !

**M. REYNIER** : Nous vous assurons que vu le nombre d'associations qu'il y a sur Antony, les jeunes filles choisissent l'activité qu'elles ont envie de faire.

**M. le Maire** : Voilà. Et si elles veulent faire du hand, elles font du hand. N'est-ce pas madame la Présidente du hand ? Quand on va au stade, je suis passé au stade samedi dernier, samedi matin à l'heure de l'entraînement des jeunes du foot, j'ai vu beaucoup de filles. Elles avaient un maillot rouge du club et elles s'entraînaient pour le foot. Donc c'est possible. Il y a une centaine de filles au club de foot, sur 800. Donc elles ne sont pas majoritaires mais enfin elles peuvent s'exprimer et s'entraîner comme les garçons. Non, il ne leur est pas du tout interdit de faire du foot.

Par contre il y a des sports où il y a plus de filles effectivement, comme le handball par exemple, il y a presque la moitié de filles au club de handball, non ? A peu près ?

**M. REYNIER** : En athlétisme, il y a 50 % de filles ... Vous pourriez aussi avoir cette démarche pour les garçons en gymnastique rythmique. Là il y en a qu'un !

**M. le Maire** : Il a bien du courage d'ailleurs !

Est-ce qu'il y a d'autres questions ? M. Doyen.

**M. DOYEN** : Oui, sur un tout autre sujet, c'est la 50 qui concerne Antonypole où l'on apprend que l'avant-projet a été revu dans son estimation pour passer de 55 M€ à 73 M€, ce qui implique du coup, dans la mesure où la maîtrise d'œuvre est rémunérée au pourcentage - on nous a dit 5 % mais à la limite cela n'a pas d'importance – que c'est une grosse plus-value. Donc est-ce que vous pouvez nous expliquer ce qui provoque cette grosse surenchère dans l'estimation ?

**M. le Maire** : Attendez, vous parlez de la 50 ?

**M. DOYEN** : La 50, oui.

**M. le Maire** : La 50, c'est l'avenant N° 1 qui passe effectivement à 1,5 M€.

**M. DOYEN** : C'est ça. Mais il passe à 1,5 M€ parce que le montant de l'estimation bouge, c'est ce qui est inscrit : « considérant qu'au stade de l'avant-projet l'estimation prévisionnelle provisoire de l'enveloppe des

travaux est portée de 55 M€ à 73 M€ ... », etc. Et donc du coup il y a une augmentation de la valeur de la maîtrise d'œuvre parce qu'elle est calculée au pourcentage. Donc la mécanique est claire. Mais la question c'est pourquoi l'estimation qui était à 55 millions passe à 73 millions ?

**M. le Maire** : Attendez, moi je ne vois pas ça, je vois 1,5 million.

**M. DOYEN** : C'est le quatrième considérant en partant de la fin.

**M. le Maire** : D'accord mais enfin l'aménagement... Il s'agit là maintenant d'adopter un avenant qui concerne l'ensemble de la période de réalisation de la ZAC. Ce n'est plus la conception maintenant, c'est la réalisation et ça va durer 15 ans, peut-être même plus.

**M. DOYEN** : Oui, soit, mais cela n'empêche que cet avenant est motivé par la révision du montant total du projet, qui va effectivement s'étaler sur 15 ans, je suis d'accord.

**M. le Maire** : Oui, c'est une révision de projet et le projet maintenant va atteindre son niveau total et il y aura 350 millions de dépenses sur cet ensemble ; et oui, la part de maîtrise d'œuvre a été estimée à 1,5 M€.

**M. DOYEN** : Oui, j'entends bien mais là, en l'occurrence, on parle de la maîtrise d'œuvre qui va gérer les espaces publics de la ZAC. Et donc cette maîtrise d'œuvre est réévaluée puisqu'elle est rémunérée au pourcentage, et donc l'enveloppe de travaux a été elle-même réévaluée. Ma question porte sur : pourquoi est-ce que cette enveloppe des travaux a été réévaluée de presque 20 millions ?

**M. le Maire** : Quand vous irez en commission, vous aurez la réponse. Moi, je ne l'ai pas.

**M. DOYEN** : Très bien. Cela fait effectivement une bonne grosse part. Ecoutez, je reposerai la question.

**M. le Maire** : Voilà. Et vous aurez la réponse. Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Oui, M. Bessenay.

**M. BESSENAY** : Bonsoir M. le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Juste un mot concernant le point 2 : « Demande de subventions à la Région Ile-de-France pour terrains de foot et rugby au Parc des sports de la Croix de Berny ». On a eu l'information en commission mais c'est important de savoir que le montant demandé est de l'ordre de 200.000 €, donc c'est significatif.

**M. le Maire** : Le montant demandé.

**M. BESSENAY** : Demandé, oui.

**M. le Maire** : Mais ce n'est pas encore voté. On demande.

**M. BESSENAY** : Oui, c'est bien de le demander déjà, pour les finances publiques.

**M. le Maire** : Oui, on va essayer. Pas d'autres questions ? Merci, on passe aux DIA. **Y a-t-il des questions sur les DIA ?**

Il n'y en a pas, donc on passe à l'ordre du jour qui appelle d'abord le premier rapport sur la situation de la Ville en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Mme Schlienger a la parole.

## **1- RAPPORT SUR LA SITUATION DE LA VILLE EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.**

**(Rapporteur : Mme Stéphanie SCHLIENGER)**

**Mme SCHLIENGER** : Bonsoir à toutes et à tous. Ce rapport en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à Antony n'est pas seulement une obligation légale mais il traduit vraiment une conviction profonde que nous partageons ici : L'égalité n'est pas un concept abstrait, elle se construit au quotidien et elle peut aussi reculer si nous ne restons pas vigilants.

Donc il est essentiel de rappeler que ces inégalités entre les femmes et les hommes traversent toutes les dimensions de la vie sociale. Pour vous donner quelques rappels, c'est 14 % de salaire en moins à travail égal pour les femmes, c'est aussi seulement 15 % de femmes ingénieurs alors que nous savons tous combien ces métiers sont stratégiques pour l'avenir de notre économie et notre société ; et cette question devient encore plus cruciale avec le développement de l'Intelligence Artificielle parce que si les métiers du numérique, de l'algorithme, restent majoritairement masculins, alors les technologies que nous utiliserons demain risquent d'être conçues avec des biais encore plus forts faute d'une représentation pluraliste dès leur conception.

Alors on pourrait croire parce qu'on parle de plus en plus de ces sujets, on pourrait dire que c'est un sujet « à la mode », mais malgré cette médiatisation la société se polarise et les chiffres restent alarmants et notamment concernant les violences. Pour 2024, ce sont 450.000 victimes de violences physiques dont plus de la moitié dans le cadre familial avec bien entendu du coup des enfants qui sont les victimes collatérales de ces situations familiales. 122.600 victimes de violences sexuelles dont 85 % de femmes et ces violences bien sûr à leur paroxysme tuent, on en est à la date d'aujourd'hui à plus de 80 féminicides pour 2025. Il se produit en France un viol ou une tentative de viol toutes les deux minutes et demie, soit plus de 209.000 par an et à ce titre, vous le savez, la loi vient de changer depuis le 7 novembre, il a été voté pour l'intégrer dans le code pénal la notion de non-consentement pour qualifier le viol et les agressions sexuelles.

Aucune sphère n'est ainsi épargnée, dans le sport : 327 signalements, 53 fédérations concernées, 69 % sont des victimes femmes et 65 % sont des mineures. D'où les affiches Signal Sports que nous avons mises à l'entrée, par exemple, qui sont obligatoires désormais dans tous les établissements sportifs communaux, on doit les afficher, et d'où notre partenariat fort que nous maintenons avec Colosse aux Pieds d'Argile pour prévenir, pour accompagner, sensibiliser aussi bien les familles, les enfants, que les professionnels du sport.

Donc notre devoir est bien de prévenir, de protéger, de garantir cet accès au droit et notre action se situe ainsi à plusieurs niveaux : prévenir les violences faites aux femmes, avec l'accompagnement que l'on va faire notamment via le CCAS, accompagner les victimes, sensibiliser et favoriser notamment les parcours de femmes inspirant la mixité des métiers.

Je ne vais pas reprendre en détail toutes les actions que vous avez dans le rapport ; juste rappeler cet engagement fort dont j'ai parlé avec Colosse aux Pieds d'Argile et le service des sports ; une conférence notamment sur le harcèlement scolaire, qui a été proposée par le service éducation et qui a eu un grand succès ; la prévention et l'attention qui est portée à la santé des femmes avec notamment Octobre Rose ou la venue du bus Santé femmes ; et puis le travail au quotidien du CCAS qui va permettre de créer un maillage vraiment très efficace dans le parcours de prise en charge des femmes, de la prévention au moment des violences, et puis de formation aussi pour les professionnels ; le fait de se rencontrer permet d'échanger et de voir où l'on peut encore s'améliorer dans ce parcours.

Donc vraiment tous les services sont mobilisés sur ces questions. Bien sûr l'Espace 11 Jeunesse qui propose de nombreux événements, des conférences, des podcasts à destination des jeunes, et puis aussi via son comité inter-établissements de CE à CE où là, toutes les questions



d'égalité sont systématiquement abordées en présence du personnel de l'Éducation Nationale, des Principaux de collèges et du Proviseur du lycée Descartes, toutes les associations locales, le Département, la Préfecture, le commissariat, ces questions sont travaillées et vraiment elles s'inscrivent dans une démarche globale et en synergie avec tous les acteurs. Et puis une attention va être portée, c'est ce que je disais tout à l'heure, à des modèles inspirants, que ce soit dans le magazine d'Antony ou à travers les spectacles, les conférences qu'on a pu faire aussi, une présentation par exemple à la médiathèque autour des femmes scientifiques.

En conclusion je voulais vous dire que l'égalité n'est pas un supplément d'âme mais c'est une exigence démocratique. J'espère ici que chacune et chacun de vous en est intimement convaincu, vouloir l'égalité de droit ce n'est pas agir contre, opposer femmes et hommes, c'est vraiment agir ensemble pour un même idéal.

Donc merci à tous, les services municipaux, le CCAS, les associations, les établissements scolaires et tous les acteurs, les sportifs et les professionnels mobilisés et bien sûr mes collègues élus qui prennent le relais sur toutes ces questions. Merci à Pascal Cros et à la communication qui m'ont aidée pour finaliser ce rapport.

A Antony nous voulons une ville où chaque femme et chaque fille puissent vivre libres, respectées et en sécurité, et nous nous y attelons à travers toutes nos actions. Je vous remercie et je voulais juste vous

transmettre, pour que vous puissiez le partager et le relayer, la date de l'exposition du 11 Espace Jeunes qui sera du 25 novembre au 4 décembre prochain sur la lutte contre les cyber violences sexistes et sexuelles à l'occasion du 25 novembre qui est la journée internationale contre les violences faites aux femmes. Merci.

**M. le Maire** : Le débat est ouvert. M. Souchaud ?

**M. SOUCHAUD** : Merci Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Nous vous remercions pour cette présentation consacrée à un sujet aussi essentiel et malheureusement encore trop d'actualité comme vous l'avez dit. La véritable égalité entre les hommes et les femmes serait au fond de ne plus avoir à en débattre ni de produire de rapport spécifique pour cette question. Le document met en avant de nombreuses et louables actions engagées par la Ville et nous tenons ici à féliciter l'ensemble des acteurs et services impliqués dans ce combat. Toutefois, nous regrettons la quasi-absence d'indicateurs de mesure dans le rapport ; les chiffres mentionnés concernant les violences sont des données nationales qu'il serait intéressant de pouvoir compléter avec des tendances locales. Il nous paraît également intéressant d'intégrer dans ce type de rapport et pour ces actions des indicateurs de suivi qui permettraient de mesurer l'impact des actions menées et d'apprécier la dynamique d'évolution dans le temps au sein de la commune.

**M. le Maire** : Qui d'autre ? Mme Huard.

**Mme HUARD** : Merci également Madame Schlienger pour la présentation de ce rapport qui a diminué de moitié, c'est sans doute un effort de sobriété numérique également. Alors comme Monsieur Souchaud nous regrettons que dans le bilan et le plan d'action de la ville, d'abord il n'y ait que peu de bilan chiffré, notamment le bilan et le plan d'action de la Ville en matière d'égalité femmes/hommes des agents n'y est pas abordé et pourtant il y a matière à s'interroger, et donc nous en reparlerons pendant le RSU effectivement.

Et sur cette question des violences sexistes et sexuelles on attendait effectivement aussi des données complétées par les données déclarées sur Antony, sur ce point d'ailleurs nous déplorons que la Ville ne dispose pas de logements d'urgence immédiatement disponibles pour les femmes victimes de violences sur son territoire ; il y a des associations qui dans d'autres villes conventionnent par exemple avec les organismes HLM pour disposer de ces logements. On constate que la politique Egalité de la Ville consiste en beaucoup d'actions, ponctuelles, principalement d'information et de sensibilisation, elles sont toutes utiles mais elles restent quand même limitées dans leur portée. Alors on peut se féliciter que la prise en compte des violences sexistes et sexuelles dans le sport progresse et que la Ville ait proposé des actions plus mixtes pour les enfants, mais cette action doit être encore renforcée.

On a constaté lors du forum des associations qu'un seul club mettait en avant cette prévention des violences, c'était le hand. Et lors de la journée « Dégenrer les cours d'écoles » qui a été animée par la Ligue de l'enseignement à la demande des enseignants d'Anatole France, les élus invités -on vous remercie d'ailleurs de nous y avoir invités- ont pu mesurer la prégnance des préjugés sexistes des garçons sur les capacités sportives des filles et ce sont des préjugés intégrés dès 9 ou 10 ans par les enfants. Alors justement ce travail doit être largement renforcé.

Et puis nous avons été informés qu'une femme coach d'un club de foot d'Antony a été prise à partie lors d'une rencontre par un des joueurs de club Antonien, elle a dû faire appel au responsable de son club pour venir la soutenir, donc on voit qu'il y a encore quand même beaucoup de travail à faire en matière d'éducation dans les clubs sportifs, dans les écoles, dans les centres de loisirs.

Une petite mention quand même : certains pensent peut-être que la génétique est en cause mais on n'a pas encore trouvé de gène du foot et contrairement à ce qu'il nous a été aussi rétorqué l'année dernière, on constate que cette année les filles semblent affluer dans le club de rugby d'Antony au niveau collège. Donc les filles aussi effectivement souhaitent pratiquer le rugby et pas seulement la danse.

Concernant la santé des femmes : oui la sensibilisation c'est bien mais il ne suffit pas d'une visite d'un bus Santé Femme ou de l'opération

Octobre Rose pour assurer les droits à la santé, notamment sexuelle et reproductive parce que quand tous les gynécologues d'Antony pratiquent des dépassements d'honoraires ou ne prennent plus de nouveaux patients, la santé des femmes est menacée. Voilà pourquoi nous pensons qu'il est indispensable de mettre en place un centre de santé municipal conventionné avec une spécialité gynécologie.

Concernant la place des femmes dans la société en général, nous savons que l'égalité passe par l'accès au travail, notamment renforcer le service public de la Petite Enfance pour pouvoir proposer des solutions qui deviennent accessibles à toutes les mères qui souhaitent travailler devient une priorité, c'est un axe totalement absent de ce rapport.

Au-delà d'une permanence tous les 15 jours sur les droits des femmes, la Ville pourrait se doter d'un espace permanent d'accueil des femmes, assurant des missions d'information sur la contraception et l'avortement, l'information et le conseil sur les droits des femmes, l'accès à la formation et au travail, c'est ce que nous proposons. Merci.

**Mme SCHLIENGER** : Je vous rejoins, on a encore beaucoup de travail. Si l'on pouvait résoudre tous les problèmes d'inégalités sur une année, ça serait formidable mais ce n'est pas le cas, ce n'est pas possible.

Oui bien sûr il y a des tas d'actions encore à avoir et on y travaille.

Concernant les indicateurs, c'est vrai que c'est toujours important de

se baser sur des chiffres pour savoir de quoi on parle, voir les évolutions, et jusque-là on avait les chiffres du commissariat pour tout ce qui est des violences, les chiffres du commissariat d'Antony ; il faut savoir que là le rapport Egalité est décalé puisqu'on est en novembre, en période de pré-élections, or le commissariat nous fournit les chiffres annuels. Donc ces chiffres-là on les aura un petit peu plus tard. Après, tout ce qui est politique égalitaire en tant qu'employeur sera traité par Claire Genest au moment du Rapport Social Unique.

Pour ce qui est du logement, on est en partenariat avec l'association Flora Tristan et on travaille avec eux. Après, vous savez très bien que la prise en charge de l'urgence est toujours très difficile parce que quand on a un logement d'urgence, si l'on met quelqu'un dans ce logement, eh bien quid de le libérer pour l'urgence suivante ? Donc c'est très compliqué mais on a malgré tout des logements qui sont dédiés avec l'association Flora Tristan.

Pour les actions de sensibilisation, je pense que c'est justement le nerf de la guerre, sensibiliser les plus jeunes dès la petite enfance, et c'est ce qu'on fait aussi dans des partenariats avec l'Education Nationale. Vous disiez que c'était à la marge, eh bien non, je pense que justement la prévention et la sensibilisation dès le plus jeune âge, elle est primordiale, et pour ce que vous disiez, le travail des femmes et la pénurie dans la petite enfance, j'en suis bien consciente en tant que maire adjointe pour la Petite

Enfance, vous savez très bien qu'on est face à une crise nationale des vocations, des recrutements, donc si sur Antony on a une politique familiale très forte, vous le savez, je vous rappelle que c'est la petite enfance qui a le plus gros budget de la Ville, vous ne ferez croire à personne qu'on ne prend pas en compte ces questions-là. Mais effectivement, on a des difficultés en ce moment comme dans toutes les communes, la situation s'améliore malgré tout, les chiffres s'améliorent de mois en mois grâce à des campagnes RH très importantes, une qualité des logements quasi neufs sur toutes les crèches, des journées pédagogiques qui ont été rajoutées, une prime d'attractivité, etc., donc on espère nous aussi pouvoir remplir nos crèches à 100 % de leur capacité d'accueil très prochainement.

**M. MAUGER** : Pour rebondir peut-être sur le dernier sujet : on s'est aperçu que la Ville de Paris et le Conseil Départemental du Val-de-Marne ont des annonces assez attractives pour le recrutement des auxiliaires de puériculture, ces annonces affichent assez clairement le montant de rémunération à la sortie du concours ou même pour les contractuelles, c'est de l'ordre de 2.300 € par mois. Est-ce qu'on a un chiffre concernant Antony ?

**Mme SCHLIENGER** : Non, je n'ai pas les chiffres en tête.

**Mme GENEST** : Concernant les recrutements sur ces publics-là, on a mis en place des campagnes de communication pour justement valoriser

l'attractivité des crèches de la Ville, on ne communique pas sur la rémunération, cette rémunération est liée au statut, par contre ce que l'on peut vous dire, c'est que notre régime indemnitaire et puis le bonus attractivité qu'on a mis en place ne nous dé-positionnent pas par rapport aux Villes voisines. On n'a pas fait de communication spécifique sur les rémunérations parce que ce n'est pas forcément ça qui aujourd'hui discrimine, mais par contre il y a un très joli petit film qui a été mis sur les réseaux sociaux, je ne sais pas si vous l'avez vu, qui vise à faire la promotion des postes sur la Petite Enfance dans les crèches de la Ville d'Antony.

**M. MAUGER** : Si vous avez un niveau de rémunération comparable, c'est peut-être dommage de ne pas en faire la publicité ? Puisque ça marche dans le Val-de-Marne et à Paris.

**Mme SCHLIENGER** : Quand vous dites « ça marche », je voudrais bien avoir leurs chiffres précis. Quel est le taux de remplissage de toutes leurs crèches ? Vous pensez que c'est 100 % ?

**M. MAUGER** : Ce n'est pas ce que j'ai dit, mais de toute façon il n'y a pas un taux de vacance comparable à Antony.

**Mme SCHLIENGER** : Eh bien il faut qu'on parle de choses chiffrées pour que ce soit pertinent.

**M. MAUGER** : Le nombre de berceaux vacants que vous avez en ce moment à Antony, c'est de quel ordre actuellement ?



**Mme SCHLIENGER** : Moi je vous demande, puisque vous m'annoncez le Val-de-Marne, quels sont les chiffres que vous avez sur ces communes-là ?

**M. MAUGER** : Ce que je sais, c'est qu'il y a de l'ordre de 80 berceaux vacants en ce moment sur Antony...

**M. le Maire** : Non, 54.

**Mme SCHLIENGER** : On est à 54 en ce moment.

**M. le Maire** : 54, et ça se réduit rapidement.

**Mme SCHLIENGER** : C'était 80 il y a quelques mois mais vous voyez, on s'améliore, c'est ce que je disais, on est de plus en plus positifs même pour la suite. On a la prime d'attractivité, on a les journées pédagogiques qu'on a mises en avant aussi qui permettent à toutes les crèches de profiter de spécialistes, de professionnels qui ont une vraie expertise sur certains sujets ; ils sont là toute une journée quand il n'y a pas d'enfants dans la crèche, cela permet aux personnels de se professionnaliser, tout ça, ça joue.

**M. le Maire** : Bien. Plus personne ne demande la parole ? Nous considérons que **le débat a eu lieu**. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la tenue du débat.**

, nous passons maintenant au débat suivant sur la situation de la Ville en matière de développement durable, la parole à M. Arjona.

## **2- RAPPORT SUR LA SITUATION DE LA VILLE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE.**

**(Rapporteur : M. Eric ARJONA)**

**M. ARJONA** : Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues. Il s'agit effectivement du deuxième rapport après celui présenté par Stéphanie Schlienger, dans le cadre de ces rapports sur les obligations légales qu'on effectue tous les ans, on appelle cela des « marronniers » je crois, on avait inventé cette expression. Donc je suis très fier que deux marronniers supplémentaires soient représentés à Antony, cela fait sans doute plaisir à notre opposition écologique, sachant qu'on en a eu deux autres en début d'année, on approche de la forêt urbaine... Blague mise à part, je commence la présentation de mon rapport.

Ce rapport 2025 vise à démontrer l'engagement fort de notre Ville en faveur du développement durable et de la transition écologique. Il récapitule les actions concrètes menées dans notre ville pour l'adapter au défi climatique qui se présente à nous. Il illustre par de nombreux exemples, -cela vise l'exhaustivité mais c'est toujours difficile à atteindre-, la stratégie mise en œuvre à Antony et qui fixe notre trajectoire bas

carbone. Alors quelques chiffres de rappel qui sont liés aux travaux qu'on avait effectués depuis l'année dernière :

Comme vous vous en souvenez, on avait fait un bilan des émissions de gaz à effet de serre sur Antony sur l'année 2022, un diagnostic de départ pour voir d'où l'on partait ; ce BEGES avait démontré que la Ville émettait 12.824 tonnes de CO<sub>2</sub> cette année 2022, avec un objectif 2030 pour s'inscrire dans la trajectoire nationale Bas Carbone d'une réduction de 27 %, donc d'arriver aux environs de 8.800 tonnes de CO<sub>2</sub>. Dans le cadre du BEGES on avait établi un plan d'action qui avait identifié des leviers d'action pour décarboner, ça concerne évidemment un certain nombre de sujets, sachant que la politique de la transition écologique et du développement durable est essentiellement une politique transversale qui concerne beaucoup de politiques publiques, on avait notamment travaillé sur les bâtiments, sur les mobilités, sur la restauration, sur l'informatique, le numérique, sur la manière dont on procède pour nos achats, pour qu'ils soient le plus durables possibles, et ce n'est pas exhaustif.

Je vais essayer d'économiser ma production de CO<sub>2</sub> et ne pas être trop long parce que j'ai découvert que l'on produisait plus de CO<sub>2</sub> quand on parle que quand on se tait, donc je vais essayer de ne pas participer à l'émission de gaz à effet de serre en essayant d'être rapide.

S'agissant des bâtiments et de l'énergie nécessaire à leur fonctionnement, nous avons un objectif, un programme de réduction de

40 % de la consommation énergétique d'ici 2030, avec des actions comme l'installation de panneaux photovoltaïques sur plusieurs endroits, notamment au-dessus de nos têtes, un projet technique qu'on appelle dans le jargon des ingénieurs « l'hyper-vision » qui sert à piloter, surveiller le chauffage, la ventilation, l'éclairage de manière informatique, on poursuit l'installation de leds à la fois sur la voirie mais aussi à l'intérieur des bâtiments parce qu'on change les leds dans cette génération par des plus performantes, notamment dans les écoles et les crèches. On installe des ballons thermodynamiques pour la production d'eau chaude sanitaire qui sont beaucoup plus efficaces que les cumulus électriques classiques et des pompes à chaleur pour remplacer les chaudières à gaz qui sont encore en circulation.

S'agissant des mobilités on est toujours dans le cadre de notre schéma directeur 2023/2031, on a beaucoup travaillé dessus, Perrine pourra compléter si nécessaire. On a étendu le service des vélos électriques Line avec plus de vélos et plus de stations disponibles, on a construit et installé de nouveaux abris de vélos sécurisés, des places de stationnement pour les vélos. S'agissant de la flotte municipale de véhicules, on monte en puissance s'agissant des véhicules électriques et on aura dans le cadre des opérations à venir la Maison du Vélo qui est prévue en 2006 qui sera installée dans le quartier Jean Zay et qui devrait être la plus grande d'Île-de-France.

S'agissant du secteur de l'alimentation et de la restauration, on sensibilise sur ces sujets, on fait des ateliers culinaires pour les enfants et même pour les personnes un peu plus âgées ; on a constaté qu'on avait divisé par deux le gaspillage alimentaire. C'est plutôt une vraie réussite en deux ans et la Ville d'Antony, et c'est notable, a été lauréate des Trophées de la nutrition durable en 2025.

S'agissant de l'informatique et des achats qu'on veut responsables et durables, on a une stratégie numérique qui se veut la plus sobre possible en faisant appel le plus possible au matériel reconditionné, en optimisant les solutions de stockage informatique, en réduisant les consommables au niveau des achats ; on intègre de manière systématique des closes environnementales et sociales et enfin on favorise le réemploi et le recyclage autant que possible dans toutes nos actions.

S'agissant de l'adaptation au climat, vous avez pu constater qu'on avait travaillé dans quelques cours d'écoles pour les renaturer, c'est-à-dire enlever le goudron qu'on avait mis dans les années précédentes pour désimperméabiliser les cours de récréation ; par ailleurs on a le beau projet de renaturation du Parc Heller avec la découverte de la Bièvre, la réouverture de la Bièvre ; on a le développement régulier de nouveaux Jardins Partagés, notamment on en aura bientôt à La Fontaine ; et on s'emploie dans le cadre de l'aménagement de nouveaux quartiers à faire en sorte qu'ils soient le plus possible compatibles avec les objectifs de

réduction des gaz à effet de serre. Ça a été le cas pour Jean Zay, ce sera le cas pour Antonypole avec des logements qui seront assez peu énergivores ; et on végétalise le plus possible ces quartiers.

Enfin, on a des opérations spécifiques comme le défi Zéro déchet qui a permis sur la Ville d'Antony grâce aux familles qui participent d'éviter 11 tonnes de déchets. On a des partenariats qu'on est en train d'installer et ça avance bien avec des éco-organismes pour lutter contre les déchets abandonnés et la prolifération des mégots, etc., tout cela permettra d'avoir une ville plus propre et de faire des actions de sensibilisation vis-à-vis de nos concitoyens.

On développe aussi, parce que c'est une partie qui est intégrée dans la politique de développement durable, un certain nombre d'actions qui concernent l'économie sociale et solidaire, notamment avec des recycleries, des conciergeries, des ateliers d'entraide, l'association Antraide.

Et enfin, d'un point de vue sanitaire, on surveille depuis fort longtemps et vous le savez tous la qualité de l'air à Antony et il s'avère que les différentes données qui remontent des analyses qui ont été faites ces derniers temps montrent que la qualité d'air à Antony est bonne et en-dessous toujours des seuils réglementaires. Cela vous a été dit je crois lors de la dernière commission s'agissant notamment de ce qui se passe autour d'Antonypole.

En résumé : A Antony nous poursuivons malgré les difficultés qu'on connaît notamment d'un point de vue financier une politique ambitieuse et cohérente. On a conservé nos objectifs. On espère qu'on les atteindra mais il faut aussi être pragmatiques, c'est un peu le sens de la politique menée par notre Maire à laquelle j'adhère complètement, et donc on espère atteindre nos objectifs dans un contexte financier un peu plus difficile que prévu pour adapter notre territoire communal et préserver nos ressources.

S'agissant de 2026, on prolongera cette dynamique avec de nouvelles centrales solaires qui seront installées, la Maison du Vélo dont j'ai parlé tout à l'heure, la renaturation de la Bièvre, des études vont se poursuivre, et au niveau du Parc Heller ça va avancer.

Voilà, nous avons une volonté collective au sein de la majorité municipale, c'est de faire d'Antony une Ville durable, résiliente et solidaire pour tous. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Des interventions ? M. Doyen.

**M. DOYEN** : Merci beaucoup. Avant de commencer mon intervention que j'avais préparée, je tiens à rappeler que le marronnier est de retour, mais c'est un arbre qui n'est absolument pas un arbre d'avenir, c'est une plante qui vient des Indes qui est extrêmement sensible au réchauffement climatique et également à la Mineuse qui les rend très dépérissants. Donc je vous encourage à ne pas partir de cet arbre-là et à ne pas trop en planter.

Ceci étant, pour revenir à notre rapport, il est assez proche de celui que nous avons vu l'an dernier à une exception près : la photo du quartier Jean Zay est beaucoup plus verte que celle de l'année dernière, vous avez dû trouver un bel angle comparativement à ce qui se faisait avant sur un quartier qui reste très minéral, vous avez trouvé le carré vert.

Une autre remarque un peu générale avant de rentrer un peu plus dans le détail : Vous dites que vous partez pour vos calculs de la trajectoire nationale fixée par le Gouvernement sauf que vous ne partez pas du bon chiffre, normalement c'est sur des estimations de 4 degrés, or vous, vous partez sur 3 degrés, donc déjà vous avez 1 cliquet d'écart qui fait que la trajectoire que vous visez n'est déjà pas cohérente avec celle du Gouvernement.

Sinon, en rentrant dans le détail, j'ai séparé mon intervention un peu comme le rapport sur deux volets : d'abord atténuation, donc essayer de réduire les émissions, en tout cas l'impact sur le climat ; et après adaptation, que faisons-nous pour essayer de nous adapter face au réchauffement climatique qui est devenu inévitable ?

Sur l'atténuation, votre principale action dans le BEGES, le bilan carbone que vous avez mené, réside sur les bâtiments. Je ne rappellerai pas que les moyens qui étaient consacrés aux rénovations globales ont été supprimés pour des raisons d'économies de la Ville, on peut l'entendre sur le plan économique, en même temps c'est beaucoup de temps de



perdu , et puisque vous parlez d'optimisation des budgets, pour le coup les projets qui ont été présentés là sont des projets à environ 2.000 € du mètre carré, donc des projets qui restent assez chers pour finalement des performances assez réduites, parce qu'on intervient sur des rénovations ponctuelles sans prise en compte générale.

L'avancée majeure c'est la GTC, la Gestion Technique Centralisée des bâtiments qui va réglementer le chauffage ; on a recherché, vous en parlez depuis 2016 dans les différents rapports et différents documents. Je sais que la Ville a maintenant des difficultés financières mais c'est quand même très long avant de se déployer, on parle d'un déploiement qui va être effectif pour l'année prochaine.

En ce qui concerne la rénovation thermique toujours mais cette fois-ci tournée vers les habitants, effectivement on peut se féliciter qu'au niveau du Territoire il y ait des actions qui soient menées, les conférences ont un certain succès. En revanche quand on regarde les chiffres des personnes qui vous contactent, on voit que seulement 10 habitants sont venus aux permanences pour Antony et qu'il y a eu 32 appels sur toute l'année ; donc les conférences ne semblent pas suffire et il va falloir aller un peu plus loin pour aller chercher les habitants. Donc on constate bien que sur cette partie des bâtiments, vous agissez effectivement sur certains points mais principalement les points qui vont générer des économies financières avant les économies carbone.

On en parlera tout à l'heure mais sur les tennis par exemple, le fait que les passages en Leds n'aient pas été priorisés au profit sans doute d'autres équipements publics municipaux a mis cette concession en difficulté parce que justement, eux ont subi de plein fouet la hausse de l'électricité.

La politique d'achats de la Ville dont vous parlez, malgré tout, et on a pu l'évoquer à d'autres conseils, reste principalement motivée par les soucis financiers et l'impact environnemental, ça n'est quand même pas très transparent pour nous.

Sur l'alimentation, il y a à peine quelques mots dedans alors que c'est quand même un des éléments les plus importants aussi notamment sur l'alimentation locale et le bio qui est très, très peu évoquée.

Sur la gestion des déchets, alors excusez-moi mais le titre est « la Ville montre l'exemple et fait le tri », on en est encore à faire le tri et pas à la gestion et à la réduction des déchets, je pense que là, en termes de communication, vous n'y êtes pas.

Sur les vélos : Effectivement il y a des choses qui sont faites, néanmoins je rappellerai qu'au baromètre de la FUB, la Fédération Urbaine de la Bicyclette, la Ville est classée D. Il n'y a aucune politique pour essayer d'améliorer cette note notamment sur la sécurisation des déplacements, les garages à vélo il y en a encore très peu mais surtout on manque de pistes cyclables et surtout de pistes cyclables sécurisées. Moi

qui fais du vélo, à certains moments je ne suis pas toujours rassuré en centre-ville.

En ce qui concerne le déplacement à pied, c'est pareil, la signalétique n'est pas toujours évidente et le confort de marche avec des trottoirs qui sont très en dévers reste compliqué notamment quand vous avez une poussette ou quand vous êtes une personne à mobilité réduite.

La qualité de l'air : Effectivement on nous dit qu'elle est bonne, néanmoins on va quand même continuer à implanter un nouveau quartier avec beaucoup d'habitants en bordure d'autoroute, en espérant qu'à moyen terme ou à long terme la qualité de l'air s'améliore. Ça reste quand même un peu délicat.

Quant au futur quartier Antonypole : La photo qui illustre le rapport est très claire, on ne parle pas encore d'un quartier vert, néanmoins on voit un exemple de la gare avec un immense parvis encore une fois très, très bétonné et très minéral. Donc cela illustre bien l'écart et la schizophrénie de ce discours.

En ce qui concerne l'adaptation, cette fois-ci que faisons-nous pour nous adapter et protéger les habitants des conséquences du réchauffement climatique ? Eh bien il n'y a toujours pas de vraie politique de végétalisation, en tout cas à grande échelle, on n'a toujours pas de cartographie des risques, en particulier le risque d'inondation qui pourtant est quelque chose qui est déjà arrivé dans notre ville, et on a encore moins

de plan d'action. Je pense par exemple aux argiles expansées, etc. Le plan communal de sauvegarde et de sécurité, on ne nous l'a toujours pas présenté, on ne sait même pas s'il est vraiment finalisé et, entre autre, vous n'avez toujours pas fait de rapport triennal d'artificialisation des sols qui aurait dû être fait en 2024 et qui était à votre charge.

Il n'y a pas de plan d'action pour faire face à la chaleur, alors en chaleur d'urgence mais encore moins d'action de long terme pour éviter les « bouilloires thermiques ». On parle effectivement de passoire thermique pour l'hiver, mais en termes de chaleur qui devient aussi un gros problème, on parle de « bouilloire thermique ». Et là on considère que 42 % des personnes dans les logements sociaux par exemple se plaignent de la chaleur dans leur logement, il n'y a aucun plan d'action mis en place.

Enfin le dernier point sur ce volet d'adaptation : les cours d'écoles. Effectivement vous en avez réalisé six et elles sont plutôt pas mal, on est contents. Néanmoins je vous rappellerai Monsieur le Maire que dans votre programme il y a six ans, vous aviez indiqué que vous les feriez toutes, les 29, donc on voit à quel point vous tenez vos promesses !

Et puis cette fois-ci dernier point sur les projets : le rapport est très beau et très consistant mais les projets tiennent sur une page à la fin. Enfin devrais-je dire 5-6 lignes, et on voit bien qu'ils ne contiennent quasiment rien de nouveau, que des opérations lancées ou des études à venir.

Donc la conclusion, c'est qu'il est sans doute temps de passer à autre chose. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Bien. Qui d'autre souhaite intervenir ? M. Bessenay.

**M. BESSENAY** : Pour revenir à une vision globale des choses, on vous donne acte du fait que les réalisations 2025 sont en phase et cohérentes avec ce qui était prévu en 2025 qui est dans la continuité de 2024. Donc au niveau des actions, effectivement considérez que l'objectif est atteint. Par contre on note aussi une réduction progressive des investissements, et effectivement là on risque d'atteindre plutôt le bas de la fourchette de ce qui était prévu entre 4 et 5 millions d'euros pour l'année 2026, mais on verra tout à l'heure dans le DOB.

Au final donc le message c'est « il ne faut pas perdre la ligne », il ne faut pas perdre le cap. Ce qui compte en fait, c'est la réduction des émissions de gaz à effet de serre parce que les moyens qu'on y met c'est important mais effectivement le juge de paix, ce sera bien le niveau des émissions de gaz à effet de serre à la fin de l'année 2025, avec surtout les deux points de comparaison que vous citiez tout à l'heure : 2022 : plus de 12.000 tonnes ; 2030 : l'objectif est de 8.800 tonnes. Donc fin 2025 il faudra bien vérifier qu'on est sur la bonne trajectoire.

Au-delà de ça, le message est « gardons la ligne », surtout ne levons pas les investissements tels qu'ils étaient programmés, poursuivons les choses et accélérons.

**M. le Maire** : Merci M. Bessenay. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? M. Mauger.

**M. MAUGER** : Juste quelques compléments au sujet des Leds dont la Ville s'enorgueillit d'avoir passé l'essentiel de l'éclairage de sa voirie. Quand on consulte les documents, je lis quand même que sur les 8.554 sources lumineuses d'éclairage public, il reste 1.255 lampes à sodium qui consomment de 70 à 400 Watts, donc je pense qu'on n'est pas encore au bout du chemin et qu'il reste encore pas mal de remplacements à effectuer.

On a dit tout à l'heure que vous n'aviez pas fait votre rapport triennal sur l'artificialisation des sols. Je vous ai vu dire non de la tête alors que moi je remarque que c'était notamment une promesse dans vos engagements sur le climat d'avoir une modification du Plan Local d'Urbanisme pour lutter contre l'artificialisation des sols, donc on a envie de voir quel est le résultat. Jusqu'en 2024, c'est vous qui aviez un PLU au niveau communal et non pas intercommunal, donc ce bilan il aurait dû être fait, c'était la première année où la loi le rendait obligatoire.

**M. le Maire** : C'est le Territoire qui maintenant a à le faire.

**M. MAUGER** : En 2024 ce n'était pas le cas. En 2024 vous deviez le faire.

**M. le Maire** : En tout cas la Ville n'a plus la compétence en la matière, vous le savez bien, et je le regrette, c'est les socialistes qui nous

ont imposé cette réforme, on n'a pas accepté mais elle s'impose et c'est le Territoire malheureusement maintenant qui doit le faire, c'est comme ça, et il le fera.

**M. MAUGER** : Non mais là vous changez de sujet. Vous n'expliquez pas pourquoi en 2024 la Ville n'a pas fait son rapport triennal sur l'artificialisation des sols ?

**M. le Maire** : Ecoutez c'était en 2024, là nous sommes en 2025, c'est le Territoire qui doit le faire et il le fera, c'est tout. Voilà. La compétence on ne l'a plus. Demandez au Territoire ! Pourquoi est-ce qu'il ne l'a pas fait ? C'est son rôle.

**M. MAUGER** : Parce qu'en 2024 le PLU n'était pas au niveau intercommunal !

**M. le Maire** : Ça ne fait rien. C'est quand même le Territoire qui a la compétence.

**M. MAUGER** : Et c'est bien les permis de construire que vous accordez qui ont des conséquences sur l'artificialisation des sols ...

**M. le Maire** : Même si c'est la Ville qui accorde les permis, ce n'est pas nous qui avons la main sur le PLU, c'est le Territoire, vous savez bien. Depuis 2016, depuis 2018... 2017, cela fait huit ans déjà que le Territoire a pris la main sur tout ce qui Urbanisme, et on n'y peut rien. Mais franchement, je le regrette moi aussi, j'aurais préféré faire tout ce travail que l'on n'a pas fait mais que le Territoire fera, bien sûr.

D'autres questions ? Non, alors M. Arjona, vous pouvez répondre.

**M. ARJONA** : Oui je vais répondre. Cela a été très dense dans l'intervention de Julien Doyen, j'ai noté quelques questions.

S'agissant d'hyper-vision, c'est vrai que c'est long et pour connaître le sujet un peu pour l'avoir exercé, c'est de votre part méconnaître la difficulté d'exercice de mise en place d'un système informatique de cette ampleur qui vise à faire discuter, il y a peut-être quelques ingénieurs dans la salle qui le confirmeront, faire discuter des systèmes qui sont de natures différentes, de périodes différentes, qui utilisent des langages différents, évidemment on peut se désoler que ce soit long à mettre en place mais je ne suis pas étonné parce que c'est souvent le cas. Il ne s'agit pas de botter en touche mais ils ont quand même quelque part cette mise en cause qui n'était pas forcément bienvenue.

Pour le marronnier, merci de m'instruire, c'était juste une blague. Je suis désolé si elle est passée à côté, je l'enlèverai de mon répertoire,

S'agissant de la manière dont on peut comparer l'action et des éléments pour vérifier si l'on est bien dans la ligne parce que je pense que l'essentiel, c'est que nos actions conduisent à faire en sorte que nos émissions de gaz à effet de serre diminuent le plus proche possible de nos objectifs compte tenu des circonstances, on va avoir un élément de comparaison qui nous permettra de faire un premier bilan des tâches, c'est l'année prochaine parce qu'en 2026, nous serons contraints de participer,



-ou on participera avec joie- à la création d'un nouvel objectif, un nouveau BEGES, ce qui nous permettra de voir ce qui a pu être accompli, et quels leviers ont commencé à s'exercer sachant que par ailleurs le suivi des consommations donne déjà des indications sur le sujet.

S'agissant des lampes LED, je pense David que vous ajoutiez les lampes qui sont sous la responsabilité du département avec celles qui concernent la Ville pour arriver au nombre que vous donniez parce que ça me semble beaucoup, ça ne correspond pas aux chiffres qu'on m'a donnés, mais je me tourne vers les services sachant que par ailleurs au-delà du fait qu'effectivement les lampes à sodium consomment plus, il y a une action de diminution de la puissance qui fait qu'on arrive malgré tout, par rapport à la situation de départ, à faire quelques économies en termes d'émissions de gaz à effets de serre.

**M. MAUGER** : En tout cas ces chiffres proviennent d'un appel d'offres émis par la Ville, donc c'est bien la Ville qui a l'entretien de cet éclairage-là.

**M. ARJONA** : Si vous me donnez la possibilité je vais vous faire l'inventaire exhaustif si vous voulez, notez : s'agissant des points lumineux qui concernent la ville qui ne seront pas équipés de Leds au 31 décembre 2025, nous avons 301 sources qui sont des luminaires en sodium haute pression, et ces 301 sources ont un abaissement de puissance de 35 %. Le pourcentage que représentent ces 301 sources lumineuses de lampes

au sodium sur l'ensemble du parc de la ville, de candélabres de la ville, est de 4 % du parc. La même chose se fait pour les luminaires, là effectivement nous avons 755 points lumineux qui ne sont pas des leds et ça représente la moitié du parc départemental. Donc je pense que s'agissant de la Ville on fait le job ; mais s'agissant du Département, effectivement ils ont besoin d'appuyer sur l'accélérateur.

**M. MAUGER** : Disons que ce n'est pas « ils ont » puisque c'est vous qui avez lancé l'appel d'offres sur l'entretien de ce réseau de points lumineux.

**M. ARJONA** : Sur l'entretien mais pas sur le renouvellement...

**M. le Maire** : Le renouvellement, c'est le Département et pour le moment le Département n'a pas encore changé son éclairage. C'est à lui de le faire. ... c'est quand même quelques millions en enjeu.

**M. ARJONA** : Pour revenir aux quelques observations de Julien Doyen : s'agissant du caractère minéral des nouveaux quartiers, je n'arriverai pas à vous convaincre mais quand même quelques chiffres : la part de surfaces désimperméabilisées dans le futur quartier Antonypole sera de l'ordre de 70 %, je crois que c'est ça, ce qui n'a absolument rien à voir avec la situation actuelle ; alors sauf à ne plus jamais construire, ne plus jamais faire de voiries, ne plus rien faire et transformer en champs les surfaces, je ne vois pas comment on pourrait augmenter. L'effort est vraiment fait et je sais que je n'arriverai pas à vous convaincre mais enfin,

c'est un peu difficile à entendre. Mais j'avais dit que je ne parlerai pas trop.

**Mme PRECETTI** : Bonsoir à tous et merci. Deux petits éléments de réponse en particulier à Monsieur Doyen : vous évoquiez le faible nombre d'Antoniens qui auraient eu recours à l'offre qui leur est faite de pouvoir être aidés pour la rénovation thermique de leur bâtiment. Bon l'offre existe, je pense à des consultations sur MaPrimeRénov', elle existe, la publicité est faite régulièrement. Mais ce que je voulais dire, c'est que ça n'empêche pas les Antoniens de faire le travail de leur propre côté s'ils n'ont pas forcément besoin. Cette offre-là elle existe, tant mieux pour aider les gens qui en ont besoin mais il y a énormément d'Antoniens qui le font par eux-mêmes. Et j'en ai la preuve : ce sont tous les permis de construire et les autorisations de travaux que nous signons, que Monsieur le Maire signe pour des rénovations, de l'isolation par l'extérieur en particulier et également des panneaux photovoltaïques. Je pourrai redonner d'ailleurs les chiffres, nous en faisons des dizaines tous les ans depuis quelques années. C'est un premier point.

Et le deuxième point, c'est concernant le baromètre cyclable : eh bien cette enquête se fait tous les deux ans et tous les deux ans, elle montre que la Ville a progressé, donc je ne voudrais pas que vous laissiez les Antoniens avec une mauvaise information : tous les deux ans, nous avons progressé, ça me semblait aussi important de le préciser.

**M. DOYEN** : Juste deux petites réactions : effectivement nous serons intéressés par avoir les chiffres de l'urbanisme sur les rénovations généralement, de quelque nature qu'elles soient. Et en ce qui concerne le baromètre de la FUB, effectivement est-ce que vous avez une trajectoire ? Est-ce que vous avez une cible ? Est-ce que vous avez une lettre que vous voudriez atteindre ? Parce que oui, il y a une progression c'est indéniable, mais quel est l'objectif ? qu'est-ce qu'on aimerait atteindre ?

**Mme PRECETTI** : Je peux répondre évidemment. Comment vous dire ? Quand on est classés comme ça de A à je ne sais combien, on aimerait être à A. Cela se fera, j'espère, mais il faut que ça se fasse progressivement et nous avons déjà bien progressé en mettant en place un schéma directeur cyclable, en travaillant avec les autres strates territoriales qui ont également leur propre schéma directeur, pour que nous puissions avoir un réseau cyclable maillé cohérent, mais de notre côté Ville, nous faisons tout ce que nous pouvons faire sur le stationnement ... vous n'êtes pas sans savoir maintenant qu'il y a du stationnement sécurisé auprès de toutes les gares de la Ville, c'est déjà un gros effort qui n'existait encore pas il y a deux ans ; je pense que les efforts sont notables et évidemment que le jour où on sera A, on sera très satisfaits.

**M. DOYEN** : Oui, effectivement pour les gares vous pouvez remercier la Région. Je pense que vous pouvez leur envoyer un remerciement parce que c'est quand même sous leur impulsion que le

stationnement est installé autour des gares. Je pense qu'il se passe des choses indéniablement, mais on a besoin de rentrer maintenant... pendant le Covid par exemple on a su faire des pistes cyclables temporaires dont une grande partie ont disparu, des choses comme ça ont pu être faites...

**Mme PRECETTI** : Je ne peux pas vous laisser dire ça, une grande partie ont été pérennisées, donc je crois qu'il ne faut pas...

**M. DOYEN** : Une grande partie...

**Mme PRECETTI** : Il ne faut pas réinventer l'histoire... une grande partie a été pérennisée !

**M. DOYEN** : Une partie a été pérennisée, pas une grande partie.

**Mme PRECETTI** : Il y a eu en particulier une attente forte et qui a fait fortement progresser j'ai envie de dire la possibilité de se déplacer à Antony, c'est l'avenue Aristide Briand. Il ne faut pas l'oublier. Ce qui est intéressant d'ailleurs toujours au niveau du baromètre cyclable, c'est le nombre de répondants qui a énormément progressé, ce qui veut dire que les Antoniens s'intéressent au cycle, au fait de se déplacer à bicyclette et y répondent, et la note progresse, donc globalement c'est qu'on est plutôt quand même dans la bonne direction.

**M. le Maire** : D'autres questions ? Il n'y en a pas, donc **le débat a eu lieu**. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la tenue du débat.**

Nous passons maintenant au troisième débat, celui sur les orientations budgétaires avec Monsieur Médan.

## **I - FINANCES**

### **3- DEBAT CONCERNANT LES ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET 2026 -**

**(Rapporteur : M. Pierre MEDAN)**

**M. MEDAN** : Traditionnellement depuis quelques années, nous présentons le DOB en trois parties : une partie où j'évoque un peu le contexte, une partie ensuite où Claire Genest abordera les questions RH, et ensuite je reprendrai la main pour parler des différentes orientations sur les investissements et ce que nous avons prévu de faire pour 2026.

J'aurais bien aimé proposer une petite blague en entrée mais malheureusement le contexte macro-économique en 2025 et en 2026 ne prête pas à sourire, ou alors c'est un rire jaune. L'environnement est sous tension comme je l'indique.

Un environnement 2025 sous tension : Quelles sont les caractéristiques principales de cet environnement en 2025 ? Eh bien c'est qu'il y a une grande incertitude à tous les niveaux, incertitude économique, incertitude politique, incertitude géopolitique même, avec la guerre en Ukraine évidemment. Les conflits armés plus les droits de douane avec un

Donald Trump qui passe son temps à changer d'avis, mais qui malgré tout a changé la donne au niveau mondial, ont provoqué un ralentissement du commerce, un ralentissement parfois de nations dont nous faisons partie. De façon un peu plus micro comme on dit, les consommateurs réagissent à cette situation en étant un peu plus prudents et donc en réduisant leur consommation et en augmentant leur épargne. Tout le monde le voit, les chiffres sont très clairs sur ce sujet, ceux de la Banque de France, ceux de l'INSEE, tous. Les entreprises de leur côté aussi, comme les ménages, elles vont décaler leurs investissements, avec ce qui se passe à l'Assemblée nationale elles ont encore plus envie de les décaler parce qu'elles ne comprennent pas très bien un certain nombre de choses, de situations, elles sont un peu craintives par rapport à tous les impôts qu'on leur promet.

Donc un ralentissement et on ne s'étonne pas que le PIB finalement, la croissance du PIB soit plus faible que celle qui était prévue tout en notant quand même qu'enfin, c'est la Banque de France qui le dit, la France est résiliente et que le ralentissement est moins sévère qu'on pouvait le penser il y a quelques mois ; donc c'est plutôt une bonne chose, mais il intervient dans un contexte budgétaire de déficit et d'endettement record qui pèsent et je vais vous indiquer pourquoi, mais ce n'est pas très compliqué à comprendre.

Quelles sont les perspectives macro-économiques en 2026 ?

### 1 - Une Croissance atone et une inflation stabilisée :

Une croissance un peu molle, heureusement une inflation qui est relativement stabilisée, les prévisions de la Banque de France pour 2026 donnent une croissance limitée du PIB à un peu moins de 1 %. Espérons que ce sera le cas. L'inflation, elle, tourne autour de + 1,5 à 1,6 %. Et donc ces deux éléments cadrent un peu la situation financière que l'on peut voir aussi pour les différentes communes.

Alors la trajectoire budgétaire est jugée assez peu crédible, celle dont on parle aujourd'hui et un peu tous les jours en provenance de l'Assemblée, et elle a conduit à ce que les agences de notation baissent la note de la France. On pourrait croire quand on est élève qu'un A - c'est moins bien qu'un A +, non. Dommage, on est notés A+ à l'heure actuelle.

### 2 - Une dette stabilisée et une stratégie d'emprunt réorientée :

La dette publique dépasse 115 % du PIB. Forcément ça provoque sur les marchés une forte demande, ça peut réduire d'un autre côté certaines choses pour les différentes communes, les départements, les régions ; il y a des effets sur les conditions de crédit qui sont indubitables. Pour les collectivités locales, la part des collectivités territoriales dans l'endettement public reste à peu près stable, donc ce ne sont pas les collectivités territoriales qui sont les plus responsables de l'endettement majoritairement, c'est l'Etat évidemment, c'est là où il faut distinguer le déficit public du déficit budgétaire, globalement l'inflation recule mais les



taux d'intérêt ne baissent pas autant qu'on aurait pu l'espérer sans doute à cause de ces pressions ; avec une demande de capitaux importants. Voilà à peu près le contexte, comme je le disais au début, il n'est pas vraiment très agréable à synthétiser.

Alors concernant Antony maintenant, plus ponctuellement, comme je le disais, on va subir les demandes de l'État qui sont en forte hausse. Enfin on a subi les demandes de l'État qui sont en forte hausse avec la « surprise du Chef », le prélèvement DILICO de 1,1 million et la cotisation retraite de 800.000 €. Les hausses des péréquations aussi, bref un total de + 2,2 millions d'euros en 2025.

Alors malgré ces mauvaises surprises, enfin ce ne sont pas toutes des surprises, on sait que les péréquations, elles, augmentent assez régulièrement, c'est comme la DGF qui baisse un peu, elle a beaucoup baissé à un moment donné et elle continue quand même de baisser un petit peu « mine de rien », mais donc malgré ces mauvaises surprises, nous avons réussi à avoir des résultats supérieurs à nos prévisions et aux prévisions. Cela, c'est plutôt positif.

L'épargne tourne autour de 16 millions en 2025, alors qu'on avait affiché un peu moins au BP, pourquoi ? Eh bien sans doute parce qu'on a profité de la baisse du coût de l'énergie, tant mieux, on a subi la forte hausse, donc on profite de la baisse, on ne va pas pleurer, mais on a aussi fortement maîtrisé les charges, l'évolution des dépenses, on a été très

attentifs, et on a profité aussi de la reprise du marché immobilier avec des droits de mutation assez dynamiques.

Donc si l'on n'avait pas eu les demandes de l'Etat, les nouvelles charges imposées par l'Etat, on aurait pu avoir un autofinancement nettement supérieur, autour de 18 M€, ça aurait été une bonne nouvelle mais c'est comme ça.

Pour 2025, on a une dette qui est stabilisée à environ 171,2 M€, cette stabilisation est le résultat du fait que l'on a évidemment réduit le programme d'investissement assez fortement à cause du contexte financier et de l'incertitude que nous connaissons, et l'augmentation de la dette avant cette période de stabilisation s'explique ou s'est expliquée par tous les grands projets qui se sont terminés, notamment Jean Zay, c'était assez lourd, le centre-ville aussi, la rue Mounié, la rue de l'Eglise, etc., les équipements publics en termes de voirie ont représenté des montants considérables avec une particularité pendant cette période de fin de grands projets en gros de 2021-22 jusqu'à 24, à savoir une forte inflation qui a renchéri quand même tous nos investissements et tous nos coûts.

Alors la stratégie d'emprunt pour faire un petit focus sur ce sujet a été réorientée avec la nouvelle tendance relativement puissante qui s'est mise en œuvre sur les taux d'intérêt ; dans le document on note effectivement clairement aujourd'hui une répartition assez équilibrée entre les taux fixes et les taux variables, et même si comme je le disais tout à

l'heure les taux n'ont pas baissé autant qu'on l'aurait souhaité, et encore une fois ça vient aussi de la FED aux États-Unis qui ne baisse pas autant qu'on pouvait le penser, on a un taux moyen de la dette qui est passé à 2,11 % en 2025. Ce sera sans doute le chiffre à peu près officiel.

Donc grâce à ces éléments, grâce à une attention vraiment très forte portée sur nos dépenses à la réduction de nos investissements dans ce contexte incertain, on arrive à une épargne et un autofinancement qui est très correct, même par rapport à une période d'il y a quelques années, on n'avait pas cet autofinancement de 16 M€ avec une capacité de désendettement qui reste inférieure à 12 ans. Donc la situation financière de la Ville est parfaitement maîtrisée. Et tout à l'heure, quand je reprendrai la parole, on évoquera 2026 avec une volonté de poursuite de cette stratégie, mais je laisse la parole à Claire pour évoquer les aspects RH. Merci.

**Mme GENEST** : Merci Pierre, bonsoir à toutes, bonsoir à tous, nous allons parler de l'aspect ressources humaines dans ce débat d'orientations budgétaires.

3 - Les Ressources Humaines : C'est le premier poste de dépenses de la Ville, donc c'est un poste extrêmement important que nous pilotons et que nous surveillons avec vigilance pour à la fois donner les moyens et en même temps maîtriser les trajectoires budgétaires. Dans un premier temps on va parler des effectifs et donc je reprends la structure du DOB tel

que vous avez pu l'avoir. Au 30 septembre, puisque ce sont les effectifs que l'on a arrêtés à cette date, on arrive à 969 agents ; 964 en ETP et 960 agents permanents rémunérés. On arrivera en moyenne à fin décembre à peu près à 970, donc on a un léger recul par rapport à 2024 qui s'explique particulièrement par rapport à des départs à la retraite qui ont été importants en 2025, beaucoup plus importants qu'en 2024. Et puis on a eu, je l'avais déjà souligné, des difficultés à recruter sur un certain nombre de métiers en tension, on a déjà évoqué ces sujets-là. La baisse que l'on a constatée, elle est plus sur les fonctionnaires, - 3 %, en revanche on a une augmentation des contractuels de 2 %.

La répartition par catégories, par filières, reste stable, donc peu de choses à dire ; la filière Administrative et la filière Technique sont toujours prépondérantes. On a une filière Animation qui est en augmentation du fait de l'effet de la contractualisation, vous le savez, à un moment on a initié en contractualisant un certain nombre d'agents du secteur de l'animation et de la filière technique, on a eu aussi des recrutements dans les écoles, des équipements, écoles et sports qui ont été ouverts en 2024-2025.

Voilà pour les effectifs. Alors je vous le souligne tout de suite : ne comparez pas ce chiffre avec celui du RSU puisque ce n'est pas la même mesure ; ici on parle d'agents permanents rémunérés en ETP moyens sur l'année, dans le RSU qui est une donnée du CIG que nous devons remplir, c'est un exercice obligé, on parle de nombre d'agents qui sont présents au

31 décembre, donc vous ne pouvez pas comparer du tout les effectifs tels qu'on les a présentés sur les deux documents.

Alors ce que je voudrais vous présenter, ce sont les grandes trajectoires de la politique RH de la Ville d'Antony pour vous montrer à la fois la dynamique que l'on a impulsée et ce que l'on a réalisé en 2025 et à la fois ce que l'on va réaliser en 2026 sur quatre grands axes qu'on maintient :

- Le premier axe, ce sont les mesures de pouvoir d'achat, donc le soutien du pouvoir d'achat des agents. On est, comme vous pouvez l'imaginer dans un contexte budgétaire aussi complexe, très vigilants à bien piloter la masse salariale, c'est un point important pour tenir les finances de la Ville et en même temps on doit donner les moyens aux agents de pouvoir travailler et on doit aussi soutenir leur pouvoir d'achat. C'est ce qu'on a fait en 2025 en poursuivant la contractualisation dont je vous ai parlé du personnel de l'animation.

On a également mis en place un nouveau régime indemnitaire pour les agents de la police municipale, on a octroyé un bonus Attractivité dans le secteur de la Petite Enfance pour soutenir l'attractivité du secteur. Je rappelle aussi que ce bonus a été étendu à des personnels qui n'étaient pas en direct, en contact direct avec les enfants, donc des personnels techniques des crèches dans une logique de justice, d'attractivité aussi et de cohésion au sein de ces structures d'accueil de Petite Enfance, ce qui

nous amène à ces mesures de pouvoir d'achat en 2026 qui continuent à se mettre en place.

Alors nous allons essayer de développer le partenariat avec le CNAS, sachez que c'est un budget de plus de 230.000 € que la collectivité consacre pour pouvoir faire adhérer chacun des agents au CNAS et leur donner accès à un grand nombre de prestations sociales, tout ça ce sont des mesures de soutien de pouvoir d'achat, puisque c'est en forte augmentation par rapport à ce qui s'était fait dans les années précédentes ; on l'a déjà fait depuis 2024 et on souhaite le poursuivre et le dynamiser.

On continue la poursuite de la politique de contractualisation, comme on vous l'avait déjà dit, on avait travaillé sur les animateurs qui pouvaient être contractualisés et maintenant on va essayer au fur et à mesure de ne pas créer de stock et proposer de manière régulière la contractualisation à des agents d'animation qui peuvent y prétendre. Une quinzaine de personnes devraient être contractualisées, enfin on leur proposera, plus sur le château Sarran aussi un certain nombre de postes qui vont être proposés à la contractualisation. Donc on continue cette politique de contractualisation dans le secteur de l'animation et de la culture.

2026 sera aussi l'année de l'actualisation des grandes lignes de gestion en matière de promotion et de gestion des parcours

professionnels. C'est une vraie réflexion stratégique que l'on doit mener à la fois sur le sujet de la compétence au sein de la collectivité, à mailler avec les innovations technologiques, les attentes des Antoniens, les services publics à rendre, et aussi bien sûr notre pyramide des âges qui nous amène à nous interroger sur la pérennisation de notre capital Compétences au sein de la collectivité, et à la manière dont on peut mieux rendre de manière plus efficace les services publics. Donc une réflexion stratégique devra se déployer, se mettre en place pour pouvoir aboutir à des lignes directives de gestion cohérente avec les enjeux de la collectivité et la maîtrise du budget de la Ville.

- Deuxième grand axe qui fait tout à fait le lien avec ce que je viens d'évoquer : C'est l'optimisation, l'organisation pour optimiser les services municipaux. Nous avons en 2025 lancé une revue des missions et des activités qui vise en fait à développer les outils de pilotage des activités pour mieux comprendre les services rendus, les projets qui sont en cours et pouvoir identifier les axes de progression en termes d'organisation des services. Là il y a un travail sur les missions, sur les activités, sur les outils aussi et il est important de se doter d'outils de pilotage pour bien mesurer les activités et pouvoir répondre de manière plus efficace aux impératifs d'amélioration d'organisation. Et donc cette revue des missions, elle a bien sûr vocation à continuer de se développer sur l'ensemble de la collectivité, ce qui nous amènera en 2026 à nourrir aussi un dialogue de gestion RH

contractualisé. Justement il faut faire le lien entre les besoins RH, la démarche de GPEC, de gestion des emplois et des compétences ; de quelles compétences on a besoin ? Pour quels métiers qui sont en évolution ? Pour répondre à quels types de missions ? Et ça c'est une réflexion globale qu'on ne peut pas ne pas mener dans une période où les contraintes et les manœuvres budgétaires sont aussi réduites.

Et puis nous avons évoqué ce point déjà en commission, lancé des réflexions sur le développement de l'usage de l'Intelligence Artificielle au service des agents et au service des Antoniens bien sûr pour essayer d'améliorer la production des services publics, améliorer aussi le système d'information et faire évoluer les compétences métiers autour de cette révolution de l'Intelligence Artificielle, tout en veillant, et je l'ai déjà dit, à ne pas créer une fracture numérique supplémentaire au sein des agents que pourrait être l'Intelligence Artificielle mal maîtrisée et mal diffusée au sein de la collectivité.

- Troisième axe de travail sur le débat d'orientations budgétaires : c'est le développement des compétences, un axe qui m'est particulièrement cher. 2025 a été la fin du déploiement du parcours managérial. Alors on n'a jamais fini de former nos managers aux compétences managériales mais on a quand même mis en place un parcours de 17 jours, ce qui n'est quand même pas un petit parcours, pour un manager et développer des pratiques managériales appropriées, on a



développé bien sûr des formations autour des gestes qui sauvent et plus de 80 personnes y ont été formées, on a travaillé sur la professionnalisation de l'entretien professionnel qui devient un point clé, souligné par le CIG dans une des lignes de gestion que l'on va faire passer rapidement d'ailleurs parce que les mobilités ne pourront être réalisées que si l'entretien professionnel est bien réalisé.

Et puis on a beaucoup travaillé cette année sur le sujet du reclassement, je crois que c'est un vrai succès. Je pense que l'on peut tirer un coup de chapeau aux équipes RH qui ont travaillé sur le reclassement pour pouvoir proposer des postes, accompagner des reclassements, accompagner ces mobilités pour ne laisser personne sur le bord du chemin et donner à ces agents-là des nouvelles compétences et de nouvelles capacités de s'épanouir professionnellement au sein de la collectivité.

Et puis bien sûr la VAE dont on a déjà parlé beaucoup sur le secteur de la Petite Enfance, je crois qu'on a six parcours qui ont été validés et menés à bien. Donc ce développement des compétences est un sujet majeur pour la collectivité.

Et bien sûr en 2026 nous poursuivons cet axe de développement avec une nécessité de travailler sur des plans de succession, j'ai déjà évoqué le sujet des départs en retraite, on a une augmentation massive des départs en retraite, ce qui n'a rien d'étonnant du fait de la pyramide des âges qui est la nôtre et qui est celle d'ailleurs d'un certain nombre

d'entreprises et de collectivités, et donc il faut travailler sur ce corpus de compétences et sur les plans de succession sur des postes critiques sur lesquels on doit absolument être vigilants, on doit veiller à la capacité à transmettre, donc il y a un sujet de transmission des savoir-faire importants pour rendre les services publics au service des Antoniens.

Ce sujet développement des compétences, c'est aussi développer des expertises métiers qui sont comme on l'a dit fortement impactées par l'IA mais aussi par les révolutions numériques, par les évolutions environnementales, les métiers bougent rapidement et c'est important d'adapter les compétences, c'est aussi important de créer et de consolider des communautés professionnelles pour justement développer des pratiques homogènes au sein de la collectivité, que ce soit au sein des métiers ou que ce soit au sein des pratiques managériales et ça c'est un... j'allais dire c'est un devoir que l'on a vis-à-vis de tous les agents d'avoir eu et d'avoir encore des pratiques managériales homogènes et qui sont maîtrisées, c'est un des points aussi de notre développement des compétences pour 2026.

Et nous continuerons à travailler sur les mobilités. Alors les transitions professionnelles deviennent un sujet, aujourd'hui il y a une loi, la loi du 24 octobre 2025 qui a été votée et qui vient appuyer sur la nécessité d'accompagner les transitions professionnelles. C'est un sujet que toutes les organisations doivent prendre en main, et notamment

anticiper les sujets des reclassements ou des changements de trajectoires pour proposer les métiers que l'on a à pourvoir au sein de la collectivité.

- Le dernier axe qui est le quatrième et que je voudrais souligner, qui a été donc un fil directeur entre 2025 et 2026, c'est celui de la qualité de vie, la marque employeur. On a parlé du CNAS, je n'en reparlerai pas mais c'est un enjeu pour nous aussi, le CNAS pour tous puisque nous cotisons pour tous, nous avons mis en place un accompagnement individuel et collectif des agents par une psychologue du travail, je crois qu'il y a eu 250 entretiens qui ont été menés, pas forcément -et j'ai répondu à M. Doyen là-dessus- pas forcément 250 personnes mais 250 entretiens, vous avez eu les chiffres, M. Doyen, pour être précis sur cette activité-là. Nous avons mis en place et on continue à développer les cafés DRH pour permettre une meilleure information des agents et donc un dialogue qui se fait avec la DRH, mais aussi avec d'autres interlocuteurs sur les sujets qui intéressent les agents.

Nous avons aussi fait passer, vous vous en souvenez très certainement, le doublement de la participation employeur à la prévoyance et l'augmentation de la participation employeur à la mutuelle Santé, notamment la mutuelle Santé a augmenté pour les agents et c'est important que la collectivité prenne sa part pour permettre à chacun d'être soigné correctement. En 2026 nous poursuivons les dispositifs que nous avons bien entendu mis en place. Nous avons des nouvelles actions de

prévention qu'on souhaite développer : campagnes de vaccination, prévention des troubles musculosquelettiques dans les crèches notamment, donc un certain nombre d'actions de prévention qui doivent se développer ; et puis on voit, on souhaite aussi que les cafés DRH qui ont été mis en place soient aussi des moments de co-construction avec les agents pour que cet événementiel RH soit coconstruit avec les besoins des agents, et que ce soit eux de manière participative qui puissent émettre les sujets qu'ils ont envie de traiter et voir traités par la DRH et leur ligne managériale. Donc on essaye de dialoguer, d'ouvrir ce dialogue pour être attentifs aux besoins et aux attentes de chacun des agents.

Voilà les quatre axes qui se déclinent entre 2025 et 2026, ce qui nous amène à parler du budget primitif en 2026.

**Budget primitif RH 2026 proposé à 57,3 M€ contre 57,6 M€ au BP 2025 :** Le budget primitif est un budget que l'on propose à 57,3 M€ contre 57,6 millions au BP 2025. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'on a fait un peu moins, donc on a une moindre réalisation du budget en 2025 parce qu'on a eu -et je voulais le souligner- une forte augmentation des départs à la retraite et des difficultés de recrutements sur un certain nombre de postes, on en a parlé, ce qui fait que du coup par rapport à l'année dernière, on est en croissance de 3,3 %. Il faut savoir que cette croissance est aussi imposée largement par l'impact des mesures d'Etat ; on en a parlé tout à l'heure et Pierre l'a souligné, la cotisation de la CNRACL qui pèse pour

presque 600.000 € sur le budget, d'autres types de mesures d'Etat également, des mesures que nous avons mises en place en 2025 qui nous entraînent une variation un peu obligée déjà de 1 % de la masse salariale, le Glissement Vieillesse Technicité, le fameux GVT, qui est l'augmentation naturelle de la masse salariale, plus des mesures qui ont été prises telles que le bonus Attractivité et l'impact aussi de l'organisation des élections municipales, puisque c'est un coût aussi pour les municipalités à supporter, tout cela nous amène à une croissance de 1,6 %.

Nous aurons une augmentation des effectifs puisque nous prévoyons une augmentation des effectifs sur 2026, mais très mesurée, sachant que nous allons travailler sur des efforts de rationalisation avec tous les sujets que j'ai évoqués auparavant, à savoir donc des meilleures organisations, la mise en place d'un certain nombre d'outils qui nous permettront de mieux répartir les forces de la collectivité au service des Antoniens et pour avoir des organisations de services qui soient plus adaptées aux besoins et aux contraintes budgétaires. Je vous remercie.

**M. MEDAN :** Merci Claire. Donc les ressources humaines permettent de faire en partie tout ce qu'on va voir maintenant avec les orientations budgétaires pour 2026.

Le cadre, on en a déjà parlé, Claire, quand tu disais que les cotisations retraite allaient peser pour 600.000, c'est 600.000 plus les 800.000 qu'on a déjà, donc effectivement ça correspond à 1,4 M€ pour

2026. On aura aussi un impact potentiel d'un doublement possible du DILICO, évidemment ça dépendra de ce qui va se passer à l'Assemblée et au Sénat, on espère que ce ne sera pas le cas mais on est quand même obligés d'évoquer cette possibilité d'un DILICO à 2 millions, quasiment 2 M€, un petit peu moins que 2.

Alors forcément ce budget 2026, on l'a préparé avec cette contrainte, et puis on l'a préparé en conservant à l'esprit les incertitudes qui pèsent sur le pays et sur les villes, et donc nous souhaitons être très attentifs comme par le passé à maîtriser les charges de fonctionnement, et notamment évidemment tout ce qui est contrôle de gestion aujourd'hui.

On en parlait lors de la commission Finances, nous sommes plus attentifs à l'énergie, nous sommes plus attentifs à un certain nombre de coûts -cachés ou pas- et nous en faisons la chasse. La charge financière est en diminution puisqu'il y a l'effet de baisse des taux, le coût de l'électricité va sans aucun doute baisser, ça c'est une bonne chose mais globalement restons très, très prudents. Les investissements 2026 seront à peu près de l'ordre de 30 M€ avec une décomposition en trois blocs pour la présentation et le dossier le présente avec beaucoup plus de précision que je ne le fais parce que sinon ce serait trop long : la transition écologique : 4 millions, l'enfouissement des lignes pour Antonypole : environ 10 millions ; et le reste sera consacré à l'entretien et à la modernisation de tous nos équipements publics.

Grâce à cette stratégie nous préservons notre autofinancement qui sera à peu près de 15 M€ et nous préservons aussi notre capacité de désendettement qui sera toujours inférieure à 12 ans.

Pour faire la liste de tout ce qui figure dans le dossier j'aurais besoin de beaucoup de temps et c'est pour cette raison que j'ai fait le choix de passer parfois un peu plus vite sur certains points qui ont été déjà abordés dans le précédent rapport, notamment par Eric, ou de ne pas forcément évoquer la totalité des éléments qui sont cités dans le document. J'espère que vous ne m'en voudrez pas et que mes collègues qui gèrent ces sujets au quotidien ne m'en voudront pas.

Sur la transition écologique qui est un élément quand même important, et qui au-delà de ce que nous avons dit dans « le DOB Vert » consiste à s'intéresser à finalement beaucoup d'éléments sous ce terme, il y a évidemment la rénovation thermique des bâtiments et le déploiement de la GTC dont nous avons parlé. Alors c'est vrai que ce déploiement est parfois un peu long, mais comme disait Eric c'est complexe et au-delà de la complexité, une Ville comme Antony a beaucoup de bâtiments, a beaucoup de situations, et cette GTC a nécessité aussi des installations, du câblage par fibre optique, a nécessité si vous voulez des infrastructures qui n'ont pas été très simples à mettre en œuvre. Donc ça explique aussi le délai pour que tout soit relié. Normalement en 2026 les choses devraient

aller un petit peu plus vite. Pour cette transition écologique, nous consacrerons un budget de 4 M€ pour 2026.

La rénovation thermique des bâtiments : j'irai assez vite mais il y a des travaux à La Fontaine, il y a des LED dans les écoles, il y a encore des menuiseries dans certains groupes scolaires, dans certaines crèches on a mis en place des ballons d'eau chaude en 2025 et on va continuer à moderniser pour baisser la facture dans un certain nombre de bâtiments de la Ville, ce sont des travaux et des réalisations qui ponctuellement ne sont pas forcément très coûteuses mais qui, lorsqu'on les ajoute les unes aux autres, évidemment sont conséquentes.

Le photovoltaïque, on en a aussi un peu parlé avec des installations prévues en 2026, notamment à la crèche, enfin au Multi Accueil La Source et au stade Georges Suant, ce sont des installations qui vont avoir lieu en 2026. Et il y a aussi ce qu'on a appelé dans le document une « auto consommation citoyenne » avec un projet qui consiste à faire gérer certaines installations par des partenaires, avec des achats de VS GP notamment ou de Hauts-de-Bievre Habitat. Donc des solutions un peu innovantes sont adoptées à cette occasion.

Concernant les avancées majeures dans les nouveaux quartiers, on peut noter que Jean Zay aujourd'hui est quasiment terminé, évidemment il reste les études et la construction de la médiathèque-archives, et là en



2026 il y aura évidemment toutes les études finales qui devront être réalisées pour un démarrage du chantier prévu en 2027.

J'allais dire le gros morceau, sur la durée et avec l'importance que vous connaissez, c'est évidemment Antonypole avec la création de la ZAC qui sera effective très bientôt, le début des travaux du parvis et des voiries aura lieu à partir de la mi-2026, et il y aura évidemment le lancement des chantiers pour les logements avec la poursuite de l'enfouissement RTE dont on parlera aussi dans une autre délibération et pour lequel nous avons prévu un montant conséquent de 10 M€.

Concernant maintenant des éléments moins liés aux investissements, mais liés plutôt à l'action sociale et à la prévention, au lien social, etc., c'est l'action sociale portée par le CCAS qui fait un gros travail et dont le périmètre s'est renforcé avec plus de 16.000 personnes accueillies et orientées en 2025, un accompagnement social donc très fort et depuis plusieurs années la Ville aide davantage le CCAS financièrement, donc reconnaît que dans des périodes un peu difficiles où le pouvoir d'achat des ménages les plus en difficultés est plus faible notamment à cause d'une inflation qui a marqué ces dernières années, reconnaît que le rôle du CCAS n'en est que plus important. Les aides et les dispositifs pour 2026 : Bourses, restauration, soutien aux enfants et aux familles, aides d'urgence... je ne pense pas que ce soient des nouveautés

mais c'est quelque chose qui est reconduit avec sans doute une augmentation de la volumétrie.

Pour les seniors, vous avez pu noter que les services de proximité fonctionnent plutôt bien, le transport à la demande, le portage de repas, la téléassistance... tous ces éléments-là se sont installés un peu dans le paysage aujourd'hui. Et il y a évidemment la rénovation qui se poursuit de la résidence Renaître, il y a toujours des animations, il y a des actions collectives et des soutiens aux aidants puisqu'on reconnaît de plus en plus avec des solutions relativement légères qu'il faut -le jeu de mots est facile- « aider les aidants ».

Sur la citoyenneté et l'accès aux droits, on a évoqué depuis quelque temps la création de la Maison de la Citoyenneté et des Solidarités. Elle va ouvrir en 2026 avec un futur lieu Ressources et la centralisation des acteurs, de tous les acteurs de la solidarité ; et un soutien aux associations évidemment qui seront sans doute très présentes dans ce lieu. Il y aura aussi une promotion du bénévolat et de l'engagement citoyen. Un certain nombre de rencontres sont prévues, on a une plateforme numérique de coopération avec des référents qui sont inscrits, et on a un accueil individualisé des volontaires, donc on peut imaginer que l'ouverture et le lieu vont encourager le développement de ces rencontres.

Concernant la prévention et la sécurité, le nouveau poste de police et de vidéoprotection va voir le jour en 2026, et on aura une installation

complète de la Direction de la Sécurité boulevard Brossolette. Poursuite du déploiement des caméras, à peu près une centaine de nouvelles caméras par an. Quand nous discutons, je pense que quelle que soit l'opinion politique des personnes que je peux croiser ou que vous pouvez croiser, on s'aperçoit que la demande de caméras est forte pour rassurer, pour permettre aussi aux forces de l'ordre de mieux suivre les intrusions, les cambriolages, etc., et de réaliser des enquêtes avec plus de preuves.

Donc 100 nouvelles caméras avec une petite originalité dont on a parlé l'autre fois en commission : c'est l'expérimentation des caméras nomades qui pourront se déployer et changer de lieu tout en respectant parfaitement la réglementation.

Il y a toujours les patrouilles avec l'extension des patrouilles équestres, l'intégration d'un maître-chien et la participation citoyenne qui utilise le dispositif Voisin Vigilant et Solidaire.

Concernant le Sport, a-t-on besoin d'évoquer le stade de l'US Métro ? Je dirais simplement que le terrain synthétique de la Croix de Berny est opérationnel et que toutes les personnes avec qui j'évoque le sujet de manière comme cela spontanée, cela peut être le tir à l'arc ou autre, sont très heureuses de ce nouveau lieu repris par la Ville et du soutien financier apporté aux clubs. Le fait d'avoir repris ce lieu emblématique semble vraiment faire l'unanimité lorsqu'on discute avec les Antoniens.

Le semi-marathon a eu beaucoup de succès et donc on va en 2026 sans doute tenir compte de ce succès pour redimensionner ou améliorer le semi-marathon. L'espace de plongée sera en activité sur une année complète, cela concerne 120 clubs et beaucoup de services, après ce trop long arrêt ça va repartir. Au démarrage de la fosse de plongée, on était persuadés que vu le peu de fosses de plongée dans le territoire cela aurait du succès, on est confortés par ce qui se passe actuellement et par la reprise de l'activité.

Pour terminer, je parlerai de la Culture et des Animations : les Antoniens reconnaissent à travers tout ce qui se passe au cours de l'année qu'Antony est une Ville qui fait une part belle à la culture et aux animations. Il y a des actions évidemment qui sont reconduites, qui plaisent beaucoup, comme les rencontres de la guitare, comme le festival BD des Bulles dans la Ville, je ne saurais pas dire depuis quand cela existe mais enfin cela fait déjà pas mal d'années, comme la fête de la musique bien sûr, comme la patinoire éphémère, le forum des associations, et il y a des nouveautés à la Maison des Arts, des expositions immersives un nouveau concert avec un Concert- Enquête Le Mystère Vivaldi, un nouveau format, un village hip-hop élargi, et de nouvelles animations dans les quartiers comme Jean Zay entre autres. Comme c'est un nouveau quartier on peut effectivement imaginer qu'il a besoin aussi d'avoir et de profiter de nouvelles animations.

Donc voilà très rapidement ce que je voulais vous présenter, j'ai toujours la crainte lorsque je fais cette énumération de laisser un petit peu, c'est vrai qu'il y aurait beaucoup à dire en étant plus précis, en tout cas voilà l'objet du rapport évidemment que vous avez eu entre les mains.

Pour synthétiser : 2026, on considère que c'est une année de consolidation, consolidation de nos équilibres financiers, consolidation des investissements qui, tout en étant moins importants qu'à une « époque faste » restent quand même, il ne faut pas l'oublier, par leurs montants non négligeables. On a tendance parfois, parce qu'on a eu des années avec des investissements à 50 millions, de dire « 30 ce n'est pas beaucoup », mais non, c'est quand même beaucoup pour une Ville, et ça je voudrais quand même le rappeler parce qu'on a parfois tendance un peu à l'oublier, me semble-t-il.

Consolider la qualité du service public rendu aux Antoniens : cette consolidation, elle passe comme l'a dit Claire par une réflexion. Dans l'entreprise, on dit que c'est l'amélioration continue de la qualité. Eh bien je pense que nous faisons la même chose, parfois on parle de Kaizen dans l'entreprise privée, eh bien dans une Ville on peut aussi avoir cet état d'esprit, cette volonté, grâce à des personnels motivés, correctement rémunérés, on a ce souhait aussi d'améliorer progressivement dans tous les domaines la situation. Donc c'est dans cette résilience collective que la Ville continuera à avancer de manière responsable, maîtrisée et durable,

et je citerai un Premier ministre connu, Disraeli, qui disait : « le secret du succès est la constance du but. » Merci.

**M. le Maire** : Y a-t-il des interventions ? Monsieur Souchaud.

**M. SOUCHAUD** : Bonsoir, merci pour cette présentation. Ce débat d'orientations budgétaires impose en préambule et vous l'avez fait un constat lucide sur la situation financière de notre Ville.

Après plusieurs années d'un budget d'investissements élevé, je crois que l'on a eu un record de plus de 63 M€ en 2023, l'année 2025 a été marquée par un arrêt significatif et cette réalité s'est traduite notamment par une réduction de notre capacité d'investissements et le report de plusieurs grands projets qui pourtant étaient déjà engagés et très attendus par les Antoniens, notamment la nouvelle Médiathèque à Jean Zay, la reconstruction de l'école Anatole France, ou le décalage du nouveau Centre André Malraux. Compte tenu de l'incertitude économique nationale, et vous l'avez aussi évoqué, et la difficulté budgétaire actuelle, cette réduction était, et je pense que nous pouvons tous le reconnaître, inévitable.

Dans ce contexte financier contraint, nous souhaitons cependant exprimer notre satisfaction concernant la politique salariale volontaire mise en place : elle permet de renforcer, cela a été évoqué, l'attractivité des postes et la qualité des équipes, comme cela a été précisé dans la présentation. Néanmoins, la dette reste le principal point de vigilance,

l'endettement de la Ville se stabilise à un niveau élevé de 172 M€, portant la durée de l'endettement à un peu moins de 12 ans, proche de ces 12 ans, j'ai bien retenu ce que vous avez dit, à savoir que l'on était en-dessous des 12 ans, mais je pense que cela ne change pas le fait que ces chiffres sont très loin de ceux qui étaient au début du mandat où la dette était contenue à 119 M€ et où la capacité de désendettement était de 8 ans à l'époque.

Par ailleurs, pour tenter de modérer cette hausse, la municipalité a été contrainte à deux reprises sur ce mandat d'augmenter la fiscalité locale et de procéder à une hausse généralisée des coûts des services municipaux facturés aux Antoniens. La lecture du document du Débat d'Orientations Budgétaires de 2026 traduit et confirme ce constat : notre Ville n'a plus les moyens d'engager des programmes d'investissements aussi ambitieux que par le passé. Nous regrettons notamment le report d'investissements attendus depuis longtemps par les Antoniens, c'est notamment le cas pour la reconstruction d'Anatole France dont le début des travaux est désormais reporté en 2028, enfin pas avant 2028.

Malgré ces fortes contraintes budgétaires, nous saluons cependant la volonté maintenue de préserver un niveau d'investissements minimum en faveur de la transition écologique dans le budget 2026. Ces investissements ne seront cependant possibles qu'à une seule condition : dégager une capacité d'autofinancement suffisante pour stabiliser si ce n'est décroître le niveau d'endettement de la Ville et il est donc nécessaire

également de sécuriser cette capacité d'autofinancement. La Ville devrait certes bénéficier comme vous l'avez évoqué de facteurs favorables, notamment l'augmentation attendue des droits de mutation et une prévisible baisse des dépenses d'énergie ; toutefois pour garantir durablement cette capacité financière, il est nécessaire également de mobiliser parallèlement d'autres logiques : l'optimisation de nos coûts de fonctionnement par la maîtrise de certaines dépenses, une augmentation des ressources, la mutualisation de moyens notamment avec Vallée Sud Grand Paris, ou l'utilisation de nouveaux outils tels que l'Intelligence Artificielle, sans réduire bien sûr ni dégrader la qualité des services rendus aux usagers Antoniens.

En conclusion : la situation financière de la Ville est désormais moins favorable et impose une gestion prudente pour les années à venir. L'année 2026 s'annonce comme la continuité de 2025 avec une capacité d'investissement pénalisée par le niveau élevé de la dette. Nous réaffirmons également en conclusion comme l'année dernière notre souhait d'une vision pluriannuelle claire des gros investissements à venir, et demandons à ce que cette projection fasse l'objet d'un développement détaillé dans le prochain budget primitif 2026.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Souchaud. Monsieur Mauger.

**M. MAUGER** : Je vous remercie pour la présentation de ces orientations budgétaires. Pour la première fois vous allez faire voter le



budget en fin d'année, Monsieur le Maire, comme cela se fait presque partout, plutôt qu'au printemps comme on le fait habituellement à Antony. Ce changement est sans doute l'effet de la fin de mandat puisqu'il ne reste plus que quatre mois. Si l'on compare aux années précédentes, vous n'annoncez plus grand-chose, on sent qu'on est à la fin d'une histoire, le rapport est tristounet, la fin est triste.

Si l'on rembobine, nombre de vos annonces ne sont pas réalisées. Passons les différentes thématiques en revue : au niveau national, le parti des Républicains auquel vous appartenez se serre les coudes avec une majorité présidentielle qui réduit les ressources des collectivités, ce dont vous vous plaignez ce soir. Mais vous subissez aussi les difficultés liées à la situation d'endettement important de notre Ville. Votre prévision d'endettement pour l'exercice 2025, comme vous l'avez dit, s'établit en 2025 à 171,2 M€. Nous attendons les chiffres fiables pour la fin de l'année au prochain conseil municipal ; à ce jour le seul chiffre fiable est celui de l'endettement à la fin 25 qui est comparable à la fin de l'année 2024 qui était tout à fait comparable et selon l'Observatoire des Territoires, site gouvernemental, à celui des Villes de notre strate, à savoir de 50.000 à 100.000 habitants, là vous avez fait passer Antony de la huitième à la troisième place entre 2023 et 2024 sur le podium des Villes les plus endettées de France avec 2.408 € d'endettement par habitant en 2023 et 2.696 en 2024. Devant vous, il ne reste plus que Levallois indétrônable et

Antibes. Alors vous faites tout pour rester sous les 12 ans de désendettement mais c'est difficile. C'est notamment grâce à la baisse du chauffage et aux reports de vos projets d'équipements, nous ressentons un peu l'effet ce soir de la baisse du chauffage d'ailleurs mais ce n'est pas bien grave... Ce sont surtout vos agents qui en ressentent les effets.

En matière de Ressources Humaines, votre politique se caractérise par la vacance des postes due à des départs non remplacés. Et d'ailleurs combien de postes vacants actuellement ? En attendant, le travail est reporté sur les personnels en place qui se retrouvent à assumer pour certains de nouvelles missions. On en voit une illustration avec la restructuration de l'accueil, les habitants ressentent qu'il n'y a plus le personnel nécessaire pour assurer à la fois la qualité téléphonique et l'accueil physique. Alors vous faites appel aux agents des autres services. Méfiez-vous, si vous ne voulez pas engendrer d'autres départs.

Votre dernière diapo RH annonçait une baisse d'ailleurs du budget de 57,6 M€ à 57,3 M€, est-ce que c'est par rapport à la vacance de postes destinée à augmenter l'année prochaine ? L'autre danger c'est la dégradation du service rendu aux habitants ; vos économies vous amènent aussi à baisser la température dans les écoles pendant les vacances, même lorsqu'il y a un centre de loisirs.

En matière de transition écologique, votre programme indiquait fièrement en 2020, Monsieur le Maire : « *Notre équipe comprend des*

*experts de la transition écologique qui ont décidé de nous apporter leurs compétences pour qu'Antony se porte à la pointe de ce combat si important pour notre avenir* ». Où sont passés ces experts ? En 2022, les deux personnes en question ont quitté votre majorité quand ils ont compris que vous bluffiez. Parmi vos 33 promesses de 2020 les plus emblématiques en matière de transition écologique, peu sont réalisées ou seulement très partiellement. Je citerai par exemple le fait que vous annonciez : *« Il sera créé un conseil citoyen de la transition écologique et solidaire pour orienter les décisions de la Ville »*. Où est ce conseil ?

*« L'ensemble des cours d'écoles seront végétalisées pour protéger nos enfants des effets de la chaleur. »* Combien de végétalisation ?

*« La Ville lancera un programme expérimental de micro-forêt urbaine »* : où se trouve-t-elle ?

*« L'ensemble des écoles existantes feront l'objet de rénovations et de travaux d'isolation thermique sous la forme de bâtiments à basse consommation »*. Combien d'écoles ?

*« Les 2.500 logements sociaux non encore isolés du parc de Hauts-de-Bievre Habitat feront l'objet de rénovation et d'isolation thermique aux normes de bâtiment à basse consommation »*. Combien de logements ?

En ce qui concerne les différents quartiers : quand les gens viennent au centre-ville, ils voient où est passé votre budget d'investissements, mais quand ils rentrent chez eux, que ce soit à La Fontaine, la Coulée Verte,

Guillebaud, les Rabats, le Noyer Doré, Pajeaud, Fontaine Michalon, ils se posent la question. Notre grande enquête « Mieux vivre à Antony », que nous avons menée auprès des habitants montre qu'ils ont un taux de satisfaction très contrasté en fonction du quartier dans lequel ils habitent concrètement. La majorité des habitants apprécie leur quartier quand ils habitent dans le centre ou le nord d'Antony, en revanche seulement 45 % au Noyer Doré, seulement 65 % à Pajeaud et Fontaine Michalon, et 70 % aux Rabats.

J'ajoute en outre que parmi vos engagements de 2020, vous annonciez la construction d'un nouveau centre commercial de proximité dans le quartier Pajeaud en remplacement du centre actuel, c'était déjà une promesse d'ailleurs du mandat précédent, selon Vallée Sud Aménagement à qui ce dossier est confié, on en est seulement au stade du diagnostic, alors que cette réflexion est annoncée depuis longtemps.

Alors j'ai une suggestion avant de passer la parole à Anne Rambaut : vous et vos amis pourriez faire des économies de campagne électorale en disant simplement que vous ferez au prochain mandat ce que vous aviez promis en 2014 et en 2020 et que vous n'avez pas fait.

**Mme RAMBAUT** : J'aborderai le sujet du CCAS. Vous nous avez indiqué en commission que la subvention du CCAS restait stable au motif qu'elle avait déjà fortement augmenté l'année dernière. Vous vous en félicitez. Pour l'année prochaine, donc, cela va être difficile d'augmenter

l'activité du CCAS. Pourtant une nouvelle augmentation aurait été la bienvenue au regard de la précarité énergétique et des difficultés liées au logement. Les aides financières accordées aux ménages dans le cadre du soutien au logement, principalement pour les dépenses des fluides, représentent 23.892 €. Or, à Antony, il y a 2.000 ménages Antoniensi qui sont en situation de précarité énergétique, ce qui fait à peu près entre 4.500 et 5.000 habitants.

On constate donc que le montant de ces aides demeure limité au regard de l'ampleur des besoins. Un soutien renforcé aux aides facultatives, seulement 262 aides en 2024, aurait été également nécessaire, surtout que ces aides ne sont pas forcément toutes soumises à des conditions de ressources. Mais pour tout cela, vous n'en avez pas les moyens.

J'ai quelques sujets précis : il est regrettable que le Transport à la demande pour les séniors, très utilisé, ait fait l'objet d'une augmentation très significative des tarifs passant successivement de 2 € à sa création en 2022 à 3 € en décembre 2024 et à 5 € en juin 2025 pour un trajet de base. Le transport à la demande n'a pas vocation à faire concurrence aux taxis. Ce projet perd ainsi son caractère accessible à tous, notamment pour ceux qui disposent de revenus modestes. Il est également dommage que les personnes en situation de handicap aient été oubliées dans ce dispositif,

ce dispositif qui devrait être au taux d'effort, au quotient familial, et accessible gratuitement aux personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, la sortie de printemps non soumise au taux d'effort, elle aussi, a augmenté de 30 à 40 €. Vous le justifiez du fait que c'était une sortie exceptionnelle à la Tour Eiffel cette année, pourtant en 2026, vous ne réajustez pas les tarifs à la baisse, dommage ! Cette sortie ne sera toujours pas accessible à ceux qui en ont le plus besoin car ils n'en ont pas les moyens. Cela tisse du lien mais avec ceux qui le peuvent.

Enfin, la Maison de la Citoyenneté et des Solidarités est pour l'instant rattachée à la plate-forme numérique, car le local prévu pour son installation physique ne pourra finalement pas être implanté dans les locaux du CCAS. En commission vous nous avez indiqué qu'il n'était pas possible de rénover les bâtiments, nous comprenons que la Maison de la Citoyenneté et des Solidarités soit installée ailleurs mais pourquoi à la Croix de Berny ? L'information laisse par ailleurs entendre que le CCAS ne pourra pas rester dans ses locaux actuels et vous suggérez même qu'il pourrait être transféré lui aussi à la Croix de Berny mais enfin pourquoi choisir toujours systématiquement le centre-ville ou la Croix de Berny pour les nouveaux équipements ? Les Antoniens des autres quartiers ne sont pas des sous-Antoniens.

**M. le Maire** : Bien. Qui d'autre ? Personne. Alors je vais déjà répondre à quelques interrogations.

À Monsieur Souchaud d'abord : la dette a augmenté, mais si elle a augmenté, c'est parce qu'on a beaucoup réalisé, bien sûr ça vous ne le dites pas, mais c'est vrai. Si on n'avait pas fait la rue Mounié, le parking, la rue de l'Eglise, si on n'avait pas réalisé le quartier Jean Zay avec son école surtout, l'école et la crèche, équipements qui ont subi une inflation galopante pendant les années 2020/2024, la hausse des prix a été de 30 à 40 % sur les travaux publics, et notamment sur les constructions de bâtiments publics, on n'aurait pas souffert comme ça, on n'est pas les seuls à avoir souffert d'ailleurs, c'est une des raisons pour lesquelles la dette a augmenté. C'est parce qu'on n'avait pas prévu qu'une école qui au départ était à 10 ou 12 millions allait passer à 20 millions ! Ce sont vraiment des augmentations inattendues qui ont fait que la dette a augmenté.

Monsieur Mauger se plaint qu'on ne fasse pas assez pour la Transition Ecologique. On a limité effectivement à 4 M€ par an. 4 millions par an, c'est-à-dire 62 € par habitant, est-ce que vous connaissez beaucoup de Villes qui fassent plus ? Evidemment il y a peut-être des Villes spécialisées en écologie qui font peut-être davantage mais pas beaucoup. Pas beaucoup.

**M. MAUGER** : Moi je ne connais pas de maires qui promettent autant et réalisent si peu !

**M. le Maire** : Non mais attendez, on a quand même dépensé 4 M€ par an en 2024 et en 2025, et on fera la même chose en 2026, c'est quand

même pas mal ! Vous dites que l'on est à bout de souffle, mais on fait quand même 4 millions d'euros de dépenses par an et je ne suis pas certain quand je vois les villes autour de moi que d'autres villes en font autant.

**M. MAUGER** : Par exemple vous mettez en avant la GTC, elle était dans le DOB 2015 !

**M. le Maire** : Non, pas moi. Moi je mets en avant...

**M. MAUGER** : Votre premier adjoint mettait déjà en avant la GTC, elle était au débat d'orientations budgétaires.

**M. le Maire** : Oui...

**M. MAUGER** : En 2015, il y a dix ans !

**M. le Maire** : Moi je ne m'en souviens pas. Non, ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. Je découvre moi-même ...j'ai découvert la GTC en 2023 !

**M. MAUGER** : Est-ce que vous voulez l'extrait du DOB 2015 ?

**M. le Maire** : Non.

**M. MAUGER** : Non ?

**M. le Maire** : Non, il n'y avait pas de GTC en 2015, c'est impossible. On n'en parlait pas du tout à l'époque.

**M. MAUGER** : Pardon, c'était le rapport du Développement Durable en 2015 : « *Nous étendrons la mise en place de la Gestion Technique Généralisée déjà opérationnelle sur le cinéma, ainsi la Ville a lancé déjà en 2015 un audit Gestion Technique Centralisée sur 27 de nos principaux*



*bâtiments. Le but de cet audit est de définir une stratégie GTC afin de mettre en place un mode de gestion et d'optimisation par un système de gestion centralisée... »* Donc cela date d'il y a 10 ans.

**M. le Maire** : Ce sont les ingénieurs qui faisaient leur cuisine mais nous, on n'en parlait jamais, moi je n'ai jamais entendu parler de GTC avant 2022 ou 2023.

**M. MAUGER** : Il faut arrêter de se défausser sur vos agents, M. le Maire !

**M. le Maire** : En tout cas, en ce qui concerne la Transition Ecologique, nous faisons le maximum, et si effectivement on avait une situation financière plus facile, si notamment les ventes de terrains se débloquaient, il serait possible que l'on fasse davantage. Mais pour le moment, avec les capacités que nous avons, et la paralysie du marché immobilier, nous avons fait déjà le maximum : 4 millions. Et je ne connais pas beaucoup de Villes aujourd'hui autour de nous qui en fassent autant. Donnez-moi des exemples... Vous n'avez pas d'exemples.

Maintenant, je vous rappelle que les collectivités locales ont pris de plein fouet l'inflation mondiale qui a suivi la crise du COVID. Ça il faut le savoir quand même. Inflation qui a tout particulièrement affecté les achats, la restauration scolaire, on a perdu près de 2 M€ de marge brute avec la restauration scolaire, par an ! Ce sont des choses quand même qu'il faut savoir, et de même pour les travaux de construction de nouveaux

bâtiments. Donc l'inflation augmenté très nettement le coût de nos investissements mais aussi sur nos dépenses de fonctionnement, notamment pour la restauration scolaire. Et puis il n'y a pas que cela, il y a aussi la crise de l'énergie qui a été la conséquence de la guerre en Ukraine, qui a augmenté considérablement les dépenses d'énergie. Cela va mieux maintenant, mais enfin on n'a pas retrouvé le niveau du départ.

L'inflation a eu des conséquences sur les résultats de fonctionnement de la Ville d'Antony, mais aussi de toutes les Villes de France, pendant trois ou quatre ans. Ces perturbations ont aggravé la crise du marché de l'immobilier pour nous, et pour toutes les Villes qui ont lancé des opérations d'aménagement, et qui avaient acheté des terrains pour les revendre. Maintenant elles sont bloquées, et donc, nous avons des difficultés comme toutes les Villes qui ont des projets d'aménagement. Tant que ces ventes de terrain n'auront pas lieu, on conservera ces difficultés. Après, ça ira mieux.

Donc ce que je voudrais vous dire, c'est qu'en 2025, et peut-être que cela n'a pas été dit assez fortement, la situation financière de la Ville d'Antony s'est totalement rétablie. Totalelement. L'an dernier, nous avons été sauvés par l'annonce d'un jugement qui nous a fait gagner 2 M€ d'indemnités. Sans cette inscription, on était à 13 millions. Cette année, on serait, s'il n'y avait pas eu le DILICO et l'augmentation de la CNRACL, à 18 millions, soit 5 millions de plus que l'an dernier. Donc, il faut quand

même le savoir. Notre situation financière va beaucoup mieux. Je vous avais dit effectivement que ça allait mal, oui ça allait mal mais, c'était l'an dernier. Maintenant, cela s'est totalement rétabli. Et à présent la situation financière est très bonne. Nous avons 16 M€ environ d'excédents à notre budget de fonctionnement. Trouvez beaucoup de Villes qui ont ça. Je n'en connais pas beaucoup de Villes de notre importance qui ont 16 M€ d'autofinancement.

Et ceci malgré la baisse totalement imprévue de nos bases fiscales en 2025. Mais, là, on n'est pas les seuls. Pratiquement toutes les villes ont subi une baisse de leurs bases fiscales par rapport à celles qui était annoncée en début d'année. On a 400.000 € de moins de bases fiscales. C'est à cause de la taxe d'habitation qui avait été surévaluée autrefois et qui maintenant revient à un niveau normal.

Notre endettement à long terme est de 171 millions d'euros, il reste stable, et donc notre ratio d'endettement a baissé. Pierre Médan a été très modeste, en fait il est de 10,7 ans au lieu de 12. 10,7 ans exactement, donc on est bien à moins de 12.

Ces résultats ont été obtenus malgré la CNRACL qui augmente de 800.000 € et avec le prélèvement sur recettes du DILICO de 1,1 M€, donc cela fait 1,9 M€, et effectivement : 16 + 1,9 M€, cela fait 18 millions... en l'absence des mesures de l'État on aurait 18 millions d'euros.

Cela constitue d'ailleurs pratiquement notre record pour l'excédent de notre budget de fonctionnement. On avait atteint un niveau équivalent en 2019 mais depuis, effectivement, on n'avait pas retrouvé ce niveau d'excédent. Eh bien maintenant, on y est, enfin on le serait si l'État ne nous prenait pas 2 millions.

En 2026, nous allons subir encore certainement des mesures de l'État, on ne sait pas encore combien. Si le projet de loi de Finances était voté en l'état, mais actuellement on ne peut pas dire que ce soit le cas, en tout cas si c'était voté en l'état, on aurait effectivement 3,2 M€ de participation au redressement de l'État, contre 1,9 M€ en 2025, donc on aurait 1,3 M€ de plus que l'an dernier. Si c'était cela, la ville dégagerait à peu près 14,5 M€ d'excédent avec 3,2 M€ de ponction de l'État. Mais on peut penser raisonnablement que le Sénat arrivera à convaincre le Gouvernement de réduire la participation des Communes, des Départements et des Régions, comme il l'a fait l'an dernier, et dans ces conditions, si le DILICO était abandonné, on n'aurait plus qu'une charge de 2,5 M€ quand même parce que la CNRACL restera et 15 millions d'autofinancement.

Je peux vous dire que malgré les mesures de soutien au redressement des finances de l'Etat, et malgré leurs augmentations significatives, on aura toujours autour de 15 M€ d'excédent. Là encore je

ne suis pas sûr que vous trouviez beaucoup de communes qui arrivent à en faire autant.

Avec tout cela, concernant nos orientations budgétaires, je vais résumer un peu ce qu'a dit mon collègue : prioritairement, nous allons maintenir le haut niveau de qualité de service public. Vous dites qu'ils vont mal. Non, pas du tout, tout le monde, tous les gens que je rencontre sont satisfaits. Dans mes diverses réunions, ils me disent que le niveau de qualité de service public est extraordinairement élevé. Tous ceux qui viennent de villes extérieures, notamment de Paris et évidemment de Marseille, de partout, me disent que nous avons des écoles, des crèches, des équipements sportifs, et on ne parle pas des animations sportives et culturelles, qui sont de qualité très élevée. Et bien ça, on va le maintenir.

Vous dites qu'on est mal reçu à la Mairie parce qu'il n'y a pas de personnel... C'est peut-être votre ressenti mais, en tout cas, le niveau du service est jugé par les habitants très élevé. Ce n'est pas votre avis à vous mais s'ils ne votent pas pour vous, c'est qu'il y a peut-être des raisons.

Nous allons poursuivre la mise en souterrain des lignes à haute tension qui va nous coûter 10 M€ cette année, c'est à dire le tiers du budget d'investissement. Nous allons lancer les travaux d'aménagement des abords de la gare d'Antony, et là, c'est 8,8 M€ en quelques années. Ce n'est pas rien. Alors ce sera subventionné, on aura 5,5 M€ ou 6M€ de subventions de la part des diverses structures mais enfin ce sont des

sommes très importantes. Il faut que lorsque la gare va ouvrir, et c'est maintenant dans moins de deux ans. Il faut que dans moins de deux ans, on puisse sortir sur une esplanade bien aménagée. Et donc là on va investir très lourdement pour permettre la mise en œuvre des abords de cette gare.

Nous allons poursuivre, quoi que vous disiez, notre programme de Transition Ecologique. Il y aura au moins 4 M€ cette année et notamment pour l'école La Fontaine. Vous dites qu'on a abandonné notre projet sur les écoles. Non, on va traiter l'école La Fontaine qui va être entièrement rénovée pour 2,5 M€. Alors tout ne sera pas fait cette année mais dans un an et demi, on aura une école totalement rénovée, comme on pensait le faire dans le cadre du marché global. Ce ne sera pas le marché global, mais on aura une école totalement rénovée. Et ensuite on fera une deuxième école, et ainsi de suite. Donc nous irons moins vite que prévu, mais ce programme, on le réalisera.

Et enfin, on va reprendre comme l'a dit Pierre les dernières études de maîtrise d'œuvre de la construction des bâtiments de la future Médiathèque et des Archives à Jean Zay de façon à lancer les travaux de construction dès le début 2027, comme prévu. Je ne vois pas pourquoi vous dites qu'on est en fin de cycle. Non pas du tout. Nous allons maintenir le niveau de qualité qui est très élevé de nos services publics. Nous allons lancer la médiathèque. L'année suivante, nous allons lancer, l'école

Anatole France, et, un an après, le nouveau Malraux. Vous trouvez que tout ça c'est rien, mais c'est de l'aveuglement !

Voilà, je voulais vous dire que la situation est rétablie, que nos orientations budgétaires, c'est d'investir encore beaucoup. On risque même à un certain moment de remonter à 60 M€ par an, peut-être en 2028/2029, parce qu'on aura à la fois la Médiathèque, l'école Anatole France et les débuts de Malraux. Et la transition écologique qui restera toujours au moins à 4 M€. Donc les travaux qui vont reprendre mais j'espère qu'on aura les recettes du marché immobilier. Voilà ce que je voulais vous dire, mes chers collègues, j'espère vous avoir rassuré Monsieur Mauger.

**M. MAUGER** : Non pas du tout, et en fait je vais vous dire exactement pourquoi : vous misez tout sur la vente des terrains d'Antonyville.

**M. le Maire** : Non, pas du tout !

**M. MAUGER** : En 2024 vous nous aviez dit...

**M. le Maire** : Non, je ne peux pas vous laisser dire ça !

**M. MAUGER** : Si vous permettez, Monsieur le Maire, en 2024, vous avez dit que vous auriez 7,5 M€ d'avance sur la première phase de ventes de Linkcity.

**M. le Maire** : Oui.

**M. MAUGER** : Cela n'a pas été le cas.

**M. le Maire** : Non, ça devait être le cas.

**M. MAUGER** : Cela a été reporté en 2025. Maintenant, c'est reporté en 2026 et on reste suspendus à la commercialisation des appartements de la première tranche.

**M. le Maire** : Bien sûr, oui. Et ça finira par démarrer.

**M. MAUGER** : La commercialisation, elle a démarré au début de l'été, non ? En début d'été il y a eu une dizaine de signatures je crois...

**M. le Maire** : Les réservations de logement chez les promoteurs sont en baisse de 20 % encore au troisième trimestre.

**M. MAUGER** : Alors on est bien d'accord que l'on est encore complètement dans l'incertitude par rapport à ces ventes de terrains.

**M. le Maire** : Le marché de l'immobilier s'est relancé dans l'ancien mais pas encore dans le neuf...

**M. MAUGER** : Et Antonypole, ce sera du neuf ?

**M. le Maire** : C'est du neuf bien sûr.

**M. MAUGER** : Eh bien voilà.

**M. le Maire** : Oui, c'est du neuf.

**M. MAUGER** : Donc on est suspendus à cette reprise...

**M. le Maire** : Pour le moment, oui. Non mais rassurez-vous, ça finira par arriver. Quand, je ne sais pas, mais ça finira par arriver. Mais effectivement vous arrivez toujours à retarder les ventes de terrains avec



les recours abusifs que déposent vos amis, mais malgré tout, malgré tout ça redémarrera.

**M. MAUGER** : Je ne savais pas qu'il y avait des recours. Vous pouvez nous parler de ces recours ?

**M. le Maire** : Si, il y en a.

**M. MAUGER** : Et alors, en quoi est-ce qu'ils consistent ces recours ?

**M. le Maire** : Il y a systématiquement des recours abusifs chaque fois qu'il y a des projets d'aménagement, et là on en a plein...

**M. MAUGER** : Vous parlez des entreprises que vous tentez de...

**M. le Maire** : Non, des recours de particuliers qui sont proches de vous.

**M. MAUGER** : Ah ! Je regarde autour de moi, je ne vois pas.

**M. le Maire** : Voilà. Nous, on comprend. Monsieur Doyen ?

**M. DOYEN** : Je note que vous attribuez beaucoup de vos difficultés financières à des facteurs externes, l'Etat, la crise du COVID, l'inflation, etc., mais vous ne précisez pas que les redressements sont quand même aussi principalement liés à des facteurs externes parce que l'économie réalisée, c'est la baisse des fluides et les départs non remplacés de personnels qu'on n'a pas réussi à remplacer. C'est cela l'amélioration des finances dont je note d'ailleurs qu'il y a un an vous nous disiez que tout allait très bien et qu'il ne fallait pas s'inquiéter. Et là vous dites quand même

que l'année dernière ce n'était pas si bien que ça, donc je vois que le discours a un peu évolué sur cela. Mais là encore l'évolution est liée à des facteurs externes et on est encore dans les mêmes incertitudes sur l'évolution du marché immobilier, etc., donc non vous ne nous avez pas rassurés dans le sens où la trajectoire n'est pas du tout claire !

**M. le Maire** : Si, elle est claire !

**M. DOYEN** : Eh bien écoutez, moi j'aimerais bien savoir comment on va réussir d'ici deux ans avec certitude, parce que là pour le coup les projets que vous engagez vont entamer des dépenses, vous dites 60 millions soit...

**M. le Maire** : En 2028.

**M. DOYEN** : Mais l'immobilier, est-on certain que d'ici deux ans, il aura suffisamment repris pour dégager 60 millions ? Moi je n'en suis pas du tout convaincu !

**M. le Maire** : Ecoutez, si l'immobilier ne reprend pas, on retardera encore quelques projets. Mais la Médiathèque, on la commencera dès 2027 parce qu'elle est subventionnée très fortement. Et là aussi vous allez dire que c'est externe, mais enfin on a réussi à convaincre la DRAC, qui pourtant n'est pas très généreuse habituellement, et là elle a prévu 7 M€ de subventions, parce qu'elle croit au projet de la Médiathèque, le nôtre, la Région également, et donc ce projet de la Médiathèque étant très bien subventionné, on va le lancer sans même avoir besoin des recettes des

ventes de terrains. Mais après, bien sûr, oui, on aura besoin de ces ventes de terrain, ce sera peut-être en 2027 ou 28 et là, le marché aura certainement évolué.

**M. MEDAN** : Cela fait 18 ans que je présente le DOB, cela fait 18 ans que l'opposition joue la catastrophe, l'effondrement, les problèmes, et « ça ne va pas, on est mal gérés », à une époque, c'était des questions de dettes, après ça a changé... C'est toujours le même refrain ! C'est toujours le même refrain ! Et voyez, Antony a un ratio de désendettement aujourd'hui qui est de 11, presque de 10, et on maîtrise les dépenses, et nous sommes très attentifs à la façon dont les RH sont traitées... Voilà. Moi, je trouve qu'à force, vous devriez vous renouveler un peu quand même dans la critique.

**M. le Maire** : Mais ils se renouvellent puisque ce ne sont pas les mêmes ! Vos ancêtres ont tous été balayés et... vous allez subir le même sort !

**M. MAUGER** : Si vous le permettez, c'était seulement il y a un ou deux ans que l'on a découvert dans les documents du préfet le niveau d'endettement de la Ville. Il faisait un comparatif, puisque vous aimez les comparatifs, au niveau du Département, et on voyait que le niveau d'endettement d'Antony était devenu considérable, voilà. Donc c'est un sujet...

**M. le Maire** : Oui mais je vais vous expliquer pourquoi : les Villes qui ont beaucoup réalisé, Levallois vous disiez, Levallois a beaucoup réalisé et ses habitants sont très heureux de vivre à Levallois. Moi je n'y serais pas heureux mais ses habitants, eux, sont heureux. Pourquoi ? Parce qu'ils ont tous les équipements voulus, même si c'est au prix de dépenses effectivement élevées. Et nous on a fait la rue Mounié, on a fait la rue de l'Eglise...

**M. MAUGER** : Pour le centre-ville, on sait bien, c'est là que vous concentrez vos efforts et pas ailleurs.

**M. le Maire** : Oui et on ne fait rien ailleurs, c'est bien connu !

**M. MAUGER** : Et la question se pose pour l'ensemble des écoles d'Antony, pour l'ensemble des quartiers d'Antony.

**M. le Maire** : La Fontaine, c'est votre quartier, et vous voyez, nos efforts vont être axés sur La Fontaine, l'école La Fontaine va être transformée !

**M. MAUGER** : C'est une école !

**M. le Maire** : Eh bien, c'est pas mal déjà !

**M. MAUGER** : On en a 23 ? 23 écoles, c'est ça ?

**M. le Maire** : Ecoutez, on est sur l'école La Fontaine, l'US Métro, le gymnase, tout cela, c'est le nord de la Ville, et vous dites qu'on ne fait rien pour le nord de la Ville ! En bien si !

**M. MAUGER** : Pour l'US Métro, Monsieur Médan dit avoir rencontré des gens qui font du tir à l'arc et qui sont heureux de l'acquisition de l'US Métro mais il n'y a pas de tir à l'arc à l'US Métro !

**M. le Maire** : Non mais le rugby, le foot et le tennis sont heureux. Eh oui ! Ce n'est pas le tir à l'arc mais ce n'est pas grave.

**M. MEDAN** : C'est quelqu'un qui m'en a parlé, moi, je n'ai pas vérifié, mais il était pourtant dans ce club. Je vais mener mon enquête.

**Mme GENEST** : Si vous permettez peut-être un très rapide mot sur les RH puisqu'il y a eu quelques commentaires sur ce que j'ai présenté :

D'abord je remercie Monsieur Souchaud d'avoir souligné la qualité de notre politique RH et la continuité et cohérence par rapport aux besoins de la Ville. Mais je pense que je me suis certainement mal exprimé, en fait nous ne sommes pas en recul sur le budget RH mais en progression par rapport au réalisé 2025 dans le budget 2026 de 3,3 %, donc nous ne sommes pas en recul. Nous avons eu effectivement un moins réalisé sur l'année 2025 pour les raisons que l'on a expliquées, et nous avons l'intention d'augmenter les effectifs en 2026 en nous centrant sur les besoins des Antoniens et notamment sur la partie des crèches. Donc il n'y a aucun pilotage de la vacance de postes, ce n'est absolument pas ça, nous faisons face à des départs importants, des départs à la retraite, et nous maintenons le fait de développer les effectifs là où les Antoniens ont besoin d'avoir des services. Donc on ne peut pas laisser dire qu'on pilote

par la vacance de postes, ce n'est absolument pas vrai. On essaie d'avoir une politique équilibrée, à la fois pour développer les compétences, soutenir la qualité de vie au travail des agents et remplir les missions de service public.

**M. le Maire** : Très bien. Madame Huard.

**Mme HUARD** : Oui, moi je voudrais quand même dire qu'on ne doit pas effectivement croiser les mêmes personnes...

**M. le Maire** : Non, sûrement, sûrement !

**Mme HUARD** : Et nous on croise beaucoup de personnes qui s'expriment pour dire que sur Antony on ne peut plus se loger quand on est dans les classes moyennes ou les classes populaires. On ne peut plus se loger quand on voit des habitations comme à Jean Zay qui sont vendues à 8.500 € ou 9.000 € le mètre carré. Mais vous êtes très fiers d'avoir transformé Antony pour faire en sorte que les salariés modestes, les populations vulnérables ne puissent plus se loger à Antony ! Alors il ne faut pas s'étonner si la Ville des fois n'arrive pas à recruter des agents parce qu'ils ne trouvent pas de logement sur place, et si vous continuez comme cela, eh bien on aura effectivement une ville entièrement dédiée à des catégories aisées. Alors si vous, vous en êtes très satisfaits, je crois qu'il y a beaucoup d'Antoniens qui ne le sont pas justement.

**M. le Maire** : Alors Mme Huard, quand je suis arrivé ici, il y avait 16 % de logements sociaux, maintenant, on en a 25 %...

**Mme HUARD** : Mais on ne peut pas être fier de n'avoir pas encore atteint le seuil légal de la loi SRU !

**M. le Maire** : Si, on les a.

**Mme HUARD** : Non, vous ne les avez pas atteints, ils ne sont pas atteints.

**M. le Maire** : Si, on les a ! Madame Rambaut.

**Mme RAMBAUT** : Vous vous vantez de certains projets comme l'école Jean Zay, etc., mais vous avez oublié l'école Anatole France. L'autre jour je disais à quelqu'un...

**M. le Maire** : Non, on ne l'a pas oubliée.

**Mme RAMBAUT** : Anatole France, je disais à quelqu'un que cela faisait cinq ans qu'on nous la promettait, il m'a dit « non, cela fait 10 ans », vous voyez...

**M. le Maire** : Oui.

**Mme RAMBAUT** : Le problème, c'est que vous avez choisi vos projets, et c'est vrai que c'est un très gros problème, on a des remontées pour l'école Anatole France, c'est une école qui est en grandes difficultés, et qui devra être refaite mais ce sera dans 3 ou 4 ans, les habitants ont encore cette période à attendre.

**M. le Maire** : Très bien. Est-ce qu'il y a encore d'autres interventions ? Eh bien **le débat a eu lieu**, on peut en témoigner. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la tenue du débat.**

On passe maintenant au point 4, Madame Précetti a la parole.

## **II - URBANISME - AFFAIRES FONCIERES**

**4 - ANTONYPOLE - CESSION A LA SOCIETE IN'LI D'UNE  
EMPRISE D'ENVIRON 3 775 M<sup>2</sup> A EXTRAIRE DE LA PARCELLE CM  
214 SISE 5 AVENUE MAURICE RAVEL : ADOPTION D'UN AVENANT  
N°1 A LA PROMESSE DE VENTE.**

**(Rapporteur : Mme Perrine PRECETTI)**

**Mme PRECETTI :** C'est un avenant à une promesse de vente que l'on a déjà vue, dont on a déjà eu une délibération il y a quelque temps. Pour rappeler le contexte, en 2021 un protocole tripartite a été signé entre la société IN'LI, qui fait du logement intermédiaire et social, Hauts-de-Bièvre Habitat et la Ville, pour augmenter le parc de logements sociaux de la ville. Le protocole, l'accord en tout cas, c'était que Hauts-de-Bièvre Habitat achetait 107 logements à la société IN'LI et qu'en contrepartie la Ville cédait les terrains à cette société sur Antonypole pour créer 150 logements dont 43 sociaux. Donc en réalité la différence positive était 43 logements sociaux supplémentaires.

Cette opération au passage se réalisera sur deux terrains distincts. En décembre 2024, donc il y a presque un an, une première délibération



avait été passée pour une promesse de vente signée entre IN'LI et la Ville pour la construction de 66 logements intermédiaires, donc une première phase à ce projet du terrain situé avenue Maurice Ravel. Aujourd'hui ce projet d'IN'LI a évolué, il sera en réalité composé de 49 logements intermédiaires et 17 logements sociaux, ce qui modifie finalement la charge foncière, et clairement le prix des terrains. Et donc le prix de vente baisse et s'élèvera à 3.329.100 € hors taxes pour la réalisation de ces fameux logements dont je viens de vous parler, à savoir 49 intermédiaires et 17 sociaux.

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir approuver la fixation des prix à 1.000 € du mètre carré pour l'intermédiaire et 450 € du mètre carré pour le social, d'approuver la cession à la société IN'LI de l'emprise adressée 5 avenue Maurice Ravel pour un prix de 3.329.100 €, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à cette promesse de vente qui a été faite en décembre 2024 ; également de signer l'acte authentique de vente sous condition de caractère non exécutoire de la délibération, et qu'en garantie le prix de vente soit séquestré. Je vous remercie.

**Mme HUARD** : Cet avenant correspond à l'introduction d'une partie de logement social dans ce programme. Donc effectivement, nous voterons Pour parce que nous sommes favorables à la construction de logements sociaux sur Antony ; on note quand même que sur l'ensemble

du programme, aujourd'hui là il s'agit de 25 % dans cette parcelle, sur l'ensemble du programme, ce sera un peu plus de 28 %, c'est encore moins toujours que les 30 % qui sont demandés par l'Etat sur la zone Antypole. Donc vous êtes encore un petit peu en-dessous et encore une fois, c'est quand même caractéristique aussi à Antony, les logements sociaux sont situés dans les zones les plus exposées à la pollution. Sur cette parcelle, on est à 150 mètres du faisceau des voies autoroutières, de l'A6 et de l'A10, il y a six voies. Et il n'y aura pas de bâtiment écran pour les protéger de ce côté-là. Pour l'autre terrain, c'est prévu à 80 mètres de l'autoroute. Donc selon les documents que l'on a eus, l'ambiance de bruit restera supérieure aux valeurs recommandées par l'OMS, ce qui est dommageable pour les habitants. ...

**M. le Maire** : Non.

**Mme HUARD** : On a une question : ce terrain est en dehors de la ZAC, le permis de construire est déjà déposé, alors qu'en est-il du respect des préconisations qui normalement s'appliqueront en principe dans cette ZAC concernant l'isolation phonique et thermique en matière de confort d'été ? Parce que si l'on ne peut pas ouvrir les fenêtres pour se rafraîchir, il faudra quand même avoir un certain confort d'été minimal. Et comme on sait que c'est un élément généralement peu pris en compte par les opérateurs et les promoteurs, est-ce qu'il y aura des garanties que ces

logements respecteront les caractéristiques suffisantes pour assurer le confort aux habitants ?

**Mme PRECETTI** : Alors deux éléments de réponse : les deux terrains dont vous parlez, l'un sera protégé de l'autoroute par une forêt urbaine, donc je pense que ça peut faire un peu écran...

**Mme HUARD** : Cette forêt urbaine, elle ne fera pas écran aux bruits pour des habitations situées en hauteur.

**Mme PRECETTI** : Vu la densité plantée, je pense que cela permettra quand même de bien couper le son. D'autre part, l'autre terrain, et on vous l'a déjà expliqué, il a déjà fait l'objet d'explications, sera derrière en fait de l'écran ou de la fameuse vitrine économique qui permettra justement de faire une barrière aux bruits de l'autoroute.

**M. MAUGER** : Là sur la parcelle et demie dont on parle, entre l'autoroute et la parcelle et demie, c'est le concessionnaire Mercedes de Wissous. Donc il n'y a pas de forêt urbaine, pas d'écran ni quoi que ce soit. Ils sont exposés au bruit de manière directe. Donc non...

**M. le Maire** : ils sont à 150 mètres.

**M. MAUGER** : Ils sont à 100 mètres de l'autoroute à peu près.

**M. le Maire** : 150.

**M. MAUGER** : Et là, vous n'allez rien pouvoir faire.

**M. le Maire** : Non, ils sont de l'autre côté de la rue, ils sont presque à 200 mètres. Ils sont loin. Ils sont très loin.

**M. MAUGER** : En tout cas, ils ont...

**Mme PRECETTI** : Ils seront à la même distance que les habitants de la rue de l'Aubépine avec des normes de construction bien plus modernes...

**M. MAUGER** : Vous avez raison, pour la rue de l'Aubépine le préfet a demandé une étude de bruit, vous êtes au courant Monsieur le Maire ?

**M. le Maire** : Non, rue de l'Aubépine, ils sont là depuis 50 ans,

**M. MAUGER** : Vous ne lisez pas les enquêtes, Monsieur le Maire...

**M. le Maire** : Ecoutez, ils vivent là depuis 50 ans !

**M. MAUGER** : Oui.

**M. le Maire** : Les prix des pavillons augmentent sans arrêt, et vous croyez qu'ils sont si malheureux ?

**M. MAUGER** : En 2024 le préfet a dit qu'il y aurait une étude de bruit pour la rue de l'Aubépine.

**M. le Maire** : C'est possible, écoutez, je n'en sais rien ...A moi, il ne l'a pas dit, du tout !

**M. MAUGER** : Vous ne lisez pas vos courriers M. le Maire.

**M. le Maire** : Personne ne le sait ici à part vous !

**M. MAUGER** : Ce que je regrette...

**M. le Maire** : En tout cas, à l'Aubépine, certains sont là depuis 50 ou 60 ans et ils vivent très bien, ils sont heureux de vivre là, et ils ne m'ont

jamais dit qu'il y avait trop de bruits. Non, c'est une blague. C'est une fake News !

**M. MAUGER** : En plus rue de l'Aubépine, ce sont des pavillons qui ne sont pas en hauteur...

**M. le Maire** : Ce ne sont pas des logements en hauteur.

**M. MAUGER** : Oui, c'est ce que je dis, là, on parle de logements en hauteur et ils auront de manière directe le bruit de l'autoroute ; on est bien d'accord ?

**M. le Maire** : Ils seront à 200 mètres de l'autoroute.

**Mme PRECETTI** : Avec des normes constructives qui sont actuelles et qui tiennent compte justement de toutes ces contraintes, ils sont bien mieux isolés de tout point de vue du froid, du bruit, ...

**M. MAUGER** : Bien sûr, oui ! Raison pour laquelle j'ai demandé le permis de construire de ces logements.

**M. le Maire** : Très bien. Vous vous méfiez d'IN'LI ?

**M. MAUGER** : Des permis de construire que vous accordez, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Mais c'est IN'LI.

**M. MAUGER** : Oui mais le permis de construire, c'est vous qui le signez, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Bien sûr.

**M. MAUGER** : Donc vous pouvez demander une meilleure isolation phonique.

**Mme PRECETTI** : Il n'y a pas de problème. On a surtout l'impression que vous êtes assez opposés à chaque fois à la construction de logements, or je pense qu'il y a quand même un certain nombre de Franciliens qui ont besoin d'être logés, et en particulier dans des logements sociaux. C'est étonnant.

**M. MAUGER** : En bordure d'autoroute, non.

**Mme PRECETTI** : C'est exactement l'inverse.

**M. le Maire** : On n'est pas en bordure ! Ne dites pas n'importe quoi !

**M. MAUGER** : Vous l'avez déjà fait près de l'A 86, donc on se méfie.

**M. le Maire** : Là on est à 150 mètres ou 200 mètres de l'autoroute, facilement, on est loin, très très loin !

**M. MAUGER** : On vérifiera. Non, on n'est pas très loin.

**M. le Maire** : Allez, on passe au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

**5 - ACQUISITION DU LOT DE COPROPRIETE N°11 DU CENTRE COMMERCIAL FONTAINE MOUTON SIS 2 AVENUE FONTAINE MOUTON/ALLEE DU NIL/SQUARE DU ST LAURENT CADASTRE BH 302.**

**(Rapporteur : Mme Perrine PRECETTI)**

**(Lecture du rapport de présentation.)**

**M. le Maire** : Madame Rambaut.

**Mme RAMBAUT** : Nous avons vu en commission que vous vouliez continuer l'action en faveur du centre commercial Fontaine Mouton, investir dans un espace inactif va dans ce sens. Cette copropriété regroupe des commerces d'activités d'hyper proximité, commerces de bouche, boulangerie, restaurant, des activités de Santé, le cabinet médical, le social, le GIF, France Services, l'ancien PIMMS, et il se situe sur une place qui comporte un supermarché, un laboratoire, un restaurant et la médiathèque pour l'activité culturelle. Ils forment un ensemble qui devient cohérent. Cette zone commerciale ne doit toutefois pas être abandonnée. Alors, j'ai trois choses à dire sur ce sujet :

- L'entretien plus régulier de la zone commerciale et du quartier, en particulier du parking souterrain. Je vous invite à prendre l'escalier qui va au parking sans respirer ! C'est important, quand on gare sa voiture et que l'on paye quand même 50 € par mois pour la garer, on ne peut pas accepter de telles conditions.
- Deuxième chose, la proximité du RER Les Baconnets, c'est une zone de passage très important et je dirais que les toilettes sont

indispensables pour les habitants du quartier, on les rencontre souvent et ils nous le disent à chaque fois.

- Dynamiser la médiathèque en élargissant les heures d'ouverture qui sont actuellement de 23 heures hebdomadaires contre 36 heures à Anne Fontaine. Le centre commercial Fontaine Mouton est ancien, à quand sa réfection ? Vos réalisations des dernières années portent sur le centre-ville, or il y a des commerces en dehors de la rue de l'Eglise et de la rue Mounié. Je m'égare, je sais, revenons donc à notre Mouton.

Évidemment, nous sommes favorables à cette acquisition d'autant que ce lot commercial étant dans la zone du cabinet médical, vous nous facilitez la tâche, nous allons pouvoir réaliser un très beau centre municipal de Santé. Merci. Nous voterons Pour évidemment.

**Mme VERET** : Je vais vous répondre quand même parce que je n'entends pas quand vous dites qu'on ne s'occupe pas de ce quartier, j'y étais encore ce midi, j'ai passé deux heures avec eux. On n'en parle pas à chaque fois mais ce midi j'ai encore passé deux heures à discuter avec eux, avec le président de l'association et tous les commerçants, j'ai passé du temps à écouter ce qu'ils voulaient, donc vous ne pouvez pas dire que l'on ne s'occupe pas d'eux, là je ne suis pas d'accord, je suis désolée. On est vraiment dans ce quartier, dans des quartiers qui sont pénalisés



comme ces quartiers-là, on y est très souvent, on n'en parle pas mais on y est. La preuve, j'y étais ce midi, Madame.

**Mme RAMBAUT :** Je sais que vous y êtes mais comment vous expliquez qu'il y ait des problèmes comme cela dans ce parking ? C'est vrai que les horaires de la médiathèque sont réduits alors qu'il y a des toilettes à la médiathèque qui aident beaucoup les gens, ce serait utile, c'est un complément... C'est vrai que si vous regardez sur une carte les emplacements des toilettes sur la Ville, vous verrez que ce quartier-là est extrêmement déserté sur ce problème.

**Mme VERET :** On en a justement parlé ce midi avec l'équipe. Actuellement des personnes comme vous, comme moi, toutes les personnes peuvent aller dans ce quartier, il y a un café qui est présent, vous allez boire un petit café et même sans boire un café, il vous offre les toilettes si vous avez besoin d'y aller.

**Mme RAMBAUT :** Mais enfin, vous avez vu... Il y a une densité de population dans ce quartier qui est quand même extrêmement importante, plus le passage du RER. Regardez les cartes en général, là où l'on installe des toilettes. On a même des gens qui m'ont dit qu'ils avaient soumis au budget participatif une demande de toilettes dans ce quartier. Donc il y a un réel besoin !

**Mme VERET :** On l'entend !

**M. BEN ABDALLAH :** Si vous m'autorisez juste une petite intervention, pardon je voudrais intervenir parce que je suis obligé de le faire, je vous prie de m'excuser : les problématiques de ce parking, elles sont connues, elles sont difficilement gérables mais il ne faut pas lier la situation de propreté de ce parking aux habitants, c'est lié à des occupations sauvages en hiver par un certain nombre de personnes sans domicile fixe. Et on a déjà essayé de gérer ce problème, y compris socialement, en rencontrant les personnes concernées, on n'a pas encore réussi à cerner intégralement ce problème. Donc effectivement, on aurait pu être plus rudes et empêcher ces gens d'occuper ces lieux, des gens qui refusent d'ailleurs une aide sociale, il faut le savoir. Il faut le savoir. Et voilà. J'ai une personne en tête, d'ailleurs, que vous pouvez voir de temps à autre devant la gare des Baconnets, et ce n'est pas la seule mais c'est un problème récurrent effectivement, les services s'emploient régulièrement à nettoyer ces accès, je sais cela, la colère aussi des commerçants, mais voilà, ce n'est pas aussi simple que cela y paraît. Et je refuse de dire que ce sont les habitants de ce quartier qui rendent ce parking dans l'état où il est. Ce n'est pas vrai.

**Mme RAMBAUT :** Oui c'est ce que je dis. Donc il y a un problème au niveau de l'entretien, puisqu'il n'y a qu'une personne...

**M. BEN ABDALLAH :** Vous n'avez pas entendu ce que je vous ai dit Madame Rambaut. Je vous ai dit que les services intervenaient, qu'en

revanche il y a des occupations « transitoires » et un peu sauvages qui se font, et qui se font dans de mauvaises conditions. Est-ce qu'on va pourchasser ces gens ? On essaye de les aider.

**Mme RAMBAUT** : Ce n'est pas ce qui m'a été dit, notamment sur les équipes d'entretien qui passent un peu moins souvent et qui ne sont pas passées pendant six mois à une certaine période.

**Mme PRECETTI** : Merci chère collègue. Il y a des sujets sur le quartier certainement mais je crois qu'on s'éloigne vraiment du sujet, puisque là il s'agit que la Ville se rende justement propriétaire d'un certain nombre de locaux pour pouvoir apporter de nouveaux services au quartier et en particulier une Maison de Santé en adéquation avec les besoins. Merci.

**M. le Maire** : On va agrandir la maison de santé actuelle, on va doubler sa surface en achetant les locaux commerciaux voisins. Voilà, c'est clair. Monsieur Bessenay ?

**M. BESSENAY** : C'est juste une explication de vote : on votera Pour, pour cette raison, pour l'agrandissement de l'espace de Santé.

**M. le Maire** : Merci monsieur Bessenay.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

### **III - TRAVAUX - CONTRATS**

**6 - ADOPTION D'UNE CONVENTION A PASSER AVEC LA  
SOCIETE CRAM SAS RELATIVE A L'UTILISATION DU DISPOSITIF  
DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE POUR PROMOUVOIR  
ET VALORISER LES OPERATIONS DE MAITRISE DE L'ENERGIE.**

**(Rapporteur : M. Eric ARJONA)**

**(Lecture du rapport de présentation.)**

**M. le Maire** : Monsieur Doyen ?

**M. DOYEN** : Je vous remercie. Je vous rejoins sur le fait que l'obtention des certificats d'économie d'énergie est un parcours du combattant et que ce n'est pas si évident que cela, donc que la Ville se fasse aider est une très bonne chose. Par contre j'ai une question : est-ce que nous sommes toujours membres de la FNCCR, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, qui offre ce service gratuitement à ses adhérents ? Elle va collecter, faire des dossiers de crédit, de CEE justement et on paie une cotisation, en tout cas je le crois, donc je ne vois pas pourquoi on va dédoubler ce service en payant une société qui va se payer sur un pourcentage. Le SIPPEREC le fait aussi mais je sais qu'il ne le fait que sur des projets d'assez grande ampleur et donc je me pose la question de l'intérêt de cette démarche, alors que l'on a déjà quelqu'un qui le fait, on est accompagnés déjà.

**M. ARJONA** : Alors cela dépend. S'agissant du SIPPEREC, il a été constaté, c'est l'observation des travaux que l'on a fait avec eux, qu'ils ne le font pas forcément bien et donc c'est la raison pour laquelle on a cherché d'autres opérateurs. S'agissant de l'adhésion à la FNCCR, je ne sais pas, on va vérifier et ça a le mérite d'ailleurs d'être vérifié, et on reviendra vers vous pour vous dire ce qu'il en est, mais là je ne sais pas répondre ce soir à votre question.

**M. DOYEN** : Ceci étant, dans la mesure où je pense que nous avons déjà ce service et que nous l'avons du coup gratuitement, nous voterons contre cette convention, pour ne pas doubler quelque chose et aller payer une prestation que nous avons gratuitement.

**M. le Maire** : Très bien, eh bien écoutez, tant mieux.

**(Vote à main levée : délibération adoptée par 43 voix Pour et 4 voix Contre.)**

**7 - ADOPTION D'UNE CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE ET LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE LA BIEVRE (SIAVB) POUR L'ENTRETIEN DU RU DES GODETS A ANTONY.**

**(Rapporteur : Mme Perrine PRECETTI)**

**(Lecture du rapport de présentation.)**

**M. le Maire** : Des questions ? M. Bessenay.

**M. BESSENAY** : Lors de la présentation en commission, on a eu l'occasion de soulever effectivement le point : bien sûr ces travaux d'entretien doivent se mener en cohérence avec les futurs travaux de réaménagement du Parc Heller et avec la renaturation de la Bièvre. Donc c'est une continuité.

**Mme PRECETTI** : Oui, c'est une continuité, bien sûr ces deux projets ne peuvent pas être dissociés et il se trouve que le SIAVB est aussi partie prenante et est une aide forte également dans l'élaboration du projet de la renaturation de la Bièvre.

**M. le Maire** : On passe au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

#### **IV - VALLEE SUD GRAND PARIS**

##### **8 - AVIS DE LA COMMUNE SUR LA CREATION DE LA ZAC ANTONYPOLE A ANTONY.**

**(Rapporteur : M. le Maire)**

**M. le Maire** : Antonypole, nous y travaillons depuis bientôt 20 ans. Le nom d'Antonypole a été créé par Jean-Paul Dova en 2007 ou 2006, donc voyez, ce n'est pas nouveau. Et donc nous arrivons à la phase finale, c'est-à-dire la création de la ZAC, qui est faite par le Territoire parce que la

loi que vous aviez soutenue a donné le pouvoir au Territoire, nous ne l'avons plus. Mais enfin c'est nous qui avons préparé le terrain de tout le projet d'Antonypole et donc maintenant, nous devons donner seulement un avis sur la création de cette ZAC.

Il est vrai qu'on en parle depuis très longtemps, et donc ce n'est pas la peine de revenir de nouveau exposer tout ce que l'on s'est dit depuis des années. Donc vous avez la parole. Qui est-ce qui veut s'exprimer là-dessus ? Monsieur Mauger ?

**M. MAUGER** : Vous voudriez que l'on vous épargne sur ce sujet apparemment. Eh bien ce ne sera pas le cas. On va rappeler notre position sur les grandes lignes de ce projet puisqu'on n'approuve pas les orientations du projet de ZAC. Nos craintes sont sur plusieurs ordres, notamment :

- La concentration, la construction de 4.600 nouveaux logements dans un secteur soumis à de multiples nuisances, raison pour laquelle jusqu'ici c'était une zone industrielle. C'est de l'ordre de 10.000 nouveaux habitants qui seront dans ce secteur. L'étude acoustique de l'étude d'impact montre, comme nous l'avions dit, la présence de points noirs de bruit (PNB) ; l'étude Air et Santé montre le dépassement de certaines valeurs de seuils, notamment au niveau des normes OMS ; les documents sont assez elliptiques sur la compatibilité avec d'autres

documents de normes supérieures, par exemple le Plan National Santé Environnement, il est juste mentionné que le projet n'est pas concerné sans que l'on sache exactement pourquoi, il n'y a pas d'explication sur ce point. Cela, c'est pour le volet Environnement.

- En ce qui concerne les équipements publics, en commission on nous a dit qu'il existait vaguement une étude de la Ville qui justifiait de se contenter d'une crèche et d'une école, ce qui a été fait pour Jean Zay, mais il faut voir qu'il y a un rapport complètement différent qui va de 1 à 10 en termes de nombre de logements dans le projet. Donc on aimerait bien avoir cette étude.... Là, vous semblez faire un pari.

- Au niveau économique, le projet consiste à repartir d'une page blanche, puisque tous les bâtiments sont destinés à être rasés à l'exception d'un bâtiment Akzo Nobel, donc relativement peu de possibilités pour les entreprises de rester sur site. On n'a pas vraiment de chiffrage de l'équation financière. Alors peut-être une question précise : à combien sont évalués les droits à construire sur l'ensemble de la ZAC ? Et par ailleurs même sur le nombre de logements projetés, les chiffres sont différents selon que l'on se fie à ce document de création de ZAC ou que l'on regarde l'étude de faisabilité de votre réseau de chaleur qui mise sur 1.000 logements de plus au niveau du projet Antonypole. Donc voilà, on navigue un petit peu à vue et d'ailleurs c'est



depuis le début de ce projet qu'on a vu une dérive d'abord lente, mais maintenant certaine sur un projet déséquilibré en termes de projet mixte ; en effet, normalement on devait avoir une partie économique relativement importante et maintenant, cela devient essentiellement du logement puisque les immeubles d'activité économique sont juste destinés à protéger les habitants dans votre projet du bruit de l'autoroute, ce dont on doute un petit peu.

Pour illustrer ce sujet économique, l'une des premières entreprises que vous avez poussée à partir, c'est Essilor puisqu'ils souhaitaient s'agrandir et en 2021 vous avez refusé cet agrandissement. Ils sont partis à Wissous et il y a quelques mois il y a eu une visite du Président de la République pour mettre en valeur les 70 millions d'investissement et les 300 emplois visés dans le cadre de ce projet. Donc là je pense qu'on a raté le coche ; à l'heure de la réindustrialisation Antony fait le contraire et demande aux entreprises de partir. À l'époque, d'ailleurs c'était fin 2020, ce n'était pas 2021, je me suis trompé, vous nous aviez répondu : « je ne cherche pas à préserver les emplois », cela résume effectivement votre position sur le sujet. Vous visez plutôt la création de bureaux, on en voit le résultat au niveau de la Croix de Berny puisque la plupart des bureaux se vident.

Enfin, il y a des choses qui sont hors ZAC et qui ne sont pas chiffrées, puisque ni le CTM, ni l'école ni le collège actuel ne figurent dans le projet.

Et dans les documents auxquels je faisais allusion tout à l'heure sur l'étude de faisabilité du réseau de chaleur, il était mentionné qu'il y aurait là aussi plusieurs centaines de logements. Donc est-ce que vous pouvez nous donner les chiffres sur les logements qui sont prévus à l'emplacement du CTM actuel et du groupe scolaire et du collège ?

Voilà. Il y a un manque de justification sur les équipements publics qui vont accompagner ce projet ; il y a aussi un manque d'études d'impact au niveau du trafic, il va y avoir 10.000 habitants environ supplémentaires et les études de trafic ne tiennent pas véritablement compte de ces 10.000 habitants supplémentaires, on s'en inquiète ainsi que les habitants des quartiers riverains. Et d'ailleurs, sur le respect des normes que vous mettez en avant, les normes phoniques au niveau des appartements, on peut craindre un petit peu la même chose que dans la ZAC Jean Zay où finalement nombre de propriétaires se retournent contre leur promoteur et la Ville s'en lave les mains. Est-ce que vous aurez la même attitude sur le projet Antonypole ?

On a déjà vu d'ailleurs sur la ZAC Jean Zay la difficulté au niveau des ventes de logements, et comme on le disait déjà tout à l'heure, ça a l'air d'être encore pire au niveau du projet Antonypole.

Voilà. Tout cela donne l'impression que ce projet et la tournure qu'il a prise est motivé essentiellement par la nécessité d'éponger la dette de la Ville, vous comptez sur la vente de terrains. Si l'on chiffre les 320.000

mètres carrés de logements par rapport au coût de sortie habituel, on est de l'ordre du milliard d'euros de chiffre d'affaires pour les promoteurs, est-ce que vous confirmez ces chiffres ?

**M. le Maire** : Ecoutez, nous avons déjà répondu 36 fois à ces arguments que vous répétez inlassablement depuis des années, depuis deux ans au moins en tout cas, et donc on ne va pas y répondre de nouveau. C'est notre projet, on ne peut pas donner un avis négatif sur notre projet. Donc on va passer au vote.

**M. MAUGER** : Non, il y a des questions que j'ai posées ce soir auxquelles vous n'avez pas répondu. Quel est le chiffre d'affaires de la part des promoteurs sur l'ensemble de la ZAC ?

**M. le Maire** : Je ne vais pas répondre. Je ne sais pas.

**M. MAUGER** : Quel est le montant des droits à construire ?

**M. le Maire** : Je ne sais pas. Ce n'est pas le sujet.

**M. MAUGER** : On nous demande de voter sur un projet...

**M. le Maire** : Les éléments financiers, vous les aurez plus tard, on l'a vu l'autre jour. Aujourd'hui, le sujet est la création de la ZAC.

**(Vote à main levée : délibération adoptée par 43 voix Pour et 4 voix Contre.)**

**9- ADOPTION D'UNE CONVENTION DE FINANCEMENT A  
PASSER AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL VALLEE  
SUD GRAND PARIS POUR L'ENFOUISSEMENT DES LIGNES A  
225 000 VOLTS TRAVERSANT LA COMMUNE D'ANTONY.**

**(Rapporteur : M. Pierre MEDAN)**

**M. le Maire** : Des questions ? Monsieur Mauger.

**M. MAUGER** : Oui, alors là, pour le coup on a des chiffres, mais on se demande comment on va financer tout cela, puisque l'enfouissement, il est justifié par le projet de ZAC. Pour le dossier précédent, vous n'aviez pas de chiffres, donc on est un peu dans l'inconnue financière de manière absolument typique. Là on voit que le reste à charge pour la Ville devrait être de l'ordre de 27 M€, ce n'est pas une paille. Et d'ailleurs, l'étude d'impact de la partie enfouissement qui est présente dans le document de la délibération précédente n'examine aucun scénario alternatif comme nous aurions souhaité que ce soit le cas.

**M. le Maire** : Donc vous refusez cette subvention de 8,4 M€ ?

**M. MAUGER** : Vous n'avez pas encore demandé de passer au vote, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Non, mais vous refusez la subvention ?

**M. MAUGER** : On va s'abstenir.

**M. le Maire** : Très bien, on passe au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée par 43 voix Pour et 4 Abstentions.)**

**10- COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DE  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL VALLEE SUD GRAND  
PARIS – ANNEE 2024.**

**(Rapporteur : M. le Maire)**

**M. le Maire** : Avez-vous des questions ?

**M. MAUGER** : C'est vraiment le service minimal alors que c'est une obligation légale que vous n'avez jamais appliquée jusqu'ici, vous avez fini par le faire parce que je vous ai un peu poussé dans vos retranchements au dernier conseil du Territoire. Très bien. Il y a quand même un certain nombre de choses à dire, dans le quotidien des Antoniens il y a un certain nombre de services qui relèvent du Territoire et vous ne souhaitez pas en dire un mot, Monsieur le Maire ?

Très bien. Alors moi je vais peut-être mettre en exergue quelques sujets que je trouve importants au niveau du Territoire : Il faut bien comprendre que c'est une instance où il y a de l'ordre de 70 élus où sont principalement représentés les élus des majorités municipales. Antony a la chance et c'est une des rares villes à avoir des conseillers territoriaux d'opposition par rapport au conseil municipal, on est de l'ordre d'une petite dizaine. Et l'instance est assez particulière en ceci que les votes sont

essentiellement contraints, contraints en vertu d'un Pacte de Territoire que vous avez passé avec vos collègues, qui interdit à toute personne des majorités municipales, qu'elles soient de droite ou de gauche, de voter contre des projets du Territoire. Donc c'est une ambiance assez lourde où l'on a régulièrement un Vice-Président du Territoire qui rappelle à l'ordre les personnes qui seraient tentées de s'abstenir et appartenant à une majorité municipale quelle qu'elle soit. Moi, c'est un mode de fonctionnement qui me choque profondément, qui est absolument antidémocratique et vous êtes partie prenante de ce pacte de territoire, ce que je regrette bien évidemment.

Parmi les sujets que j'ai essayé de porter au sein du Territoire, il y a notamment le permis de louer, où là encore, à force de revenir sur le sujet, il va visiblement enfin être mis en place lors du prochain Conseil de Territoire qui va avoir lieu à Vasarely le 10 décembre, et c'est enfin une bonne chose. Le sujet semblait relativement épineux et il semblerait que le périmètre va en être considérablement réduit et ne couvrira pas tous les logements de 18 m<sup>2</sup> comme c'était la demande initiale, ce que je regrette.

Autre sujet qui est du ressort du Territoire : c'est l'encadrement des loyers. Il a été dit assez rapidement en fait au début du mandat que les conditions nécessaires étaient requises sur l'ensemble du Territoire pour passer à l'encadrement des loyers. Ce n'est malheureusement pas la volonté, cela fait partie des points qui étaient déjà à notre programme en

2020 et qui le seront à nouveau pour le prochain mandat. On espère être entendus sur ce point.

L'un des sujets du Territoire, c'est aussi la Culture, notamment le conservatoire et le théâtre. Les années passées, le théâtre l'Azimut avait bénéficié de subventions exceptionnelles et le théâtre a appris que ce ne serait pas le cas en 2026. Là c'est donc peut-être un point d'alerte sur le budget du théâtre mais il faut bien voir qu'il y a des réductions de financement un petit peu à tous les niveaux et la somme de ces réductions peut être lourde à porter par le théâtre. Donc je pense qu'il faut être vigilants sur ce point-là.

Et on sait, enfin on vous entend régulièrement sur le sujet lorsqu'on on vous engage à déléguer certaines compétences au Territoire, que vous êtes très frileux, ça pourrait être la voirie, ça pourrait être les équipements sportifs, ça pourrait être l'éclairage public, la plupart des maires voisins estiment que c'est une manière en période de rigueur budgétaire d'optimiser les choses. Ce n'est pas votre cas et on a vu la situation financière de la Ville où, comme je le disais, on est la troisième Ville la plus endettée en France dans notre strate.

Une autre alerte : ce sont les lignes de Vallée Sud Bus. Vous savez que sur les lignes de Bus d'Antony il y en a une partie qui sont du ressort d'Île-de-France Mobilités et d'autres qui ont été confiées au Territoire parce que la Région n'a pas considéré que c'était des lignes structurantes. Et il

ressort des dernières commissions du Territoire que le coût de ces lignes a augmenté et pourrait faire l'objet d'une réflexion sur le fait de maintenir ces lignes ou pas. Donc moi j'aimerais qu'on ait une certaine transparence avant les élections municipales sur quelle est votre volonté à vous, Monsieur le Maire, mais aussi celle du Territoire, sur le maintien de ces lignes ? On a vu que dans le dernier appel d'offres, l'opérateur a été reconduit, mais avec des horaires d'été élargis et avec des suppressions de bus sur les horaires tôt le matin, ce qui pénalise évidemment les gens qui ont recours aux transports en commun pour se rendre à leur travail.

Enfin, dernier sujet peut-être pour illustrer un petit peu tout ce qui est l'étendue des compétences du Territoire : le PLU, qui est devenu PLU intercommunal. En fait il ne s'agit malheureusement pas d'un objectif de cohérence à l'échelle du Territoire, et je le regrette. C'est un véritable patchwork des PLU des différentes communes où l'on voit des objectifs de mixité sociale divers et variés à l'échelle du Territoire là où l'on aurait pu attendre un objectif commun. Et d'ailleurs c'est un document qui est devenu extrêmement difficile à s'emparer pour les habitants qui aimeraient savoir quelles sont les règles de construction sur leur parcelle. Et là je pense que la Ville pourrait jouer un rôle pour augmenter la lisibilité de ce document où il y a quantité d'indices absolument illisibles pour comprendre la hauteur maximale de construction, pour comprendre le pourcentage de pleine terre



requis, pour comprendre quels sont les droits à construire sur leur propre parcelle. Voilà.

Je trouve dommage que vous restiez silencieux sur le sujet quand on voit un petit peu l'étendue des choses qui sont pour certaines du quotidien des habitants.

**M. le Maire** : D'autres souhaitent s'exprimer ? Madame Huard, non ? Eh bien, le rapport a été présenté.

**M. MAUGER** : C'est à vous de répondre, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Non, je ne réponds pas, je n'interviens pas. Vous vous êtes exprimé, c'est très bien. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la communication du rapport.**

Donc on passe maintenant au sujet suivant avec Claire Genest.

## **V - PERSONNEL**

### **11- COMMUNICATION DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024.**

**(Rapporteur : Mme Claire GENEST)**

**Mme GENEST** : Je vais présenter le RSU que vous attendez tous chaque année. Je vais essayer d'être rapide puisque cela a été présenté en commission. C'est une photographie en fait de la situation de la Ville en matière sociale avec quelques chiffres. Je rappelle que c'est un exercice dont les indicateurs nous sont imposés par le CIG et donc il faut prendre

un petit peu de recul par rapport à la valeur de ces indicateurs. En tout cas la comparaison se fait avec les autres communes du CIG de taille comparable, ce qui nous permet de nous situer sur un certain nombre d'indicateurs.

Première chose : les effectifs. La photographie qui est proposée est une photographie des effectifs au 31 décembre. Vous pouvez comparer ici le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024. Je rappelle qu'il n'y a aucun chiffre 2025 dans cette présentation.

Nous sommes, à quelques agents près, un tout petit peu au-dessus au 31 décembre 2024, ce sont les agents qui sont présents dans la collectivité au 31 décembre. Donc cela n'a rien à voir avec le nombre d'ETP moyen dont on a parlé tout à l'heure. On voit que l'on a une stabilité totale du nombre de fonctionnaires, qui sont pour 79 % des agents employés par la Ville et on peut comparer avec le pourcentage des agents fonctionnaires dans les collectivités voisines qui est de 73 %, donc on a un peu plus de fonctionnaires.

On a une hausse des agents contractuels que vous pouvez constater, qui est essentiellement liée à la politique de contractualisation dont je vous ai parlé tout à l'heure.

62 % des agents municipaux sont des femmes et donc c'est assez proche de ce qui se passe dans les autres collectivités, et l'âge moyen est

de 46,31 ans, ce qui est l'âge moyen à peu près des agents dans les autres collectivités du CIG de même taille.

Ensuite on a une lecture d'effectifs par catégorie hiérarchique et par filière : à ce jour on n'a pas grand-chose de nouveau. Vous voyez la répartition des différentes catégories hiérarchiques, il a pu y avoir des petits mouvements mais globalement cela reste assez stable. Les deux tiers des agents sont en catégorie C, un tiers restant se répartit entre catégorie A et catégorie B. C'est une répartition assez proche de celle que l'on constate dans les communes environnantes de la petite couronne et de la taille d'Antony.

On continue ensuite sur les arrivées des agents. Ce sont essentiellement des arrivées de contractuels, alors ne cherchez pas forcément trop à faire des additions sur ces pourcentages parce que c'est une synthèse. On peut en tout cas comparer avec la moyenne du CIG, on a un peu plus de contractuels et un peu plus d'arrivées de fonctionnaires mais globalement on peut en conclure que dans la plupart des collectivités de notre région, on recrute majoritairement des contractuels et ce n'est pas donc une spécificité d'Antony, même si l'on a un score qui est légèrement supérieur aux collectivités de même taille.

On continue ensuite sur les départs et les motifs des départs. Vous voyez clairement que 21 %, c'est beaucoup, et ça c'est lié directement aux départs à la retraite, et c'est 4 % de plus que ce qui se passe dans les

autres communes, donc c'est clairement lié bien entendu à la démographie et à la pyramide des âges que l'on a dans la collectivité. Donc on a des fins de contrats qui sont un peu moins importantes, on a des missions qui sont à trois points au-dessus et donc globalement le principal motif de départ c'est la retraite, donc il faut s'attendre à ce que ce score élevé se poursuive dans les années à venir parce que la pyramide étant ce qu'elle est, on va avoir des départs à la retraite massifs, et ça ce n'est pas une spécificité particulière d'Antony.

Sur l'absentéisme : Alors là c'est un peu compliqué à lire mais je vais essayer de vous en faire une lecture plus rapide. Il faut regarder l'absentéisme global ; on parle de 7 % à peu près, un petit peu moins, 6,4 en 2023/2024 qu'il faut comparer avec un 7,9 sur les collectivités de la petite couronne, et donc globalement on a un taux d'absentéisme qui d'abord a un peu diminué entre 2023 et 2024, et qui est nettement inférieur à celui des villes du CIG, ce qui est assez notable, c'est un écart que l'on peut voir qui est assez notable.

On continue ensuite sur les accidents du travail : 2024 a été une mauvaise année pour les accidents de travail puisque l'on a eu une augmentation significative des accidents de travail dus à des accidents de trajet, notamment les accidents de trottinette. C'est un sujet majeur, mais pas que, ces accidents ont généré moins de jours d'absence mais ils ont été quand même plus nombreux et on a pris tout un tas d'actions de

prévention pour redescendre ce taux qui n'était pas bon, et effectivement on s'aperçoit en 2025 que l'on est revenus à un taux proche de celui de 2023. Nous devons rester vigilants sur ces accidents du travail qui sont quand même à surveiller, et ce en dépit de toutes ces actions de prévention pour que l'on soit sur ce taux.

Ensuite on continue sur la formation, Antony continue d'être un « très bon élève », un très bon pourvoyeur de formation pour ses collaborateurs. Alors on est un petit peu moins bons qu'en 2023, mais en même temps 2023, c'était le gros des formations Management qui se sont continuées avec les queues des dispositifs en 2024, donc on a eu beaucoup de formations en Santé/Sécurité en 2023, et c'est la saisonnalité du dispositif pluriannuel qui indique et explique les variations, mais on reste quand même en formant 52 % de nos agents contre 42 % sur les communes de la petite couronne de la même taille, avec une moyenne de 2,2 jours contre 1,7 jours pour ces collectivités de la petite couronne, et donc il y a un effort de formation qui continue, je vous ai dit à quel point c'était important pour nous, on voit que l'on continue à faire des efforts qui pourront être un peu variables en fonction des dispositifs qu'on lance, mais cela reste un sujet pour nous important.

Ensuite on passe sur le sujet du budget et de la rémunération. Nous avons une masse salariale qui passe de 52 à 55 M€, là on connaît un peu, on avait déjà largement expliqué les ressorts de cette augmentation. On

reste autour de 48 % du budget de fonctionnement. Alors forcément en 2024 on a eu des hausses de budget de fonctionnement qui étaient liées à tout un tas de facteurs que nous avons dû intégrer, notamment aux coûts de l'énergie qui ont fait augmenter les dépenses de fonctionnement, mais on est restés sur à peu près 48 % de dépenses de fonctionnement pour les charges de personnel.

Ensuite on peut passer tout de suite à la partie régime indemnitaire et part variable : On en a parlé en commission, on voit que l'on est aux alentours de 21,22 %. Sur 2024 on a une augmentation de la part variable qui est liée au versement de la prime de pouvoir d'achat qui a été versée en 2024 ; je rappelle qu'on était une des rares collectivités à faire ce versement de « prime pouvoir d'achat » pour soutenir largement, cela a permis de monter le taux à pratiquement 22 %, globalement on est sur un taux à un peu plus de 21 % là où les autres collectivités sont plutôt à 18/19 %, et cela a effectivement mis en place un certain nombre de choses pour avoir effectivement un régime indemnitaire attractif, plus le CIA qui a été mis en place, on en a discuté aussi, ce qui fait que l'on a une part variable qui est attractive pour les agents.

En ce qui concerne l'action sociale, un point important : on a fait des efforts importants entre 2023 et 2024 sur la prévoyance et sur la mutuelle Santé. Sur la prévoyance on passe de 458 € comme contribution de la collectivité à 463 €, donc il y a eu un effort significatif. On passe de 52 € à

60 € sur la partie prévoyance et donc on voit qu'on a contribué davantage pour soutenir les prix qui ont augmenté de toutes les mutuelles Santé notamment. Je rappelle aussi que l'on a 233.000 € de paiement au CNAS qui est pris en charge par la collectivité, ce qui n'était pas le cas jusqu'à il y a peu, pour tous les agents, et donc c'est un montant qui est assez conséquent ; ce à quoi s'ajoutent presque 50.000 € d'action Sociale de la Ville en direct sur un certain nombre de dispositifs. Donc on a près de 300.000 € qui sont consacrés à l'action sociale en plus des actions de contribution, de soutien et aussi de prévoyance et de budget Santé.

Voilà un petit peu les derniers chiffres. Et on va revenir, la boucle est bouclée, sur le dernier point qui est l'égalité professionnelle que l'on a évoquée tout à l'heure, l'égalité femme/homme. L'index, le fameux index qui est calculé a augmenté, on est passé de 77 à 79/100, ce n'est jamais assez mais en tout cas pour nous, cela traduit que l'on est dans une trajectoire positive. Là où l'on est le moins bon, c'est-à-dire là où on a le plus d'efforts à faire, mais on est quand même limités dans cet effort du fait que l'on a plus de femmes que d'hommes, si l'on devait améliorer cet indicateur, on créerait des discriminations positives et ce n'est pas l'objectif. L'égalité professionnelle n'est pas de créer des discriminations. Donc du coup on a un indice qui s'améliore mais qui reste quand même à surveiller. On n'est pas tout à fait satisfaits de cette notation mais on sait que l'on a des plans d'action et très rapidement je vais les énumérer.

Le premier plan d'action, le premier axe c'est l'égalité à l'éducation, donc cela concerne tous les agents qui sont notamment en contact avec les enfants, tous les professionnels pour éviter les stéréotypes de genre. Et là c'est un dispositif qu'il faut que l'on développe et que l'on a déjà mis en place et qu'il faut que l'on continue à développer.

Sur l'égal accès aux emplois, on est très vigilants sur la composition des jurys pour qu'il n'y ait pas de biais dans cette composition et que l'on respecte l'égalité femmes/hommes sur cette composition. Juste un chiffre qui peut vous parler, si je prends le CODIR et le COMEX, c'est-à-dire l'ensemble des cadres des directions de la collectivité, sur à peu près 30 personnes, on a 60 % de femmes, voyez, on est très, très proches du pourcentage global de la collectivité ; c'est 62 % de femmes. Sur les 30 postes de Direction, on est à 60 % de femmes, et donc objectivement les postes de Direction de la collectivité représentent de manière très précise la proportion des femmes et des hommes au sein de la collectivité, ce dont on peut être fiers parce que c'est une trajectoire qui nous semble totalement positive.

Sur la qualité des rémunérations, bien sûr il n'y a aucune discrimination dans nos grilles de rémunérations, ni dans la partie statuts, ni dans la partie régime indemnitaire, ce qu'il faut voir aussi, c'est que ce n'est pas aussi simple que ça en lecture puisqu'il y a le jeu de l'ancienneté et il y a aussi des promotions internes, donc on est toujours très vigilants,



et je pense que l'on peut peut-être être un peu meilleurs sur la promotion égalitaire au niveau du pourcentage de promotion hommes/femmes, c'est quelque chose sur lequel on doit être vigilants, on peut peut-être s'améliorer, on voit peut-être 1 ou 2 pourcents d'écart mais ça reste très minime et donc on a mis en place tous ces dispositifs.

Un autre dispositif aussi qui contribue à renforcer les efforts sur cet index : c'est l'équilibre vie privée/vie professionnelle, avec bien sûr la mise en place du télétravail. On sait que le télétravail n'est pas adapté à tous les postes de la collectivité. Il y a aussi le droit à la déconnexion ; il y a une charte de qualité de vie au travail qui énumère l'ensemble de ces axes-là. Et puis bien sûr un dispositif de discrimination violence qui a été mis en place et qui permet de gérer les signalements. Et aujourd'hui cela fonctionne plutôt bien, on a des signalements qui sont traités et c'est plutôt un dispositif pour lequel les agents se sont appropriés le processus qui fonctionne plutôt bien.

Donc voilà, j'en ai profité pour finir le RSU avec cette petite touche sur le plan d'action par rapport à cet index 2024 et je vous remercie de votre attention.

**M. le Maire** : Bien. Madame Huard.

**Mme HUARD** : Oui alors vous nous faites une présentation, on vous en remercie, mais enfin nous, on aurait souhaité quand même avoir un certain nombre d'éléments concernant notamment votre analyse sur

l'égalité femmes/hommes ; dans le rapport vous faites le choix de nous le présenter seulement en commission, de ne pas nous envoyer la présentation préalablement après cette commission, donc ce n'est pas quand même d'une transparence très élevée. On constate quand même qu'il y a un certain nombre de sujets qui se posent comme l'équilibrage des filières exclusivement féminines et d'autres techniques qui n'évoluent pas beaucoup et vous ne semblez pas avoir d'objectifs en la matière.

Les écarts dans les taux de promotion, vous nous dites : c'est presque rien. Non ! C'est 24 % contre 19 %, cela veut dire un quart de promotions en plus pour les hommes cette année, donc ce n'est pas minimal. Alors j'entends sur la question des postes de Direction, mais si l'on regarde les 10 rémunérations les plus élevées, elles sont majoritairement masculines, il y a 7 hommes et 3 femmes, donc on est peut-être directrices mais on a des salaires inférieurs à ceux des hommes. Et les écarts de salaire, il faudrait les analyser aussi parmi les contractuels, on constate d'ailleurs dans votre index que pour les contractuels, ces écarts sont plus marqués puisque cela dégrade votre index. Donc la politique de recrutement en privilégiant des contractuels, elle se traduit aussi par des écarts de salaires plus élevés. En tout cas c'est ce que l'on peut constater, à moins que vous ayez d'autres raisons.

En ce qui concerne les signalements, vous avez parlé de harcèlement, nous ce que l'on voit, c'est qu'il n'y a aucun signalement

concernant les agissements sexistes. Alors compte tenu de la prégnance de ce type de comportement qui est quand même assez courant, on trouve que c'est assez peu crédible, et que peut-être il faudrait faire en sorte que les personnes qui sont concernées se sentent en confiance, protégées, soutenues, pour faire ces signalements.

Globalement sur l'ensemble des ressources humaines, on s'inquiète un peu du nombre élevé des départs en retraite, une concentration de salariés dans les tranches d'âge élevées et peu de jeunes dans les filières techniques, ce qui entraîne des risques quand même de perte de compétences à moyen terme.

On constate que vous privilégiez le recrutement des contractuels en CDD puisqu'aucun CDI n'a été conclu dans l'année. Alors est-ce que c'est une politique de recruter uniquement en CDD ? C'est une question.

On a parlé déjà des vacances de postes dans les filières médico-sociales, dont la Petite Enfance, qui pénalisent le service rendu.

Et la question aussi des vacataires non permanents, ils représentent quand même 183 Equivalents Temps Plein, donc là vous présentez les effectifs de fin d'année, 614 ou je ne sais plus exactement mais enfin au total sur l'année, ce sont 1.237 employés agents non permanents qui sont employés par la Ville et qui n'ont aucune formation, il faut le relever, ou très peu, et aucuns avantages sociaux. Donc nous, on plaide vraiment pour la sécurisation et la déprécarisation de ces personnels.

Concernant les accidents du travail, on voit qu'ils restent à un niveau important, cela n'indique pas que ce sont des accidents de trajet. Vos données sont des accidents de travail imputables aux services, et il y en a eu 60 dont 36 hommes et 24 femmes dans l'année, donc ce ne sont pas que des accidents de trajet apparemment. Mais cela montre qu'il y a quand même des choses à faire sur les plans de prévention et notamment sur les risques psychosociaux.

Vous avez indiqué qu'il y avait une centaine d'agents qui sont suivis pour des entretiens psychologiques, cela nous paraît quand même élevé et on aimerait avoir, enfin savoir si vous faites des analyses concernant les causes de ces situations permettant la mise en place d'un plan de prévention adapté qui aujourd'hui n'existe pas.

Il y a également beaucoup de troubles musculosquelettiques et votre RSU indique qu'il n'y a pas de plan de prévention des troubles musculosquelettiques.

J'ai noté également que vous avez parlé tout à l'heure des évolutions et de l'importance de l'évolution professionnelle et des transitions professionnelles. Alors le rapport indique qu'il n'y a pas d'accompagnement par des conseillers en évolution professionnelle qui sont pourtant des dispositions qui existent maintenant pour tous les agents et qui pourraient peut-être être intéressantes à mettre en place.

Dernière remarque, c'est la question du forfait Transport en commun et des forfaits mobilités durables que vous avez mis en place : est-ce que vous suivez les progrès du recours à ces forfaits qui indiquerait que les agents utilisent moins leur voiture pour venir au travail ? Merci.

**Mme GENEST** : Alors là, j'ai tellement de questions que je ne sais pas par où commencer ! Je vais juste répondre très rapidement en termes de transparence, vous avez eu le RSU dans sa globalité, j'ai pris la peine de vous faire un résumé pour vous faciliter la vie, pour appréhender le document. J'ai présenté cette synthèse en commission, je la présente en conseil municipal pour vous donner des clés de lecture et vous faire gagner du temps. Non seulement c'est de la transparence mais c'est de la pédagogie, donc de ce côté-là nous n'avons absolument pas de leçon à recevoir de l'opposition.

Sur les sujets de promotion, je ne sais pas d'où vous sortez vos chiffres, en tout cas nous n'avons pas les mêmes puisque ce n'est absolument pas les chiffres qui ressortent. Si l'on rapporte le chiffre à la population totale des agents, l'écart est favorable aux femmes, 5 % des hommes ont été promus en 2024 contre 17 % des femmes promues en 2024. On n'a pas d'écart de promotions...

**Mme HUARD** : Ce n'est pas l'index. L'index c'est les promus sur les promouvables. Donc parmi les personnes qui peuvent être promues, vous ne promouvez pas de la même façon les hommes et les femmes.

**Mme GENEST** : Vos chiffres sont erronés. Les chiffres sont 19 % pour les hommes et presque 17 % pour les femmes, et donc en prenant l'index que vous avez, à savoir les promus sur les promouvables, nous n'avons absolument pas la même lecture du RSU, mais ça, ça ne m'étonne pas beaucoup.

En ce qui concerne les rémunérations, les plus hautes rémunérations de la collectivité, je vous rappelle que ce n'est pas uniquement lié à homme/femme, c'est aussi lié à l'ancienneté, c'est lié aussi au parcours professionnel, donc faire une lecture uniquement sur le prisme homme/femme est très réducteur et ne reflète absolument pas la réalité.

Sur le dispositif des signalements, le dispositif fonctionne et on est totalement à l'écoute des agents et on favorise toutes les expressions des agents, donc il n'y a pas de notre côté de restrictions.

Sur les contractuels, il y a un effort, d'abord les contractuels en CDI, tous les postes ne sont pas ouverts à ce type de recrutements. Aujourd'hui nous passons les CDD en CDI dès que nous le pouvons en rapport avec la loi. Sur les vacataires, l'effort est magistral : 50 personnes ont bénéficié de la contractualisation depuis trois ans, c'est un effort qui est énorme, c'est un coût important pour la collectivité.

J'entends aussi que vous êtes très vigilants et vous avez raison d'être très vigilants sur les finances de la Ville, mais on ne peut pas à la

fois nous demander de recruter énormément ou de contractualiser à outrance sachant qu'il faut en même temps que l'on soit vigilants sur les finances de la Ville, et donc on ne peut pas faire les deux en même temps, on ne peut pas nous reprocher les deux choses en même temps.

Et puis sur les accidents de trajet, on vous a dit que c'était des accidents de trajet, je n'ai pas dit que tous les accidents étaient des accidents de trajet, j'ai dit que l'augmentation était liée aux accidents de trajet. Bien sûr il y a d'autres types d'accidents et on est vigilants sur le plan de la communication pour éviter ce type d'accidents. Merci à vous.

**M. le Maire** : Bien. **Le débat a eu lieu** . Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la communication du rapport.**

là aussi et donc nous pouvons passer maintenant au point suivant qui est la modification du tableau des effectifs.

## **12- MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**(Rapporteur : Mme Claire GENEST)**

**Mme GENEST** : Je pense que l'on ne va pas s'appesantir, j'ai juste peut-être un petit chiffre à vous donner sur le tableau des effectifs : sur le mois de septembre, nous avons recruté deux entrées de plus que les sorties, donc un solde positif ; et sur le mois d'octobre nous avons un solde

positif de 11 entrées par rapport aux sorties, donc vous voyez que la dynamique reste très positive et que nous cherchons à pourvoir les postes vacants. Je vous remercie.

**M. DOYEN** : Je n'ai pas vraiment de questions directement liées à cette modification-là. Je veux revenir sur ce que vous nous avez présenté en commission et ce que vous venez de nous dire à l'instant, à savoir le coût dont vous parliez tout à l'heure dans le Débat d'Orientations Budgétaires, vous parliez d'une quinzaine de contrats de contractualisation complémentaires, c'est cela, pour ne pas créer de stock, on ne les retrouve pas dans cette délibération.

Et j'ai deux autres questions qui sont corollaires : vous aviez évoqué en commission justement que désormais les ATSEM ou les auxiliaires de puériculture étaient plutôt orientées vers la filière technique qui était mieux-disante en termes de rémunérations, mais ça c'était pour les nouveaux entrants. Et donc la question est : est-ce qu'à un moment donné vous allez faire la même chose sur les personnes qui sont déjà présentes sur le stock, pour reprendre votre expression ?

Et puis un autre point que l'on a évoqué aussi, le CIA, les modalités de calcul du CIA, on évoque depuis tout à l'heure les difficultés de recrutement de la Ville et on le voit dans le CIA, il y a un budget projeté de 750.000 €. Là sur l'année dernière on n'a pas dépassé les 500.000 € dépensés, donc j'entends et j'ai bien vu vos critères mais j'ai du mal à les



appliquer dans la mesure où il faudrait aller voir agent par agent, etc. Donc cela ne s'applique pas sans doute aux personnes en question mais vu le fait qu'il y a une somme aussi importante, je veux bien admettre que l'on ne dépense pas tout mais là c'est quand même une proportion significative, est-ce que ce n'est pas aussi un manque d'attractivité ? L'attractivité, cela peut se jouer aussi sur ces éléments de motivation, y compris d'ailleurs sur autre chose que la rémunération, sur le temps de travail. Est-ce que ces éléments-là sont pris en compte aussi à un moment donné ?

**Mme GENEST** : Si vous ne voyez pas dans les chiffres que je vous présente aujourd'hui les impacts de la contractualisation, c'est que les éléments que je vous ai présentés, c'est pour 2026, et donc ces chiffres vous les verrez en 2026 au fur et à mesure, y compris pour le Château Sarran, on est sur une projection, dans le DOB vous avez la stratégie qu'on va développer en 2026, donc ça c'est sur le sujet de la contractualisation, cela veut dire qu'on va le faire de manière régulière.

En ce qui concerne le changement de catégorie, aujourd'hui il faut que l'on ait un traitement équitable pour tout le monde. Donc c'est quelque chose que l'on va regarder de manière précise.

En ce qui concerne le CIA, effectivement nous avons une enveloppe globale et l'objectif n'est pas forcément de dépenser l'enveloppe globale, c'est le maximum que l'on se donne et il y a un travail d'évaluation. Je vous ai communiqué précisément les critères qui étaient au niveau de chaque

cadre et après il y a une harmonisation pour qu'en fait il y ait une vraie rémunération, une vraie plus-value pour les engagements et les compétences liés au mérite individuel, ce qui fait qu'on ne s'interdit pas de dépenser l'ensemble de l'enveloppe, mais on essaye d'avoir dans la distribution de ce CIA une vision d'équité et une vision de l'équilibre entre les agents de sorte qu'il y ait une logique j'allais dire d'évaluation qui soit partagée pour tous les agents et qu'il n'y ait pas de biais, de distorsion entre les directions et entre les services. Donc on ne s'interdit pas de dépenser cette enveloppe dans sa globalité mais on a d'autres critères aussi qui nous amènent à ne pas forcément anticiper le montant final de la dépense du CIA qui doit de toute façon rester dans l'épure des 750.000 € que vous avez cités.

**M. le Maire** : Bien. On s'arrête là et nous passons au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

**13- RENOUELEMENT DE L'ADHESION DE LA VILLE D'ANTONY A LA CONVENTION DU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE.**

**(Rapporteur : Mme Claire GENEST)**

**(Lecture du rapport de présentation.)**

**M. le Maire** : Monsieur Doyen ?

**M. DOYEN** : Une intervention rapide sur le sujet : Bien évidemment on sera Pour, par contre on a une question sur cette convention qui prévoit de distribuer des tickets services aux personnes alors que précédemment c'était plutôt une action collective qui était financée ; et ce qu'on nous a présenté en commission, c'est qu'une partie importante, alors je n'ai plus le chiffre en tête, excusez-moi, il commence à être tard, n'était pas réellement dépensée. C'est-à-dire qu'en gros les personnes ont leur ticket cadeau mais ils laissent passer la date et à la fin ils ne l'ont pas consommé. Donc la question que je vous pose c'est : est-ce qu'il n'est pas possible de revenir sur des actions qui soient plus directes, en tout cas plus faciles à utiliser pour les agents parce que s'ils n'utilisent concrètement pas cette somme qui leur est donnée, c'est un peu dommage quand même.

**Mme GENEST** : Oui, l'objectif c'est aussi de les sensibiliser à les utiliser et les amener à cela. Donc on pourra reconsidérer le point, en discuter pour voir quelle serait la meilleure solution pour qu'effectivement tout le monde en bénéficie.

**M. le Maire** : Bien. Nous passons au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

**14- ADHESION DE LA VILLE D'ANTONY A LA CONVENTION  
CADRE DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA  
PETITE COURONNE RELATIVE AUX PRESTATIONS DE  
PREVENTION, DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE AU TRAVAIL.**

**(Rapporteur : Mme Claire GENEST)**

**M. DOYEN** : Nous serons Pour évidemment, c'est un élément très important de l'attractivité des postes, etc., et donc ce n'est vraiment pas une économie à faire pour le coup que de négliger la santé physique et mentale des agents, et d'ailleurs je vous renouvelle ici en séance qu'on appelle à avancer sur l'ergonomie des postes de travail et du travail d'une façon générale pour les agents, surtout -puisque vous avez évoqué les difficultés- sur les filières techniques ; en plus les agents en question sont souvent proches de la retraite. On sait que sur ces filières-là il peut y avoir des sources de création de troubles musculosquelettiques. Il existe aujourd'hui des appareils, des techniques pour soulager, dans les collectivités on garde longtemps nos agents et donc on a intérêt à les garder en bonne santé pour eux-mêmes en premier lieu et aussi pour le service qu'ils rendent aux habitants. Donc je vous encourage à toujours avancer sur ce sujet. Je vous remercie.

**Mme GENEST** : J'étais ce matin en formation Santé-Sécurité au Travail, nous avons évoqué ce sujet-là. Et la Ville s'est dotée de chariots

adaptés pour que les agents ne se baissent pas pour préserver la santé de leur dos. Donc effectivement c'est dans nos préoccupations, et de manière très concrète puisque ce matin on en parlait encore.

**M. BESSENAY** : Oui, nous trouvons très positif toute cette démarche pour les raisons qui viennent d'être expliquées, et en plus une démarche de différentes mutualisations des moyens avec d'autres villes, c'est toujours quand c'est possible une bonne solution pour les finances publiques.

**M. le Maire** : On passe au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

## **VI - SPORTS**

**15- CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DES TENNIS MUNICIPAUX ET DE LA CAFETERIA DU CLUB HOUSE DU STADE GEORGES SUANT : PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT PASSE AVEC L'ASSOCIATION « TENNIS CLUB D'ANTONY. »**

**(Rapporteur : M. Patrick REYNIER)**

**Mme HUARD** : Nous voterons Pour la prolongation de la durée du contrat, en espérant que justement il permette de clarifier un certain

nombre de points. Là il y a une forme de conflit d'intérêt du fait que le club de tennis c'est aussi l'utilisateur des services dont l'exploitation lui est concédée, donc cela pose le problème de la répartition des coûts entre les activités d'exploitation et l'activité du club. Vous avez dit que la gestion était en déficit du fait des coûts de l'éclairage, alors il y a une solution que l'on vous invite à soutenir : ce serait de revenir au tarif réglementé et à une électricité 100 % publique puisque c'était le coût le plus avantageux pour tout le monde. C'était un aparté.

Vous dites que le report est justifié par la remise à plat de la concession avec cette activité Padel. Je fais observer, parce que c'est un point d'attention, que c'est une activité est encore très masculine, seulement 18 % des licenciés sont des femmes. Je m'excuse mais vous développez des activités masculines...

**M. REYNIER** : Où avez-vous vu que c'était une activité masculine ?

**Mme HUARD** : C'est la Fédération Française qui dit ça. 18 % des licenciés sont des femmes.

**M. REYNIER** : Non mais il ne faut pas dire que c'est une activité masculine !

**Mme HUARD** : Écoutez, c'est ce qui ressort des chiffres !

**M. REYNIER** : Les chiffres c'est une chose, mais dire que c'est une activité uniquement masculine, c'est complètement faux !

**Mme HUARD** : Mais non, je sais très bien que ça peut être pratiqué par tout le monde mais parmi les licenciés, il semble que, sauf si mes chiffres sont trop anciens, 18 % des licenciés sont des femmes...

**M. REYNIER** : Alors moi j'ai le nombre des licenciés du club d'Antony, c'est 30 % de femmes.

**Mme HUARD** : Bon. Ce n'est que 30 % de femmes, donc ce n'est quand même pas la parité...

Bon, écoutez, s'il vous plaît, si ce n'est pas le cas tant mieux mais nous regarderons attentivement. Je constate que... Vous me permettez de finir... Ah oui bien sûr, vous en avez marre, mais vous me permettrez de finir quand même... Vous pensez proposer des tarifs attractifs mais quand même, c'est une activité qui cible toujours des catégories aisées de la population et donc nous serons attentifs quand même aux initiatives de démocratisation et de féminisation, j'insiste, dans le cadre de la création de cette activité.

**M. REYNIER** : Je voudrais simplement rappeler que le cahier des charges de la Fédération Française de Tennis impose aux clubs d'organiser des tournois mais aussi de réserver des créneaux horaires pour les scolaires. Donc il y a un cahier des charges qui est très strict pour obtenir le financement de la Fédération.

**M. le Maire** : Le sujet d'aujourd'hui, c'est la prolongation seulement...

**M. REYNIER** : Pour étudier tous les éléments.

**M. le Maire** : On passe au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

## **VII - AFFAIRES DIVERSES**

### **16- ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS ACCORDEES AUX ASSOCIATIONS PARTENAIRES DU CONTRAT DE VILLE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE COHESION SOCIALE ET DE REUSSITE EDUCATIVE POUR 2025 – ADDITIF.**

**(Rapporteur : M. Marc Ali BEN ABDALLAH)**

**(Lecture du rapport de présentation)**

**M. BEN ABDALLAH** : Un dernier mot : je voudrais souligner le fait que nous avons obtenu le même co-financement que l'année dernière, dans un contexte qui a été rappelé en début de ce conseil municipal assez difficile. Ce qui veut dire que là encore le Département souligne la crédibilité de l'action qui est menée et conduite par Monsieur le Maire dans le quartier du Noyer Doré. Voilà. Je vous remercie.

**Mme HUARD** : Oui, on constate qu'effectivement les subventions sont reconduites à l'euro près, mais ce qui signifie quand même des moyens en baisse compte tenu de l'inflation.



**M. le Maire** : Je n'ai pas l'impression. L'inflation n'est que de 0,8 %  
Madame Huard !

**Mme HUARD** : Oui mais il y a encore quand même de l'inflation et ces subventions sont les mêmes depuis plusieurs années, donc au final quand même les moyens sont en baisse. C'est quand même effectivement un sujet parce que la réduction des subventions nationales impacte la politique de la Ville. Il faut noter quand même la réduction des missions locales, celle du financement des associations de l'E.S.S, le dispositif Quartier d'été, les colo-apprenants, la suppression des Pass Sports et Culture... Il y a des dispositifs comme les cités éducatives que projette Antony qui vont être aussi rabotées alors que des inégalités sociales et des difficultés augmentent dans les quartiers populaires. Donc nous, on dénonce toutes ces réductions qui se font au niveau gouvernemental et cela devrait amener l'ensemble des élus de cette assemblée à dénoncer le projet de budget qui est en discussion au Parlement et exiger des ressources supplémentaires pour ces quartiers, et les ressources existent comme vous le savez puisqu'on peut taxer les grandes fortunes au lieu de baisser les dépenses de l'État.

**M. BEN ABDALLAH** : Je vous laisse la responsabilité de votre analyse sur le budget national mais par contre je voudrais quand même souligner un point : c'est qu'effectivement les financements sont déjà en baisse. Cet été nous n'avons pas été aidés pour « l'Eté doré », la formule

de l'Eté doré qui est très appréciée par la population et la Ville a pu conserver un dispositif d'une qualité tout à fait comparable à l'année précédente alors que le financement de l'État s'est effondré. Donc il y a une volonté de la part de Monsieur le Maire et de l'exécutif de maintenir une qualité de prestation auprès des populations du Noyer doré.

**M. le Maire** : On passe au vote.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

**17- COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DU SYNDICAT MIXTE DE MASSY-ANTONY-HAUTS-DE-BIEVRE POUR LE CHAUFFAGE URBAIN ET LE TRAITEMENT DES RESIDUS MENAGERS (SIMACUR) – ANNEE 2024 -**

**(Rapporteur : M. Jean-Yves SENANT en remplacement de Mme Maryse LEMMET.)**

**(Lecture du rapport de présentation)**

**M. le Maire** : Avez-vous des questions sur ce rapport ?

**M. MAUGER** : Oui, j'ai noté que le rapport indique une progression de la part du charbon dans la production de chaleur. On peut quand même regretter cette progression-là, est-ce que c'est par rapport au Bois B ? Si

j'ai bien compris, il y a un objectif de suppression totale du charbon. Où est-ce qu'on en est par rapport à cet objectif-là ?

**M. le Maire** : On est en train de remplacer le charbon par du bois  
B. Le projet est lancé.

**M. MAUGER** : Et donc c'est à quel horizon que l'on peut... ?

**M. le Maire** : Le plus bref possible, le projet est lancé.

**M. MAUGER** : D'accord. Et le rapport explique qu'il y a évidemment des normes de seuil pour le rejet des oxydes d'azote, les NOx, mais il ne communique pas les émissions effectives de l'unité de la valorisation, ce qui est quand même embêtant dans un rapport...

**M. le Maire** : C'est depuis 20 ans. Il y a 20 ans, on a beaucoup investi : 20 millions d'euros à peu près pour réduire les émissions de NOx et les ramener à un niveau très, très faible, pratiquement nul, 20 M€ quand même de dépenses. Donc voilà. On peut quasiment dire que des NOx il n'y en a plus.

**M. MAUGER** : Oui mais on aimerait quand même avoir les mesures qui sont faites, parce qu'on imagine bien qu'il y a des mesures qui sont faites ?

**M. le Maire** : Bien sûr, il y a des mesures, mais il y a pratiquement zéro.

**M. MAUGER** : Ce serait bien de les intégrer dans le rapport.

**M. le Maire** : Ecoutez, oui, pourquoi pas ? Mais en tout cas il n'y a

pas de NOx, il n'y en a plus. Il y en avait, il n'y en a plus. Le sujet a été traité il y a 20 ans. Vous n'étiez pas né...

**M. MAUGER** : Si vous pouviez demander d'intégrer au rapport les mesures qui sont faites, cela me semblerait normal.

**M. le Maire** : Oui, d'accord. Il y a déjà cinquante pages ...Très bien. Monsieur Bessenay ?

**M. BESSENAY** : Oui, même remarque. J'avais la même remarque sur le charbon, alors vous nous aviez expliqué en 2024 les difficultés d'approvisionnement en Bois B que vous aviez rencontrées, mais cela ne justifie pas quand même le fait d'augmenter la part charbon. Donc effectivement le fait de le supprimer serait une très bonne chose et le plus vite possible. Si l'on veut positiver quand même : 36.000 tonnes de CO2 ont été économisées par les abonnés du chauffage urbain, ça c'est un point important à souligner.

**M. le Maire** : Oui.

**M. BESSENAY** : Donc, le chauffage urbain sera combiné dans pas très longtemps avec de la géothermie, et donc ce sera une très bonne chose.

**M. le Maire** : Oui, avec de la géothermie, et donc le SIMACUR va lancer la géothermie, le projet est déjà déposé à la Préfecture.

**M. BESSENAY** : Tout à fait.

**M. le Maire** : La communication a eu lieu. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la communication du rapport.**

**18- COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DU  
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR  
L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION (SIPPEREC)  
– ANNEE 2024.**

**(Rapporteur : M. Jean-Yves SENANT en remplacement de Mme  
Maryse LEMMET)**

**M. le Maire :** Des questions sur le rapport du SIPPEREC ?

**Mme HUARD :** Oui, je voudrais savoir comment Antony a bénéficié des services du SIPPEREC ; je pense à trois sujets, notamment le déploiement du solaire sur les projets d'autoconsommation et sur l'offre des marchés de performance énergétique. Il est prévu une enveloppe financière conséquente pour chaque collectivité et donc est-ce que la Ville l'a utilisée ? Et puis il y a le Fonds social de précarité et de performance énergétique. Comment a-t-il bénéficié aux foyers Antoniens ?

On peut regretter aussi que le service de mobilité recharge électrique de la borne bleue n'ait pas été utilisé alors qu'il donne les tarifs les plus attractifs et que les Antoniens payent plus cher leur recharge avec le service privé actuel. Donc si vous pouvez nous donner les éléments éventuellement, merci.

**M. le Maire** : Eh bien écoutez, venez en commission pour en savoir plus. Pour des questions aussi précises, venez en commission.

**Mme HUARD** : Oui mais enfin vous voyez, ce n'est pas le premier document qu'on lit dans les documents municipaux des conseils quand ils font 2.000 pages. Et en plus les rapports ne passent pas en commission.

**M. le Maire** : Voilà. C'est ça.

**M. MAUGER** : Les rapports ne passent pas en commission Monsieur le Maire !

**M. le Maire** : Ils doivent passer. Tous les rapports doivent passer !

**M. MAUGER** : Dites-le à vos collègues !

**M. le Maire** : Tous les rapports doivent passer, c'est évident.

**M. MAUGER** : Ils ne passent pas.

**M. le Maire** : Les commissions, c'est fait pour cela. C'est fait pour étudier tous les documents dans les détails. Donc pour le SIPPEREC, le rôle du SIPPEREC, Madame Huard, c'est d'abord d'acheter le courant électrique dans les meilleures conditions possibles. Et là, cette année, le prix du courant va baisser de 10 % parce que le SIPPEREC l'a bien acheté. C'est important. Il y en aura pour 200.000 €.

La communication a eu lieu. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la communication du rapport.**

**19- COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DU SYNDICAT  
INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L'ELECTRICITE EN ILE-DE-  
FRANCE (SIGEIF) – ANNEE 2024.**

**(Rapporteur : M. Jean-Yves SENANT en remplacement de Mme  
Maryse LEMMET.)**

**M. DOYEN** : J'ai deux questions à ce sujet : dans ce rapport, on peut voir qu'Antony figure parmi les communes prioritaires notamment pour les canalisations en fonte et pour les mouvements de terrain liés aux argiles. Mais par contre, on ne nous précise pas encore ce qu'il reste à faire en termes de kilométrage ou en temporalité des travaux. Et je ne sais pas si vous avez les informations.

Et l'autre point qui est souligné, c'est justement que la Ville d'Antony est appelée à cartographier ses risques, notamment un plan de continuité en cas de crue et d'inondation et de vulnérabilité des réseaux de gaz, donc je retourne aussi la question : Où en sommes-nous sur cette cartographie pour qu'il n'y ait pas d'eau... dans le gaz ?

Excusez-moi il est tard ! Je ne l'aurais pas fait il y a 2 heures.

**M. le Maire** : On a actuellement 5 km de travaux par an. Il nous reste encore 20 km à faire, il y en avait 30 de mémoire il y a quelques années, donc on doit en avoir encore une vingtaine. Et donc il y a du travail encore, oui le problème, c'est que le réseau sera modernisé quand il n'y aura plus

de gaz. Mais on fera passer l'hydrogène dedans. Voilà. Quand le gaz aura disparu en 2050, on aura un magnifique réseau ultra moderne et cela servira à faire passer d'autres gaz propre comme l'hydrogène vert par exemple.

**M. DOYEN** : Je suis d'accord avec vous, Monsieur le Maire, il y a un vrai sujet d'équilibre économique de ces réseaux où il y a de moins en moins d'abonnés, et pour autant, il y a quand même un vrai risque de mauvais entretien, surtout quand on est sur des zones comme nous, sur des zones d'argile et donc des glissements de terrain potentiels.

**M. le Maire** : Oui, tout à fait.

**M. DOYEN** : Je comprends que l'équilibre économique ne soit pas bon mais là on parle de la sécurité des usagers. Donc ce n'est pas possible.

**M. le Maire** : Oui, effectivement on défonce nos rues en permanence en l'occurrence mais il faut le faire. D'accord ? Très bien.

**M. DOYEN** : Et sur la cartographie des risques d'inondations, où en sommes-nous ?

**M. le Maire** : Alors ça, on vous dira en commission, parce que là moi, je n'ai rien.

**M. DOYEN** : Je reposerai la question.

**M. le Maire** : Oui, d'accord.

La communication a eu lieu. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la communication du rapport.**



**20- COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DU SYNDICAT  
INTERCOMMUNAL FUNERAIRE DE LA REGION PARISIENNE  
(SIFUREP) – ANNEE 2024.**

**(Rapporteur : Mme Christiane ENAME)**

**Mme Christiane ENAME** : Je vais juste signaler qu'en cette année 2025, le SIFUREP a fêté ses 120 ans, et je pense que le rapport que vous avez sous les yeux met bien en rapport aussi comment le SIFUREP a évolué et tous les services qui sont proposés, que ce soit aux habitants des villes concernées et aux agents des services territoriaux.

**M. le Maire** : Mme Rambaut.

**Mme RAMBAUT** : J'ai deux questions : la première à Madame Enamé : ce rapport d'activité est très intéressant. Les chiffres sont là, le nombre de crémations augmente. Les Français font ce choix pour des raisons de coût ou pour respecter la volonté des défunts de ne pas être une charge pour leurs proches, mais aussi pour des motifs écologiques. Avec le vieillissement de la population, ce phénomène va s'accélérer. Les chiffres des dernières années devraient vous alerter puisque là, on les a : au crématorium d'Arcueil qui traite la majorité des crémations des défunts d'Antony, en moyenne il y a eu 7 crémations par jour en 2024, alors qu'avant c'était 6 en 2021. Est-ce que la création d'un nouveau crématorium en banlieue sud de Paris a été évoquée en commission

Equipement du SIFUREP ?

**Mme ENAME** : Ce n'est pas tout à fait cela. Je ne peux pas vous répondre sur l'aspect écologique. Le SIFUREP essaye d'organiser justement un colloque sur les nouvelles méthodes d'inhumation plus écologiques. Donc je sais qu'à visée des adhérents et des villes, il y aura des discussions autour de cela pour faire connaître ces nouvelles techniques justement aux habitants. Oui je vais dans votre sens, c'est une vraie question qui se pose, le SIFUREP en a bien conscience et organise et organisera encore des colloques autour de ces questions-là sur ces nouvelles techniques pour prendre en compte cette éventuelle augmentation malheureusement du nombre de décès et d'inhumations à venir.

**Mme RAMBAUT** : Et ma deuxième question serait d'ordre plus général : je souhaite à nouveau évoquer le sujet de la salle de cérémonie du funérarium.

**M. le Maire** : Quel est le rapport ?

**Mme RAMBAUT** : Vous m'avez confirmé, Monsieur le Maire, qu'aucuns travaux d'agrandissement n'étaient possibles. Vous m'avez aussi dit qu'il suffit que la famille du défunt en fasse la demande, l'accès à une salle municipale pouvait lui être proposé pour se recueillir. Cette possibilité qui reste confidentielle est connue seulement de personnes bien informées. Il n'y a pas de procédure ni de communication officielle. Quelles

mesures comptez-vous prendre pour l'information au public ?

**M. le Maire** : On va informer.

**Mme ENAME** : Je voulais juste quand même faire savoir que tous les habitants de la commune d'Antony peuvent réserver les salles disponibles, on n'a pas besoin d'évoquer de raison spécifique pour cela.

**Mme RAMBAUT** : Mais c'est payant. Dans un cas de deuil on sait que les choses sont difficiles, on ne pense pas forcément à la taille de la salle de cérémonie du funérarium et donc les familles se font surprendre et n'organisent pas les choses parce qu'elles n'ont pas le temps et parce que c'est compliqué.

La communication a eu lieu. Donc on prend acte.

**Il est pris acte de la communication du rapport.**

### **Questions diverses**

**M. le Maire** : Y a-t-il des questions diverses ? Madame Huard.

**Mme HUARD** : C'est une courte question : on connaît en ce moment une première vague de froid hivernal et donc on souhaitait savoir quel est le plan de la Ville pour faire face à ces vagues de froid pour les sans-abri et quelles sont les capacités de mise à l'abri ?

**M. le Maire** : Il y a les mêmes qu'avant...

**Mme HUARD** : Est-ce que vous pouvez les préciser parce que ce n'est pas toujours évident de savoir.

**M. le Maire** : Non mais elles n'ont pas changé !

**Mme HUARD** : C'est-à-dire : zéro ?

**M. le Maire** : Il n'y a rien de changé. Donc ce n'est pas une question.

**Mme HUARD** : Eh bien écoutez, on aimerait en savoir un peu plus...

**M. le Maire** : D'abord la période de froid pour le moment n'est pas si froide que ça ! Et les hivers sont de moins en moins froids, vous le savez.

**Mme HUARD** : Quand il fait 0 degré !

**M. le Maire** : L'avenir, ce n'est pas les vagues de froid. Vous le savez bien et c'est navrant...

**Mme HUARD** : Ecoutez, l'intérêt que vous portez à ces sujets quand même, c'est assez navrant !

**M. le Maire** : il n'y a rien de nouveau !

**Mme GENEST** : Juste pour votre information, ce matin en Formation Santé/Sécurité, on a présenté un plan grand froid et canicule qui vise à anticiper ce genre de soucis, y compris la tempête parce que cela peut aussi impacter les services de la Ville, donc c'est en cours d'élaboration pour ce qui concerne la Ville et les agents de la Ville, et il y a un travail qui est en train d'être fait avec un groupe de travail, dont une organisation syndicale, pour trouver le bon plan le plus adapté pour le grand froid, la canicule et les tempêtes.

**M. PEGORIER** : Et on peut rajouter que la Croix-Rouge continue, comme d'habitude, et la Protection Civile aussi, à faire des maraudes, je

veux dire de nuit, et à distribuer des kits d'hygiène et des kits de soutien alimentaire. Et finalement ce dont les gens dans la rue peuvent avoir besoin. Et au CCAS on a aussi des kits disponibles, il y a des couvertures. Il y a beaucoup de choses qui existent pour accompagner et donc cela n'est pas nouveau, cela existe déjà depuis très longtemps. Et après, il y a le Plan Grand Froid de l'État, c'est-à-dire des dispositifs et des mises à disposition d'infrastructures ou hôtelières ou d'hébergements d'urgence qui existent aussi, mais ça c'est l'Etat qui gère, ce n'est pas la Ville. Mais ça existe aussi.

**Mme HUARD** : Mais on sait qu'elles sont souvent saturées et donc la question était de savoir de quelles capacités dispose la Ville pour la mise à disposition des personnes sans abri.

**M. le Maire** : Les mêmes que précédemment. D'autres questions ?  
Mme Rambaut.

**Mme RAMBAUT** : Vous avez enfin donné suite à ma demande formulée au conseil municipal d'avril concernant l'inscription de la devise de la République aux frontons des écoles. J'ai en effet constaté que « Liberté, Egalité, Fraternité » figure désormais devant les écoles Jean Zay et Dunoyer de Segonzac. Je vous remercie. Mieux vaut tard que jamais. Je vous remercie d'avoir répondu donc à ma requête, ainsi qu'au rappel du préfet, même s'il s'agissait avant tout de se conformer ...

**M. le Maire** : Le préfet, il n'a rien dit...

**Mme RAMBAUT** : Je vous ai imprimé le document. ... pour se conformer à la loi. Il faut lire vos courriers. Avez-vous lu ?

**M. le Maire** : Il vous l'a envoyé à vous, oui, mais pas à moi.

**Mme RAMBAUT** : C'est dingue, hein !

Avez-vous prévu d'étendre cette démarche aux quelques écoles de la Ville où cette devise manque ? Ainsi qu'au fronton de la mairie même si pour cette dernière la loi ne vous y oblige pas ? C'est bon ? Ou j'écris au préfet ?

**M. le Maire** : Pas d'autres questions ? Vous êtes tous invités au pot de fin de Conseil.

La séance est levée à 00h30.